



LE MONDE. diplomatie

RETROUVER
LE RIRE DE
BERTOLT BRECHT

PAR MARIE-NOËL RIO
Page 27.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 759 - 64^e année. Juin 2017

LA CIVILISATION DE LA TOMATE

Le capitalisme raconté par le ketchup

La force d'un système économique tient à sa capacité à s'insinuer dans les moindres replis de l'existence, et en particulier dans nos assiettes. Une banale boîte de concentré de tomate contient ainsi deux siècles d'histoire du capitalisme. Pour son nouvel ouvrage, Jean-Baptiste Malet a mené une enquête au long cours sur quatre continents. Une géopolitique de la « malbouffe » dont il présente ici un tour d'horizon inédit.

PAR JEAN-BAPTISTE MALET *

DANS la salle d'un restaurant décorée d'ours et de cobras empaillés, au cœur de la vallée de Sacramento, en Californie, un homme mord dans son hamburger face à une bouteille de ketchup. M. Chris Rufer, patron de la Morning Star Company, règne sur la filière mondiale de la tomate d'industrie. Avec trois usines seulement, les plus grandes du monde, son entreprise produit 12 % du concentré de tomate consommé sur la planète.

« Je suis une sorte d'anarchiste, explique M. Rufer entre deux bouchées. C'est pourquoi il n'y a plus de chef dans mon entreprise. Nous avons adopté l'autogestion » - une « auto-

gestion » où l'informatique remplace les cadres, mais qui ne prévoit pas que les travailleurs contrôlent le capital de l'entreprise. Mécène du Parti libertarien (1), M. Rufer laisse aux employés le soin de se répartir les tâches qui échoient encore à des êtres humains. Dans les ateliers de la ville de Williams, la Morning Star transforme chaque heure 1 350 tonnes de tomates fraîches en concentré. Lavage, broyage et évaporation sous pression sont entièrement automatisés.

(Lire la suite pages 6 et 7.)

(1) M. Rufer a financé à hauteur de 1 million de dollars la campagne de M. Gary Johnson, le candidat libertarien arrivé troisième lors de l'élection présidentielle américaine de 2016 avec 4,4 millions de voix - 3,29 % des suffrages.

* Journaliste. Auteur de *L'Empire de l'or rouge. Enquête mondiale sur la tomate d'industrie*, Fayard, Paris, 2017.

DE L'IDÉAL AUTOGESTIONNAIRE AU CULTE DU COMPROMIS

CFDT, un syndicalisme pour l'ère Macron



THOMAS LEROOY - RODOLPHE JANSSEN, BRUXELLES

THOMAS LEROOY. - « Destroy Everything You Touch » (Détruis tout ce que tu touches), 2014

C'EST une première dans l'histoire du syndicalisme français : la nouvelle mesure de la représentativité syndicale dans le secteur privé vient de placer la Confédération française démocratique du travail (CFDT) devant la Confédération générale du travail (CGT). Construit sur la base des 5,2 millions de voix exprimées lors des

* Journaliste.

Pressé de réécrire le code du travail, le nouveau président français, M. Emmanuel Macron, espère s'appuyer sur les syndicats dits « réformistes », et en premier lieu la Confédération française démocratique du travail (CFDT). Alors qu'elle incarne un profond renouvellement de l'action collective dans les années 1960 et 1970, celle-ci accompagne depuis trente ans le détricotage du droit social, tout en jurant rester fidèle à ses valeurs.

UNE ENQUÊTE
DE JEAN-MICHEL DUMAY *

scrutins intervenus entre 2013 et 2016 - soit celles de trois salariés du privé sur dix seulement -, le nouveau calcul traduit moins une progression fulgurante de la première (passée de 26 à 26,37 %) que l'érosion continue de la seconde (aujourd'hui à 24,85 %) (1).

La victoire annoncée du syndicat « préféré » des Français, dont 46 % se sentiraient « proches (2) », avait été précédée d'une canonisation médiatique et politique, avec la célébration de son « réformisme » doctrinal, qui hérite la négociation et le compromis, annonceurs de résultats matinsés de concessions. En ont témoigné les éloges de tous bords qui ont suivi le décès, en janvier, de l'ancien secrétaire général de la CFDT (de 2002 à 2012) François Chêrèque.

Vigoureux chantre du triptyque « négociation-compromis-résultats », ce responsable cédétiste emporté par une leucémie à 60 ans n'a pas connu l'oubli posthume réservé à l'été 2016 à Georges Séguy, cégétiste historique des accords de Grenelle, en 1968, et ancien résistant. Chêrèque a même été loué par *Le Figaro* pour son « courage » et par *Le Point* pour sa « modération », qui lui aurait permis de

« révolutionner le syndicalisme ». « Un homme d'Etat », a estimé l'ancienne présidente du Mouvement des entreprises de France (Medef), M^{me} Laurence Parisot, qui avait « l'impression de perdre un ami ».

La CFDT s'est souvent vu reprocher sa proximité avec les puissants. « Quand Laurent Berger [actuel secrétaire général du syndicat] sera premier ministre, Manuel Valls [ancien premier ministre] pourra être candidat au secrétariat général de la CFDT, et il faudra des syndicats pour défendre les salariés », raille M. Jean-Claude Mailly, secrétaire général du concurrent Force ouvrière (FO), dans son récit du combat contre la loi travail (3), soutenue par la CFDT dans sa dernière version. Sur le pavé, les envois furent plus secs : « C'est Fini De Trahir ! », intimaient des banderoles lors des manifestations du printemps 2016 ; « Quand le PS rétablira l'esclavage, la CFDT négociera la longueur des chaînes », lisait-on sur certains badges.

(Lire la suite pages 12 et 13.)

(1) Lire sur notre site Karel Yon, « Malaise dans la représentativité syndicale », www.monde-diplomatique.fr/57552

(2) Étude BVA réalisée en mai 2016.

(3) Jean-Claude Mailly, *Les Apprentis sorciers. L'invisible histoire de la loi travail*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2016.

Les années folles

PAR SERGE HALIMI

À LEURS YEUX, l'orage est passé, l'élection de M. Donald Trump et le Brexit sont presque conjurés. La large victoire de M. Emmanuel Macron a enthousiasmé les milieux dirigeants de l'Union européenne. Un de leurs commentateurs assermentés, ronronnant de bonheur, estimait même qu'il s'agissait du « premier coup d'arrêt décisif à la vague populiste (1) ». Profiter de l'instant pour faire passer en force le programme néolibéral de la Commission européenne dérange donc les nouveaux gouvernants français, qui ont le code du travail dans leur viseur. Une orientation politique identique sera désormais incarnée à Paris par un homme plus jeune, plus cultivé et moins radicalement dépourvu d'imagination et de charisme que son prédécesseur ; les miracles de la communication et du « vote utile » permettent de travestir ce léger changement en un basculement historique ouvrant la voie à toutes les audaces. L'effacement du clivage entre les deux camps que chante une presse occidentale en pâmoison devant son nouveau prodige relève lui aussi de la fantaisie : gauche et droite françaises appliquent en effet à tour de rôle la même politique depuis 1983. Dorénavant, des pans entiers de l'une et de l'autre se retrouvent dans un même gouvernement, demain dans une même majorité parlementaire. La clarté y gagne, mais c'est tout.

L'incrustation au pouvoir d'une droite espagnole corrompue, la victoire des libéraux aux Pays-Bas, le nouveau bail gouvernemental promis, peut-être imprudemment, aux conservateurs britanniques et allemands, suggèrent que le temps des colères qui a marqué l'année dernière pourrait s'être essouffé faute de débouchés politiques. L'élection de

M. Macron sur fond de drapeaux bleu et or, sa visite immédiate à Berlin signalent en tout cas que les grandes orientations européennes défendues par la chancelière Angela Merkel seront reconduites avec vigueur. Pour les Grecs, elles viennent de déboucher sur une amputation de 9 % de leurs pensions de retraite ; les experts ne se disputent que pour déterminer s'il s'agit de la treizième ou de la quatorzième du genre. Quant à M. Trump, dont certaines fougades et rododontades inquiètent un instant les chancelleries occidentales, la normalisation de sa présidence est bien avancée ; son empêchement, organisé en cas de nécessité. Il ne manquerait plus pour garantir tout à fait la sérénité des timoniers du vieux monde qu'un retour au pouvoir de M. Matteo Renzi en Italie dans les mois qui viennent.

Au cours des années 1920, constatant qu'après une ère de grèves et de révolutions la plupart des États européens - en particulier le Royaume-Uni et l'Allemagne - avaient retrouvé leur régime de croisière, l'Internationale communiste dut concéder la « stabilisation du capitalisme ». Soucieuse de ne pas désarmer pour autant, elle annonça en septembre 1928 que l'accalmie serait « partielle, temporaire et précaire ». De sa part, l'avertissement parut mécanique, logomachique même ; c'était alors l'euphorie des possédants, les Années folles. Le « jeudi noir » de Wall Street éclata un an plus tard.

(1) Alain Duhamel, « Macron : première victoire contre le populisme », *Libération*, Paris, 10 mai 2017.

M 02136 - 759 - F - 5,40 € - RD

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 250 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$C, Espagne: 5,50 €, États-Unis: 7,50 \$US, Grande-Bretagne: 4,50 £, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 35 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.

EYROLLES

SOUTHER



Transgressions

« **N**OUS SOMMES sur un nuage. » C'est ainsi que M. Pierre Gattaz a résumé l'euphorie qui gagnait les milieux patronaux après l'accession à l'Élysée de M. Emmanuel Macron. Celui-ci venait alors de décupler la félicité du président du Mouvement des entreprises de France (Medef) en rejetant les offres de services de son ancienne rivale, M^{me} Laurence Parisot, pour nommer premier ministre un ancien directeur général des services de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), M. Édouard Philippe.

Un grand frisson a parcouru les chefferies éditoriales lors de la désignation d'un gouvernement dont les membres émanaient des partis socialiste, radical de gauche, Les Républicains et Mouvement démocrate (MoDem) « en même temps ». Mais les commentateurs se sont gardés de préciser la nature de la « transgression » célébrée dans une multitude de quotidiens et de magazines.

Après une élection par défaut, l'ambition présidentielle est de construire une majorité politique pour imposer rapidement un choc de précarité, en particulier par l'inversion de la hiérarchie des normes. Les employeurs pourront faire prévaloir des accords d'entreprise moins favorables que les conventions de branche ou que la loi, non seulement en matière d'organisation du travail, mais aussi de salaires. Une application de cette croyance largement partagée par les élites : le salut de l'économie française passerait par une plus grande « compétitivité coût ».

Aucune majorité sociale (1) n'appuie une telle politique, déjà largement rejetée lors du passage en force de la loi travail, en 2016. On n'en trouvera pas davantage pour soutenir le choc d'inégalités induit par la suppression de l'impôt sur la fortune pour les valeurs mobilières (actions et obligations). En témoignent le résultat de M. Macron au premier tour de l'élection présidentielle rapporté au nombre d'inscrits (le plus faible de la V^e République après 1995 et 2002), l'absence d'adhésion à son « programme » (16 % parmi ses soutiens [2]) tout comme le record d'abstentions, de votes blancs et nuls enregistrés au second tour.

Annoncé comme une version française du modèle scandinave, le projet porté par le nouveau président représente en définitive son contraire, en ignorant la dimension égalitaire et redistributive qui a permis les succès nordiques.

Un tel choc produira peut-être des effets statistiques sur la courbe des demandeurs d'emploi, mais beaucoup plus certainement des contusions sociales, par l'explosion du nombre de travailleurs indigents, à l'heure où même le Fonds monétaire international s'alarme de la hausse du risque de pauvreté induite par le modèle allemand. L'obligation faite aux chômeurs d'accepter un emploi au rabais libérera enfin le renard dans un poulailler fermé à double tour.

En définitive, la transgression « en marche » consiste à user de tous les ressorts du jeu électoral : le gouvernement « par le peuple », mais jamais « pour le peuple » (lire l'article page 10). À la décharge du nouveau président, cette dérive découle des institutions. En choisissant de solenniser son « triomphe » au Louvre, comme pour effacer un certain 10 août 1792, qui vit à cet endroit le peuple français s'émanciper de Louis XVI, il a d'ailleurs revêtu l'habit du monarque républicain.

PHILIPPE DESCAMPS.

(1) Lire Bruno Amable, « Majorité sociale, minorité politique », *Le Monde diplomatique*, mars 2017.
(2) « Comprendre le vote des Français », enquête Ipsos Sopra Steria, 6 mai 2017.

COURRIER DES LECTEURS

Cuves nucléaires

L'article d'Agnès Sinaï « Le talon d'Achille du nucléaire français » (mai) a suscité des réactions contradictoires. Affirmant que « tout est vrai », M. Jacques Terracher entend ajouter plusieurs points :

La teneur mesurée dans les ségrégations est de 0,30, soit presque le double de la teneur normalisée, ce qui explique l'importante dégradation de la résilience. La valeur de la résilience de la cuve EPR a été mesurée à 36 joules par centimètre carré alors qu'elle devrait être supérieure à 60. C'est la première fois que cette valeur est publiée. Elle prouve que l'acier n'est pas conforme à la norme. L'ASN [Autorité de sûreté nucléaire] le sait, d'où ses hésitations à annoncer sa décision.

Pour les générateurs de vapeur remis en service après examens au début de l'année, le problème est exactement le même : les aciers (du même type avec une très faible différence de teneur en carbone) ne sont pas conformes. EDF a masqué le défaut (...).

La Commission européenne a autorisé l'État français à recapitaliser Areva pour une valeur de 4,5 milliards d'euros à condition que l'Autorité de sûreté nucléaire déclare la cuve de l'EPR bonne pour le service. Lourde responsabilité pour l'ASN.

D'autres lecteurs ont trouvé cette enquête trop « à charge ». M. Gérard Petit, retraité du secteur nucléaire, considère notamment que le démarrage imminent des réacteurs de Taishan, en Chine, démontrera la faisabilité du concept EPR. Il précise plusieurs points et propose d'autres interprétations.

Mon propos est d'abord de m'étonner qu'à partir d'un fait avéré, certes révélateur de carences techniques et organisationnelles, on puisse décrédibiliser toute une industrie et lui dénier un futur.

Je comprends bien qu'un tel événement, déjà largement médiatisé, et présenté à raison comme le énième ennui de l'émblématique EPR, donne aux adversaires de l'électronucléaire l'occasion de pousser leur avantage.

Même pour des ingénieurs familiers de ces techniques, comprendre l'origine des écarts et en apprécier l'importance pour

la tenue des pièces concernées n'a rien de trivial, entre autres parce que plusieurs disciplines pointues sont en interaction.

Ce n'est évidemment pas une raison pour renoncer à informer sur la situation. Si l'auteur de l'article appréhende avec talent le Meccano industriel autour du nucléaire, elle est moins au fait des questions techniques sous-jacentes qui souvent le déterminent. (...)

Des chiffres mentionnés mesurant la résilience (36 joules mini, 52 joules moyenne) sont qualifiés de « désastreux » comparés à la valeur réglementaire de 60 joules, un vocable sans nuance qui n'a pas grand sens, celui, utilisé plus loin, d'écart « de premier ordre » étant plus pertinent. (...)

On coule d'abord des lingots, et c'est ensuite qu'ils sont forgés. C'est durant le refroidissement des lingots massifs que se créent les hétérogénéités dans le matériau et donc celles, plus grandes qu'attendu, qui nous occupent ici. (...)

Plus loin est évoquée la diminution de la résilience des pièces sous l'effet du bombardement neutronique, ce qui est exact et pilote d'ailleurs la durée de vie des cuves, sauf que couvrerle et surtout fond de cuve ne voient pratiquement pas de neutrons.

Par ailleurs, l'arrêt d'urgence d'un réacteur, une situation normalement rencontrée en exploitation, ne crée pas de contraintes fortes sur les matériaux. La situation est différente si l'injection de sécurité est déclenchée, une situation beaucoup moins fréquente et qui d'ailleurs sert de référence pour l'étude de la propagation de fissures dans le matériau. (...)

Plus loin, on cite Bernard Laponche, qui qualifie de « complexité sans fin » ce qui n'est qu'un phénomène inhérent à tout processus de fonderie-forgeage, qu'il faut bien sûr encadrer par des critères. Avec de tels considérants, on n'aurait jamais fait le programme nucléaire, et c'était d'ailleurs son vœu.

Plus loin, il est fait mention de nombreux générateurs de vapeur du parc nucléaire existant nécessitant des investigations supplémentaires. À ma connaissance, celles-ci ont été menées et ont permis à tous les réacteurs concernés de redémarrer, sauf deux dont Fessenheim 2, cas développé plus loin.

Le grand carénage, qui devrait permettre aux centrales ayant atteint quarante

années de fonctionnement de prolonger leur fonctionnement au-delà pour dix, voire vingt ans, est présenté comme exclusivement coûteux, alors que c'est un potentiel considérable de production de courant décarboné par des machines dotées d'un niveau de sûreté commensurable avec celui de l'EPR.

Quant à l'impossibilité de remplacer certains composants, typiquement la cuve et l'enceinte de confinement, c'est bien sûr en connaissance de cause que les prolongations précédentes sont programmées, l'évolution des potentiels de ces composants étant d'ailleurs, avec les considérations économiques, le paramètre pilote.

On parle plus en aval d'une pression qu'EDF et Areva exerceraient sur l'ASN (implicitement en le mettant devant le fait accompli...). S'il est vrai qu'une décision-couperet serait lourde de conséquences, il n'y a pas de raison de penser que l'ASN se déroberait, surtout dans le temps présent, où le nucléaire n'a pas le vent en poupe.

Enfin, je ne vois vraiment pas en quoi la construction dans des délais remarquablement courts et l'exploitation sans à-coups majeurs de près de soixante réacteurs assurant depuis des lustres un approvisionnement électrique fiable, bon marché et décarboné du pays constituent une « arrogance techniciste », pas plus que le fait d'avoir imaginé un nouveau réacteur, l'EPR, conçu comme ne pouvant être ni agressé ni agresseur. Après un trop long temps de latence et des réorganisations industrielles dommageables, il s'est hélas révélé plus difficile à construire qu'escompté, sauf en Chine...

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs, 1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris ou courrier@monde-diplomatique.fr

RECTIFICATIF

Ce ne sont pas cinquante-trois, mais seulement vingt-trois réacteurs du parc atomique français qui dépasseront les quarante années de fonctionnement durant le quinquennat qui débute. L'éventuelle prolongation d'exploitation évoquée dans l'article « Le talon d'Achille du nucléaire français » (mai) concernera cinquante-trois réacteurs d'ici à 2032.



PAUVRES

CHEZ LES RICHES

Passé de 10% en 2000 à 16,7% en 2015, le taux de pauvreté en Allemagne inquiète le Fonds monétaire international, qui propose pour le réduire de bonnes vieilles recettes (conclusions de la mission de consultation de 2017 au titre de l'article IV, 15 mai).

En dépit d'un filet de sécurité sociale bien développé et d'une hausse de l'emploi au cours des dernières années, le risque relatif de pauvreté fait l'objet d'une attention soutenue. L'inégalité des revenus (mesurée par le coefficient de Gini) est restée largement stable au cours de la dernière décennie et se situe près de la médiane européenne. Néanmoins, on observe une augmentation du taux de risque de pauvreté. (...) Si le risque de pauvreté ne reculait pas, il faudrait prendre en considération un passage en revue du ciblage et de l'efficacité de certains avantages sociaux. Les politiques de lutte contre la pauvreté devraient viser à préserver la réussite des réformes passées du marché du travail.

COUTEAU

ENTRE LES DENTS

Dans un article consacré à la droite américaine (Jacobin, hiver 2017), Doug Henwood décrit une réception donnée à New York par un riche avocat à la fin du XIX^e siècle.

En février 1897, l'avocat Bradley Martin et sa femme Cornelia organisèrent un bal costumé au très chic hôtel Waldorf Astoria. Le banquier J. P. Morgan se déguisa en Molière. L'homme d'affaires

John Jacob Astor s'habilla en Henri de Navarre ; il portait une épée recouverte de bijoux. Pas moins de cinquante femmes s'étaient déguisées en Marie-Antoinette – et M^{me} Martin portait un collier qui avait appartenu à la famille royale. Mais les hôtes étaient si inquiets que des « hommes de tendances socialistes » puissent interrompre les festivités qu'ils disposèrent des agents de sécurité autour de l'hôtel et qu'ils firent fermer les fenêtres du rez-de-chaussée à l'aide de clous. Le luxe extravagant de ce bal suscita un tel tollé dans la population que la famille Martin déménagea en Angleterre peu après la réception.

Comparons avec la fête donnée en 2007, au Park Avenue Armory, pour les 60 ans du financier Stephen Schwarzman – l'homme qui possède le plus grand salon de Manhattan. Mille cinq cents de ses amis les plus proches étaient invités et le chanteur Rod Stewart assurait l'animation. Le principal souci de sécurité concerna alors les paparazzis.

GÉNIES DU BIEN

Les émissions américaines de fin de soirée ont-elles indirectement joué en faveur de l'élection de M. Donald Trump en multipliant les signes d'élitisme et de racisme de l'intelligence ? C'est ce que suggère Caitlin Flanagan dans *The Atlantic* (mai).

Lorsque John Oliver déclara aux téléspectateurs que, s'ils étaient opposés au droit à l'avortement, ils feraient mieux de changer de chaîne jusqu'à la dernière minute de l'émission, où on leur montrerait « une adorable bande de paresseux [l'animal] », il synthétisait

parfaitement la tonalité de ces shows : l'idée que lui et ses admirateurs sont moralement et intellectuellement supérieures à ceux qui défendent l'une ou l'autre des croyances politiques de droite. (...) Bien que destinés aux personnes distinguées des États démocrates, ces spectacles sont une involontaire mais puissante forme de propagande pour les conservateurs. Lorsque les républicains entendent ces moqueries cinglantes – dont l'écho se répercute dans les journaux télévisés du matin et les commentaires des clips viraux du jour –, ils n'y voient pas seulement l'œuvre d'une poignée de comiques qui les parodient. Ils voient HBO, Comedy Central, TBS, ABC, CBS et NBC. En d'autres termes, ils voient exactement ce que Donald Trump leur a enseigné : tout le paysage médiatique les déteste, eux ainsi que leurs valeurs, leur famille et leur religion. Dès lors, il n'est pas illogique qu'ils en viennent à imaginer que les « vraies » émissions d'information sur ces chaînes sont dirigées par des personnalités ayant le même parti pris.

SOVERAINISTES IRRÉCONCILIABLES

Donnée largement gagnante des futures élections provinciales par les sondages, une alliance entre le Parti québécois (PQ) et Québec solidaire (QS) a été refusée par les délégués de ce parti, explique *Le Devoir* (21 mai).

La membre du comité anticraciste Dalila Awada a convaincu ses consœurs et confrères de ne pas succomber au « chant des sirènes des gains électoraux » en misant sur des pactes de non-agression avec le PQ afin d'accroître le nombre de députés solidaires à l'Assemblée

nationale. « On a tous et toutes très hâte que QS ait une plus grande marge de manœuvre pour travailler. On le mérite. On est rendus là. Mais, pour les communautés racisées au Québec, l'ennemi est double. Il s'incarne à la fois dans le néolibéralisme et dans le racisme. Le Parti québécois, aujourd'hui, porte en lui ces deux bêtes », a-t-elle déclaré durant le débat.

IMPASSE UNIVERSITAIRE EN ALGÉRIE

Jugeant l'université algérienne impossible à réformer en raison « de la corruption, de la violence et de la cooptation » qui y sévissent, le sociologue algérien Nacer Djabi annonce sa décision de la quitter. *Le quotidien francophone El Watan* (22 mai) y voit la fin d'une génération de penseurs qui n'a jamais cessé de résister à la régression scientifique.

Il est de cette génération pleinement engagée dans la production d'un discours critique sur l'état du pays. « Cette mise à mort est un choix politique des décideurs, parce que moins coûteux. Il arrive à l'université ce qui est arrivé aux entreprises publiques qu'on a fini par brader et vendre au dinar symbolique », constate implacablement Nacer Djabi. Une orientation qui révèle un choix stratégique d'avenir pour le pays, engagé par le pouvoir politique : celui de la reproduction des élites dans de grandes écoles étrangères. (...) En somme, la fin de sa carrière universitaire que le sociologue vient de signer est loin d'être un coup de colère. Elle nous dit tout le drame de l'École, de l'Université, de l'État et de la société propulsés dans une impasse historique.

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire : Serge HALIMI, président, directeur de la publication
Autres membres : Vincent CARON, Bruno LOMBARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT
Directrice des relations et des éditions internationales : Anne-Cécile ROBERT
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Serge HALIMI
Rédacteur en chef : Philippe DESCAMPS
Rédacteurs en chef adjoints : Benoît BRÉVILLE, Martine BULARD, Renaud LAMBERT
Cheffe d'édition : Mona CHOLLET
Rédaction : Akram BELKALD, Evelyne PIELLER, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT
Site Internet : Guillaume BAROU, Thibault HENNETON
Conception artistique : Maria IERARDI, Boris SÉMÉNIAKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Rédacteur documentaliste : Olivier PIRONET
Mise en pages et photographie : Jérôme GRILLIERE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Xavier MONTHÉARD, Nicole THIRION

Directeur de la gestion : Bruno LOMBARD
Directeur commercial, chargé de la diffusion numérique : Vincent CARON
Contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Secrétariat : Yuliya DAROUKA (9621), Sophie DURAND-NGO, attachée communication et développement (9674), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY. Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET

Publicité : Brigitte ANTOINE (01-57-28-39-29)

Diffusion, mercatique : Brigitte BILLIARD, Sophie GERBAUD, Carole MERCERON, Saveria COLOSIMO-MORIN
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147
Service relations abonnés
● Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr
● Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
© ADAGR Paris, 2017, pour les œuvres de ses adhérents
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 59 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo

MUTATION DES VOIES D'ACCÈS À LA POLITIQUE

Profession : député

Adeptes du cumul des mandats et de l'embauche de leurs proches comme assistants, nombre de parlementaires français symbolisent cette « caste » de politiciens professionnels avec laquelle le président de la République a promis d'en finir. Mais en quoi consiste cette professionnalisation? Retraçant les trajectoires des députés depuis les années 1970, une enquête éclaire cette question d'un jour nouveau.

PAR JULIEN BOELAERT,
SÉBASTIEN MICHON
ET ÉTIENNE OLLION *

EN 2013, une députée socialiste de Gironde accusait certains de ses jeunes collègues d'être déconnectés de la « vraie vie » parce qu'ils n'auraient jamais vécu que dans le « tunnel de la politique » (1). Plus récemment, un pur produit de l'élite française nommé Emmanuel Macron déclarait : « Je ne fais pas partie de cette caste politique et je m'en félicite. Nos concitoyens sont las de cette caste » (SudOuest.fr, 9 mai 2016). Il réclamait l'émergence de « nouveaux visages » et érigeait « l'immaturité et l'inexpérience » en argument de campagne. La critique de la professionnalisation de la politique est populaire ; si populaire qu'elle peut même ouvrir le chemin de l'Élysée.

Ces trajectoires tant décriées n'apparaissent pas d'emblée dans les statistiques. Conscients du stigmate qu'elles impliquent, les élus font tout pour s'en démarquer. On ne trouve ainsi aucun « professionnel de la politique » dans leurs fiches biographiques au Parlement. Ils mettent en avant toute activité autre, même de courte durée, même remontant à plusieurs décennies. Interrogés, ils rejettent en bloc le terme même de « carrière » au profit d'un vocable plus neutre, comme « parcours de vie », ou évoquent même une « vocation », mélange de devoir et de passion.

Pourtant, une grande transformation des voies d'accès à la politique et des filières de recrutement a marqué les dernières décennies. C'est ce que démontre une enquête inédite menée sur quatre générations de députés français, ces élus à l'intersection entre la politique locale et la politique nationale. Au cours d'une

étude menée à l'Assemblée, nous avons reconstitué le parcours de 1 738 d'entre eux, des années 1970 à nos jours, dressant un tableau inédit de la représentation politique en France.

Âgés de 54 ans en moyenne, plus diplômés que le reste de la population et appartenant dans leur grande majorité aux classes supérieures, les députés des années 2010 sont aussi très majoritairement des hommes (l'Assemblée de 2012 comptait 27 % de femmes). Si ces chiffres attestent une certaine stabilité dans le temps, d'autres ont beaucoup évolué. En termes d'expérience, les élus de 2012 sont bien plus vieux que leurs homologues des années 1970, accréditant ainsi la thèse d'une professionnalisation.

Un moyen classique de la mesurer consiste à repérer si les élus ont occupé, dans un passé plus ou moins lointain, un poste d'auxiliaire politique : membre de cabinet ministériel, permanent d'un parti, collaborateur d'élus à l'échelon national, local ou européen. Au plus près du pouvoir, ces positions offrent une voie d'entrée précoce dans le métier, ou permettent de s'y maintenir à la suite d'un revers électoral. En quarante ans, la proportion de ces anciens auxiliaires parmi les députés français a plus que doublé : de 14 % en 1978, elle est passée à 33 % en 2012. Cette situation transcende les camps (36 % des députés socialistes élus en 2012 et 32 % des élus Les Républicains). Elle concerne également les partis autoproclamés « anti-système » : M^{me} Marine Le Pen se déclare avocate mais a surtout exercé cette fonction au sein du Front national, avant d'en devenir élue.

ceux de 1978. Au moment de leur élection, les membres de l'Assemblée sortante y avaient passé déjà douze années, alors que, en 1978, six années en moyenne suffisaient pour accéder au Palais-Bourbon.

Comment expliquer cet allongement du chemin qui mène à la représentation nationale ? La réponse se trouve d'abord dans l'augmentation du nombre de mandats électifs consécutifs à la décentralisation, avec la création de mandats régionaux et intercommunaux. Elle tient aussi à la croissance exponentielle des effectifs d'assistants parlementaires, de collaborateurs d'élus, de permanents de partis, mais aussi de communicants ou de membres de structures proches (fondations, instituts de recherche, think tanks, etc.). Autour des députés, une armée de réserve existe donc, qui oblige les prétendants à s'insérer dans une file d'attente. Ils enchaînent les positions intermédiaires avant de pouvoir espérer décrocher l'investiture.

L'accroissement de la « lutte des places », tout comme l'uniformisation des parcours, n'est pas sans effet. Elle contribue à l'homogénéisation idéologique du personnel politique observée au cours des dernières décennies. Recrutés dans les mêmes viviers, formés dans une matrice commune, les responsables actuels proposent des solutions proches les unes des autres, tout en se distinguant par des manières individuellement remarquables de poser les problèmes. La concurrence dans la file d'attente

incite les candidats à se faire connaître par leur nom propre plutôt qu'à travers leur parti, et donc à se démarquer à coups de petites phrases.

Cette stratégie de la personnalisation se perpétue une fois leur place conquise sur les bancs. Surinvestie par les journalistes, l'Assemblée offre des moyens de se faire connaître. C'est particulièrement vrai lors des séances de questions au gouvernement diffusées à la télévision les mardis et mercredis. Nombreux sont ceux qui cherchent à tirer profit de ces moments, comme cet élu célèbre pour la veste jaune qu'il arbore ces jours-là et qui se place systématiquement derrière les orateurs de son camp pour bénéficier de quelques dizaines de secondes d'exposition cathodique. La concurrence fait également rage pour l'accès aux grands médias. L'enquête montre que, durant le quinquennat qui vient de s'achever, trente députés ont reçu à eux seuls la moitié des invitations à passer dans une émission de télévision ou de radio nationale. À l'inverse, 46 % des élus n'auront jamais été invités par un grand média audiovisuel au cours de la législature.

La composition sociale de l'Assemblée a également changé. Avec les mutations du Parti socialiste et la quasi-disparition du Parti communiste français de la représentation nationale (2), les classes populaires ont déserté l'hémicycle. En 2012, on n'y comptait qu'environ 1 % d'anciens employés et ouvriers, alors que ces catégories forment la moitié de la population active ; en 1978, ils étaient un peu plus de 10 %. Ce changement bien connu s'accompagne d'un autre, moins souvent commenté. Au cours des dernières décennies, la part des élus appartenant aux classes supérieures a elle aussi diminué. Le nombre de membres des professions libérales de santé est ainsi passé de 12 % à 6 % entre 1978 et 2012, et le nombre de hauts fonctionnaires, de 13 % à 6 %.

L'allongement du temps politique y contribue certainement. Pour les jeunes des classes supérieures, la nécessité de s'engager de plus en plus précocement est difficilement compatible avec des études longues et sélectives. Ils laissent alors la place à d'autres, qui ont moins à perdre et qui, à force de labour, finiront par occuper la place. Quant à leurs aînés, la perspective de se ranger patiemment dans la file d'attente qui mène aux mandats manque d'attrait à leurs yeux. D'autant que l'activité de député est particulièrement chronophage. Partageant leur temps entre Paris, où ils accumulent les rendez-vous, et leurs circonscriptions, où ils passent souvent leurs fins de semaine – dimanche compris – à assister aux événements qui rythment la vie locale (marchés, inaugurations, cérémonies en tout genre), les élus travaillent beaucoup, contrairement à ce que suggère l'image rituelle d'un hémicycle

presque vide. Le nombre d'heures de séance à l'Assemblée a triplé depuis le début de la V^e République, rendant difficile l'exercice parallèle d'une profession libérale, encore courant dans les années 1960.

L'inaccessibilité des mandats aux ouvriers et employés, le dévoilement de la politique en stratégie de carrière, le népotisme dans le recrutement des assistants parlementaires orientent les débats vers plusieurs pistes de réforme. La diminution des indemnités des élus (5 200 euros net pour les députés), évoquée pour favoriser

un engagement désintéressé, a toutes les apparences d'une fausse solution. Outre qu'elle ne réglerait pas les problèmes évoqués, cette proposition oublie qu'une indemnité correcte fut une condition nécessaire, bien qu'évidemment insuffisante, de l'accès des catégories populaires aux charges électives (3). Au XIX^e siècle, les élus médecins, notaires ou avocats, qui n'avaient pas besoin de cette indemnité pour vivre, dénonçaient le « risque d'avilissement » d'une fonction bientôt occupée par des ouvriers « incapables » et « attirés » par l'argent (4).

Des représentants tirés au sort ?

LES RÉFORMES touchant au cumul des mandats, comme celle qui entre en vigueur cette année pour interdire l'occupation simultanée d'une fonction de député et de chef d'exécutif local (maire ou adjoint, président de conseil régional ou départemental), favorisent assurément la rotation des postes et redistribuent le pouvoir concentré par les potentats locaux. Mais elles ne sont pas conçues pour changer le profil des nouveaux élus. Ce type de solution pourrait même accroître la présence des auxiliaires politiques au Parlement en poussant les collaborateurs à se présenter à la suite de leur ancien employeur.

Une autre mesure intensément discutée consisterait à tirer au sort tout ou partie des législateurs. Elle apporterait une solution radicale au problème de la professionnalisation et transformerait profondément l'idée même de représentation. La rotation des postes va toutefois de pair avec la disparition d'une certaine expérience, souvent très utile pour proposer des contre-projets face au gouvernement et à son administration pléthorique. Faute de donner plus de moyens d'expertise aux députés, une telle réforme pourrait aboutir à une remise du pouvoir entre les mains non plus de cumulards, mais d'experts pas même

élus qui conseilleraient les représentants tirés au sort. Il n'est pas certain que la démocratie sorte gagnante de ce qui s'apparenterait à une ruse de la raison présidentielle.

Quel que soit leur potentiel transformateur, ces mesures partagent toutefois un prisme individualiste. Toutes postulent que les problèmes contemporains de la politique proviennent avant tout de ses représentants ; ce serait donc sur eux qu'il faudrait concentrer les critiques et les recherches de solutions. Or, pour être vraiment efficace, le débat devrait aussi – et avant tout – porter sur l'organisation même du pouvoir et de la démocratie représentative.

(1) Michèle Delaunay, « Le tunnel, ou comment faire carrière sans mettre un pied dans la vraie vie », *www.michele-delaunay.net*, 13 septembre 2014.

(2) Cf. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2006, et Julian Misch, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, coll. « Contre-feux », Marseille, 2014.

(3) Cf. Alain Garrigou, « Vivre de la politique. Les "quinze mille", le mandat et le métier », *Politix*, vol. 5, n° 20, Paris, 1992.

(4) Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales*, vol. 39, n° 4, Paris, 1984.

* Auteurs de *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Raisons d'agir, Paris, 2017.



LA GALERIE NONAËDE, ARIÈS

FABIEN BOITARD. – « L'Hémicycle rouge », 2016

Droit et stratégies de l'action humanitaire

D'octobre 2017 à juin 2018 (2 jours/mois)
Diplôme d'université - niveau bac + 3

Une approche pluridisciplinaire qui englobe l'intégralité des problématiques actuelles de l'humanitaire.

Publics concernés : juristes, avocats, chefs de missions, administrateurs, coordinateurs logistiques et personnels humanitaires, médecins et professionnels de santé, journalistes... Durée : 130 h. Admission : être titulaire d'un bac +3 ou par validation des acquis.

www.fp.univ-paris8.fr

01 49 40 70 70



Le rêve américain

Avec près de trente millions de joueurs occasionnels, le basket-ball compte parmi les sports les plus populaires aux États-Unis. Selon qu'il est pratiqué sur le parquet des Chicago Bulls, dans les rues d'un ghetto noir ou dans l'université d'une petite ville de l'Indiana, il revêt des fonctions sociales très disparates.



Ci-contre : Finale de la ligue des lycées publics à Chicago. Les joueurs de Morgan Park affrontaient ceux de Simeon, sponsorisés par Nike.

Ci-dessous : Avant tous leurs matchs, les Wildcats de l'Université wesleyenne d'Indiana font une prière.



ont 30 % de probabilités en moins d'être nés d'une mère célibataire ou adolescente que les autres Afro-Américains (2). »

Le chercheur énumère les compétences non cognitives dont le bon développement dépend du contexte socio-économique dans lequel les joueurs ont grandi : la persévérance, l'autorégulation, la confiance en soi, mais aussi la taille, l'adresse, la force physique ou les réflexes. « Les enfants pauvres de l'Amérique contemporaine ont une nutrition bien au-dessous des seuils minimaux, ce qui affecte forcément leur croissance. Ils affichent des taux de mortalité infantile supérieurs et de plus bas poids moyens à la naissance, poursuit le statisticien. Les études récentes ont montré que la pauvreté dans l'Amérique contemporaine affectait également la taille de ses habitants. »

En 2016, une étude parue dans la revue scientifique en ligne eLife a en effet confirmé que les Américains gagnaient davantage en largeur qu'en hauteur : en cent ans, l'Américain moyen a dégringolé de la 3^e à la 37^e place des plus grands habitants de la planète (1,70 mètre en 1914, 1,76 mètre en 2016). Les habitants des États-Unis sont même, d'après cette étude, la population qui a le moins grandi depuis un siècle, en raison de l'accroissement des inégalités et de la dégradation de l'alimentation (3). Or, même si de plus en plus de « petits » joueurs brillent sur les parquets, notamment avec l'importance croissante du tir à trois points dans le jeu moderne, le critère suprême du basket-ball reste la taille : « Chaque pouce [mesure équivalant à 2,54 centimètres] supplémentaire double la probabilité d'intégrer la NBA. »

À Indianapolis, les joueurs de l'équipe de NBA, les Pacers, se font appeler, comme tous les habitants de cet État, les Hoosiers (4). Le très populaire film du même nom, réalisé par David Anspaugh (en français *Le Grand Défi*, 1986), narrait l'épopée vers la victoire au championnat d'Indiana d'une équipe lycéenne, un petit David blanc contre un grand Goliath noir. Dans le stade d'entraînement des Pacers, il faut jouer des coudes pour interroger le joueur le plus coté de la franchise, le flamboyant ailier Paul George. « Un code postal ? Quel code postal ? Il n'y a pas besoin d'avoir le bon code postal pour jouer au basket. » Lâchant un petit rire nerveux, il se rajuste contre le mur des publicités afin de laisser apparaître le logo de la Teachers Credit Union, un fonds de pension, affiché non loin des valeurs des Pacers : ponctualité, loyauté, confiance, respect, coopération. « Des obstacles ? Non, il n'y a pas eu d'obstacles pour moi. » Un peu à l'écart du groupe, Kevin Séraphin, le pivot français de l'équipe, ne prend pas la question de haut, malgré ses 2,08 mètres. « Mon père était cariste et ma mère était directrice de magasin. Je n'ai jamais été pauvre, au stade de la misère, mais je n'ai pas non plus été riche. Les origines sociales n'ont rien à voir là-dedans. Il suffit de jouer dur et de botter le cul de ses coéquipiers à l'entraînement. C'est tout. »

Né en Guyane, Séraphin fait partie du contingent français, le deuxième plus important – après les Canadiens – parmi les joueurs étrangers de NBA (sur 450 joueurs, 113 étaient étrangers en 2016, un record). La plupart de ses dix compatriotes, que l'on pense à Tony Parker, Nicolas Batum ou Rudy Gobert, sont des enfants d'athlètes de haut niveau. En 2016, un joueur de NBA sur deux avait au moins un parent sportif professionnel (5) (contre moins d'un sur cinq dans le football américain). Cette donnée-clé permet de

comprendre les ressorts de la « grande loterie génétique », selon l'expression de George Eddy, la voix télévisée du basket américain en France depuis trente ans.

Pour les millions de jeunes Américains qui rêvent d'ascension sociale par le basket et qui ne sont pas nés dans cette aristocratie athlétique, il ne suffit cependant pas de « travailler dur ». Une visite dans les quartiers pauvres de Chicago permet de mesurer à la fois la vivacité et la vanité de ce rêve en Amérique du Nord.

Pour arriver au gymnase des Stars, une équipe amateur, il faut passer sous un pont métallique qui coupe la 83^e Rue. « Personne ne s'aventure sous ce viaduc, raconte M. Terrence Hood. C'est la ligne de démarcation entre deux territoires rivaux. » Il est le fondateur et l'entraîneur d'une équipe qui concourt dans le circuit de l'Amateur Athletic Union (AAU), une ligue d'été gérée par les équipementiers où s'affrontent les meilleurs adolescents du pays, souvent encore lycéens. Il nous accueille en montrant, désolé, un terrain de basket au sol lézardé à l'entrée du parc Avalon : « Les cercles ont été enlevés des panneaux afin d'éviter les rassemblements propices au crime. Du coup, les gamins d'ici n'ont nulle part où jouer. » Avec 762 homicides en 2016, contre 600 pour Los Angeles et New York réunies, Chicago bat tous les records de criminalité. Dans ce contexte, se lancer dans une carrière sportive est, pour beaucoup, le moyen de tenter la grande évasion.

« Les joueurs NBA n'osent plus revenir dans le quartier »

Petites lunettes, barbe fine, survêtement ample, M. Hood – que tout le monde appelle « coach T. » – a consacré sa vie au basket, avec comme objectif de « soustraire les gamins à la violence des gangs et autres influences négatives ». Cet été, les Stars participeront à quelques-uns des deux cents camps organisés par Nike. Ils iront aussi à ceux d'Adidas et d'Under Armour, ainsi qu'aux tournois organisés par les marques qui parrainent des joueurs professionnels. « Moi, lance le coach à ses joueurs, je vais vous amener aux camps d'été, parce que c'est là que les scouts [recruteurs d'université] peuvent vous voir. Nike et Adidas lancent des tournois, ils créent des ligues... Vous les voulez, les paires de chaussures gratuites, les tee-shirts gratuits, les chaussettes, toute la tenue ? C'est cool, mais vous ne serez pas les seuls ! » Pour les joueurs des Chicago Stars, il va falloir jouer finement et s'économiser. Car les camps sont payants, sans compter les frais de voyage. Et l'inscription de l'équipe coûte à elle seule 700 dollars. Un sacrifice pour beaucoup de familles, qui pousse M. Hood à organiser des collectes par du porte-à-porte dans le quartier.

Faut-il être né avec des ressources suffisantes pour souscrire aux exigences de la vie d'un athlète professionnel ? « Ça fait mal, mais je pense que oui », répond « coach T. ». « Les origines sociales déterminent tout. Et de toute façon, la plupart des bons joueurs issus des quartiers pauvres n'ont pas la mentalité pour réussir. Dans le ghetto, pour t'en sortir, tu dois être égoïste et voir à court terme. Or survivre en NBA, c'est une entreprise de long terme. Ils n'ont pas cette mentalité. » L'ultime objectif de M. Hood est de permettre à ses joueurs d'être repérés, dans le but de se voir proposer une bourse universitaire. Pour cela, ils doivent exceller individuellement sur le terrain, se montrer bagarreurs et... avoir eu de bonnes notes tout au long de leur scolarité (6). « C'est cela qui a changé par rapport à mon époque : il faut désormais être bon en basket et bon à l'école. Si vous n'avez pas de bonnes notes, ça peut vous barrer la route pour obtenir une bourse. C'est arrivé à mon fils. »

(1) Joshua Kjerulf Dubrow et Jimi Adams, « Hoop inequalities: Race, class and family structure background and the odds of playing in the National Basketball Association », *International Review for the Sociology of Sport*, vol. 47, n° 1, Thousand Oaks (Californie), 2012.

(2) Seth Stephens-Davidowitz, « In the NBA, zip code matters », *The New York Times*, 2 novembre 2013.

(3) « A century of trends in adult human height », 26 juillet 2016, www.eLifesciences.org. Lire également Benoît Bréville, « Obésité, mal planétaire », *Le Monde diplomatique*, septembre 2012.

(4) Terme signifiant à la fois « poucet » et « plouc ».

(5) Van Jensen et Alex Miller, « Why basketball runs in the family », *The Wall Street Journal*, New York, 13 juin 2016.

(6) Aux États-Unis, la proportion de *first gens* (premiers membres d'une famille à atteindre l'université) dans les équipes de première division universitaire (la fabrique de joueurs NBA) a chuté de 28 à 19 % entre 2010 et 2015, selon les chiffres officiels. « Men's basketball », 10 mars 2017, www.ncaa.org

Photographies réalisées par l'auteur en mars 2017.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL JULIEN BRYGO *

Assis sur son lit dans une chambre bien rangée, un gamin noir contemple le drapeau de son équipe fétiche, les Knicks de New York. Il porte le maillot de Kristaps Porziņģis, un joueur letton recruté en 2015 pour 6,5 millions de dollars annuels, qui prête sa voix à cette publicité de l'Association nationale de basket-ball (NBA en anglais) : « Ça a toujours été mon rêve, depuis que je suis gamin. J'ai pris le ballon en mains et je ne me suis jamais retourné. En fin de compte, si tu travailles dur, tout devient possible, même pour un joueur issu d'un petit village letton. »

L'Amérique raffole d'histoires sociales édi-fiantes. Et le basket-ball la gâte. Un vendeur de rue nigérian sans papiers en Grèce – Giannis Antetokounmpo – qui apprend à jouer en 2007 et devient dix ans plus tard l'un des meilleurs joueurs de la ligue. L'athlète le plus petit du circuit – Isaiah Thomas, 1,75 mètre – qui devient candidat au titre de meilleur joueur de l'année en 2017. L'enfant d'une mère adolescente placé en famille d'accueil – LeBron James – qui revient dans son État de naissance et offre à la ville de Cleveland son premier titre sportif en cinquante ans, tous sports confondus...

Bienvenue dans la ligue professionnelle de basket américaine, où la valeur cumulée des trente équipes, ou « franchises » (36,3 milliards d'euros), dépasse aujourd'hui le produit intérieur brut (PIB) du Mali, du Sénégal et du Burkina Faso réunis. Grâce à la stratégie échafaudée par M. David Stern, commissaire de l'association de 1984 à 2014, qui a misé sur la vedettisation des joueurs et sur l'exhibition de leurs trajectoires sociales, l'argent a coulé à flots : les recettes annuelles des franchises NBA sont passées de 150 millions d'euros au début des années 1980 à 5,5 milliards en 2016. Les nouveaux contrats de diffusion à la télévision, source principale de cette avalanche de billets verts, ont atteint la somme mirobolante de 24 milliards de dollars sur neuf saisons.

* Journaliste. Auteur, avec Olivier Cyran, de *Boulois de merde ! Du cirque au trader. Enquête sur l'utilité et la nuisance sociales des métiers*, La Découverte, Paris, 2016.

Regardée et imitée partout dans le monde, la ligue exalte le rêve américain de la méritocratie. « Venez de nulle part » ; « Ici, vous serez jugés sur vos actes, pas sur vos croyances ou votre allure » ; « Le ballon devrait rebondir pour tout le monde », assèment les spots de l'équipementier Nike, dont les 110 milliards de dollars de capitalisation boursière doivent beaucoup au ballon orange. Mais est-il encore possible pour un enfant né dans un quartier pauvre d'accéder à la NBA ?

La population qui a le moins grandi en un siècle

De l'autre côté des vitres fumées de la salle d'entraînement des Chicago Bulls, en cette journée de mars 2017, Jimmy Butler, Dwyane Wade et Bobby Portis soulèvent de la fonte. Le gymnase résonne des rimes rageuses du rappeur Tee Grizzley. Tandis que le bizut Cameron Payne s'exerce au panier à trois points (à plus de sept mètres), nous demandons à parler à Wade, la star des Bulls, un joueur né dans les quartiers pauvres du sud de Chicago et revenu chez lui en héros. « Impossible », nous répond M. Kristen Deahl, chargé des relations avec la presse. Nous sollicitons alors Butler, qui vient lui aussi d'un milieu défavorisé : « Il a déjà répondu en décembre à un panel de reporters internationaux. On vous enverra le fichier Word ! » Le Français Joffrey Lauvergne ne sera pas plus accessible.

Il y a quelques années, une étude de l'*International Review for the Sociology of Sport* avait conclu que 66 % des joueurs noirs et 93 % de leurs collègues blancs étaient issus d'un milieu favorisé (1). En 2013, une autre recherche venait corroborer cette conclusion. « Les données chiffrées », écrit le statisticien Seth Stephens-Davidowitz, suggèrent que le contexte socio-économique dans lequel les futurs joueurs ont grandi est bien plus déterminant que la soif de revanche sociale (...). Les joueurs noirs en NBA

TROIS TERRAINS POUR UN MÊME SPORT

au miroir du basket-ball

Comme l'écrivait Earvin « Magic » Johnson, membre de la célèbre *dream team* (7) de 1992, « les chances d'arriver en NBA sont infimes (8) ». En 2016, environ 0,01 % des quelque 500 000 joueurs masculins de lycée ont atterri dans la prestigieuse ligue. Ces heureux millionnaires du ballon orange, « coach T. » les côtoie régulièrement, grâce aux camps où il fait jouer ses protégés. « Ils ne viennent peut-être pas tous du ghetto, mais certains en sont tout de même issus. D'ailleurs, les Jabari Parker, les Antoine Walker n'osent plus revenir ici. Ils y sont réellement en danger. Les gens en veulent à leur argent. Ils savent qu'ils ne font rien pour le quartier (9). » Pour lui, « les joueurs NBA sont des marionnettes. Dès qu'ils sont en représentation, il y a toujours un type de la NBA derrière eux qui leur dit : « OK, vous mettez telles ou telles pompes », qui les fait tirer deux, trois fois au panier avec les gamins. Ils viennent juste faire « clic-clac » à la fin alors que le camp porte leur nom. Ils représentent une marque, un commerce. Personne n'est dupe. »

À sa création, en 1946, la NBA était interdite aux joueurs noirs. En 2017, ceux-ci représentent 74 % des troupes du championnat. « Il y a une scission dans ce milieu. Le basket universitaire est assimilé à un basket « blanc » et le basket NBA, aux Noirs. En un siècle, ce sport inventé par les Blancs est devenu un marqueur culturel très important de la minorité afro-américaine, résume le chercheur français Yann Descamps, auteur de la thèse « Am I black enough for you ? » (La Sorbonne, 2015). Paradoxalement, en s'emparant du pouvoir dans ce domaine, la communauté noire s'est retrouvée enfermée dans les archétypes sociaux imposés par les discours médiatiques : le gangster, le rappeur et le basketteur. »

Dans l'Indiana, des fils de pasteur ou de médecin

Dans l'Indiana bat le cœur du basket-ball des pionniers : blanc, chrétien et rural. Ce sport rudimentaire fut inventé en 1891, par un professeur de gymnastique de l'université de Springfield (Massachusetts), au sein de la Young Men's Christian Association (YMCA). James Naismith cherchait une activité physique pour ses étudiants pendant les hivers rigoureux, entre les saisons de football et de base-ball. Le basket-ball est initialement un sport de salle où l'on jette des balles dans des paniers de pêche suspendus à 3,05 mètres. À partir du Nord-Est américain, les missionnaires de la YMCA exportèrent ce jeu sur toute la planète. Avec plus de 450 millions de licenciés en 2013, c'est le sport collectif le plus joué dans le monde après le football.

Marion, ville de trente mille habitants. Une centaine d'églises, un centre-ville désertique, une petite dizaine de centres commerciaux, une usine General Motors. Les paniers ou cercles de basket sont partout, sur les pylônes électriques, les murs des stations-service, au coin des rues, dans l'arrière-cour des maisons. Deux équipes prestigieuses évoluent ici : les Giants, lycéenne, en lice depuis cent douze ans (huit titres de champion de l'Indiana), et les Wildcats, universitaire, couronnée deux fois au niveau national depuis 2013. Le stade des Giants, huit mille places assises, est l'un des plus grands du pays. « Là où il y a une usine General Motors, il

ya un club de basket », résume Jim Brunner, quarante-six ans de journalisme sportif à son actif en tant que commentateur des matchs locaux.

« Dans le stade des Giants, vous pouvez voir le patron d'une entreprise multimillionnaire assis à côté d'un travailleur à 10 dollars de l'heure. Le basket pulvérise toutes les barrières sociales, vous voyez ce que je veux dire ? » Sur le parking de la radio, sa Ford Mustang jaune canari affiche la couleur : « Make America Great Again » (« Rendre sa grandeur à l'Amérique »). Contrairement à la majorité des joueurs de NBA, très hostiles au nouveau président (lire l'encadré ci-dessous), mais comme M. Robert Knight, l'ancien entraîneur des Hoosiers, qui participait aux meetings du candidat républicain, Brunner est un fier électeur de M. Donald Trump. Lequel n'a d'ailleurs pas ménagé ses efforts pour séduire les habitants de l'Indiana, en y multipliant les meetings, en dénonçant les délocalisations qui frappent cet État industriel ou encore en nommant son gouverneur, M. Mike Pence, au poste de vice-

patron de Charles Schwab, une société de courtage en Bourse. Sur le terrain, on trouve des garçons de bonne famille, des fils de petites classes moyennes, des fils d'ouvriers, de pasteurs, de médecins, tous blancs. De chaque côté du banc, on peut toutefois repérer deux joueurs noirs : le premier vient du Soudan, l'un des pays sur lesquels la NBA mise pour percer en Afrique, et le second du Nigeria. Pour créer « l'alchimie » propice aux victoires, les entraîneurs de l'IWU arpentent à chaque intersaison les ligues de l'Indiana à la recherche de nouvelles recrues. « On ne fait pas d'études extrêmement poussées comme les professionnels. Eux, ils vont jusqu'à retrouver les ex-petites amies pour connaître le vrai tempérament du joueur, s'amuse l'entraîneur adjoint Jeff Clark. Pour nous, le basket est un moyen. On enseigne à nos gars la théorie du « I am third » [« Je suis troisième »] : Dieu est premier, l'équipe est deuxième et le joueur vient en troisième position. On leur dit : « Si vous voulez être premier, trouvez un moyen d'être d'abord troisième. » Sur le terrain, s'il y a cinq gars qui jouent pour eux-mêmes, ça

ne ressemble en rien à cinq gars qui jouent pour les autres. »

Nous assistons à la mission de recrutement que M. Clark effectue à Rensselaer, une petite ville de l'Indiana. La faillite financière de l'université Saint-Joseph, vieille de 125 ans, vient d'être annoncée. Criblés de dettes, les donateurs ont fait savoir qu'ils ne remettraient pas au pot. Le 24 février 2017 s'est donc déroulé le dernier match de l'histoire des Pumas, l'équipe universitaire, qui ne survivra pas à la disparition de Saint-Joseph. L'entraîneur de l'IWU a des vus sur leur pivot (joueur le plus grand de l'équipe). « Il s'appelle Nick et il mesure 2,01 mètres. On a besoin de grands, ils se font de plus en plus rares. Sachant que l'équipe va disparaître, je me demande dans quel état d'esprit il va jouer, et surtout comment il se comporte sur et en dehors du terrain. »

Ce soir-là, les filles et les garçons de Saint-Joseph ont tous gagné leur dernier match. Les adolescents aux yeux rougis ont emporté des aimantins « Forever #PumasForLife » (« Pour toujours #Pumas pour la vie »), les spectateurs vétérans qui s'asseyaient depuis des dizaines d'années sur le même siège s'en sont levés pour la toute dernière fois et M. Clark a salué Nick, le numéro 42, en lui souhaitant bonne continuation. « Il est vraiment impliqué dans le jeu, mais il est entouré de joueurs qui ne le sont pas. Je me demande comment il jouerait avec nos gars. » Une information chagrine Jeff : « Il dit qu'il mesure 2,01 mètres, mais je me suis mis à côté de lui et il ne semble pas si grand. C'est bien possible qu'il ait menti sur sa taille. Trois ou quatre centimètres en plus, ça change tout au basket ! »

JULIEN BRYGO.



Ci-dessus : Dans le vestiaire de l'équipe des Wildcats, à Marion (Indiana).

Ci-contre : À Chicago, après le match, dans le vestiaire des Chicago Bulls. Sur les sandalettes de Dwyane Wade : « Just a kid from Chicago » (Juste un gosse de Chicago).

président. « Dans la NBA, les joueurs sont plutôt démocrates et les dirigeants et propriétaires, plutôt républicains. Il s'agit d'un phénomène lié à l'âge. Plus on est jeune, moins on est conservateur, ça me semble logique, analyse Brunner. Ici, les emplois ont disparu. Au début des années 1990, le lycée de Marion était le cinquième plus grand de l'Indiana. Aujourd'hui, il est classé 90^e en nombre d'élèves. On est passé de trois mille à moins de mille lycéens. »

À Marion, l'équipe dont Brunner commente chaque match, celle de l'Université wesleyenne d'Indiana (IWU), évoque à plusieurs égards une miniature des formations professionnelles. Les Wildcats sont financés par de généreux mécènes, parmi lesquels le multimillionnaire Walt Bettinger,



Tenue correcte exigée

À LA FIN DES ANNÉES 1990, l'Association nationale de basket-ball (NBA) américaine a mauvaise presse. Plusieurs de ses vedettes sont impliquées dans des bagarres, des affaires de viol ou d'usage de cocaïne. Les stades ne sont qu'à moitié remplis et le jeu est perçu comme trop violent. Beaucoup se demandent si la NBA va survivre à la retraite de Michael Jordan, ce modèle consensuel qui a fait sa fortune. La ligue durcit les sanctions contre les joueurs jugés trop sulfureux, comme Ron Artest ou O. J. Mayo, tandis que les joueurs trop politiques sont lentement mis au ban, à l'instar de Craig Hodges. Ce dernier, évincé en 1992, avait osé se rendre à la Maison Blanche habillé d'un boubou pour remettre au président George H. Bush une lettre dénonçant la guerre faite « aux pauvres, aux peuples indiens, aux sans-domicile et plus précisément aux Afro-Américains ».

En novembre 2004, au milieu d'un match, une spectaculaire bagarre éclate entre les joueurs de Detroit et d'Indianapolis, puis s'étend aux tribunes. Le commissaire de la NBA, M. David Stern, fait alors appel aux services d'un conseiller du président Bush afin de restaurer le lien avec le public, choqué par ces bouffées de violence. Plusieurs règles sont instaurées, à commencer par un code vestimentaire. Jugé raciste par beaucoup de joueurs, il bannit, sous peine de sanctions, les symboles de la culture

des ghettos noirs : *do-rags* (foulards noués autour de la tête), sweats, casquettes, pantalons baggy, médailles, lunettes, baskets... Il impose aux joueurs des tenues d'hommes d'affaires lors de leurs apparitions publiques. Et pour canaliser leurs velléités d'engagement, M. Stern crée « NBA Cares » (270 millions de dollars dépensés entre 2005 et 2017), un programme philanthropique qui les oblige à effectuer des missions de charité dans les hôpitaux ou les commissariats de police, sur les lieux de catastrophes naturelles...

Plus de dix ans après l'instauration du code vestimentaire, le public est revenu, rassuré. Les télévisions aussi. Et les dollars pleuvent sur les franchises NBA, qui brandissent désormais la diversité en étendard. Depuis les années Obama, la NBA est en effet perçue par beaucoup d'Américains comme un championnat progressiste. En 2014, elle limoge le propriétaire des Los Angeles Clippers pour propos racistes. Deux ans plus tard, elle retire l'All-Star Game (rencontre symbolique disputée à mi-saison entre les meilleurs) à la Caroline du Nord pour protester contre l'adoption par cet État de lois hostiles aux lesbiennes, gays, bisexuels et trans (LGBT). Elle ne sanctionne pas les joueurs qui affichent sur leurs maillots d'échauffement des messages de soutien au mouvement Black Lives Matter (« Les vies des Noirs comptent », contre les

meurtres policiers), ni ceux qui expriment leur rejet de M. Donald Trump. Toutefois, les membres de la ligue féminine, elles, n'ont pas cette chance. En juillet 2016, trois équipes, les Phoenix Mercury, les Indiana Fever et les New York Liberty, ont reçu une amende de 5 000 dollars chacune, et les joueuses ayant porté des maillots « #Icantbreathe » (« Je ne peux pas respirer » [1]) ont reçu chacune 500 dollars d'amende.

« QUAND on compare l'activisme politique des athlètes aujourd'hui avec celui des années 1960, c'est le jour et la nuit. Mais, dans le contexte américain actuel, la NBA apparaît presque comme une ligue socialiste », commente Nicolas Martin-Breteau, historien du sport (2). Le militantisme ne nuit pas forcément aux profits. L'exemple de Colin Kaepernick, *quarterback* (quart-arrière) du championnat de football américain, qui a osé ne pas se lever pendant l'hymne national à deux reprises en 2016 afin de protester contre les violences policières, est frappant. Depuis, son maillot reste le plus vendu de toute la ligue de football américain, alors qu'il ne joue quasiment pas.

Les joueurs de NBA, « les plus politiques de tous les athlètes professionnels », comme l'a affirmé le *Washington Post* ? « La politique et le basket-ball

sont deux choses complètement différentes », nous déclare Draymond Green, tonitruant ailier fort de l'équipe des Warriors de Golden State (champions NBA en 2015). « Et la plupart des joueurs ne connaissent rien à la politique. Donc ils devraient la boucler. » Stephen Curry, en passe de devenir le joueur le plus adroit de l'histoire, fait quant à lui de l'anti-Jordan : « On a les micros tendus vers nous tous les jours, les gens sont intéressés par ce qu'on dit, qu'ils partagent ou non nos idées politiques. On devrait donc s'en servir le plus possible. » Pour son coéquipier Shaun Livingston, les joueurs peinent de plus en plus à saisir ce qui se joue en dehors des terrains. « Pour prendre position, je pense que nous devrions d'abord nous éduquer nous-mêmes. Souvent, ce qui se passe dans la société ne nous affecte pas, étant donné la classe sociale à laquelle nous appartenons. » Livingston a d'ores et déjà annoncé que, en cas de victoire de son équipe lors de la finale NBA, qui se joue en juin, il ne se rendrait pas à la Maison Blanche.

J. B.

(1) Répétée à onze reprises par Eric Garner, victime de violences policières mortelles le 17 juillet 2014 à New York, cette phrase est devenue l'un des slogans de Black Lives Matter.

(2) Cf. Nicolas Martin-Breteau, « Un « sport noir » ? Le basket-ball et la communauté africaine-américaine », *Transatlantica*, Paris, 2/2011.

Le capitalisme

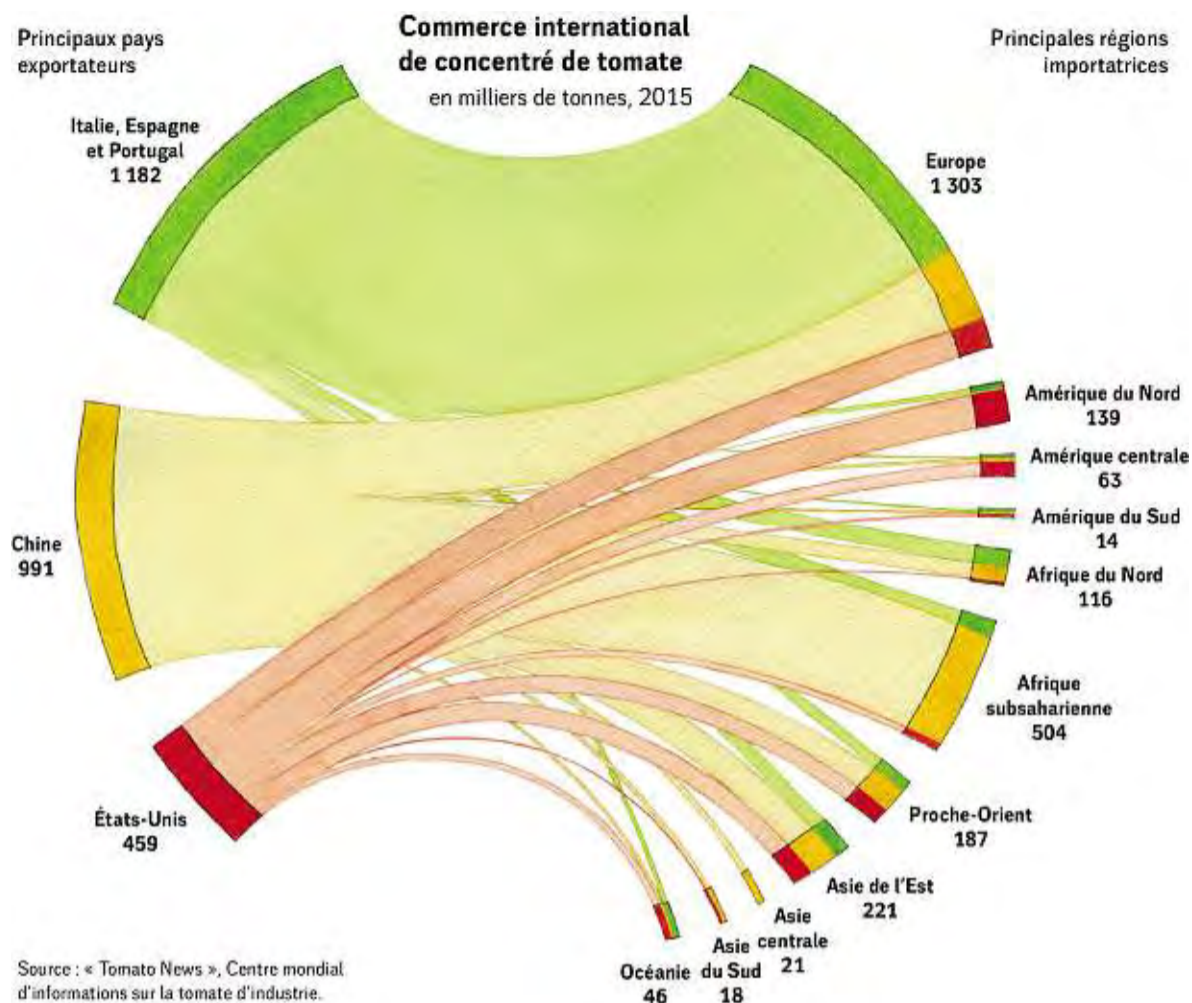
(Suite de la première page.)

Traversé continuellement d'un essaim de camions tractant des doubles bennes de fruits rouges, l'établissement est le plus compétitif du monde. Il fonctionne en trois-huit et n'emploie que soixante-dix travailleurs par rotation. L'essentiel des ouvriers et des cadres ont été éliminés, remplacés par des machines et des ordinateurs. De ce traitement de « première transformation » sortent de grandes caisses contenant différentes qualités de concentré.

Mises en conteneurs, elles circuleront sur tous les océans du globe. On les retrouvera, aux côtés de barils de concentré chinois, dans les mégaconserveries napolitaines qui produisent l'essentiel des petites boîtes de concentré vendues par la grande distribution européenne. Les usines dites « de seconde transformation » des pays scandinaves, d'Europe de l'Est, des îles Britanniques ou de Provence emploieront également du concentré importé comme ingrédient dans leur nourriture industrielle – ratatouille, pizzas surgelées, lasagnes... Ailleurs, ce produit pourpre et visqueux, mélangé à de la semoule ou à du riz, entre dans les recettes populaires et les mets traditionnels, du mafé à la paella en passant par la chorba. Le concentré de tomate est le produit industriel le plus accessible de l'ère capitaliste : on le trouve sur la table des restaurants branchés de San Francisco comme sur les étals des villages les plus pauvres d'Afrique, où il se vend parfois à la cuillère, comme dans le nord du Ghana, pour l'équivalent de quelques centimes d'euro (lire l'article ci-dessous).

Toute l'humanité mange de la tomate d'industrie. En 2016, 38 millions de tonnes de ce légume-fruit (2), soit environ un quart de la production totale, ont été transformés ou mis en conserves. L'année précédente, chaque Terrien avait en moyenne absorbé 5,2 kilos de tomates transformées (3). Ingrédient central de la « malbouffe » (4) autant que de la diète méditerranéenne, la tomate transcende les clivages culturels et alimentaires. Elle n'est soumise à aucun interdit. Les civilisations du blé, du riz et du maïs décrites par l'historien Fernand Braudel ont aujourd'hui cédé la place à une seule et même civilisation de la tomate.

Lorsqu'il presse le flacon Heinz pour couvrir ses frites d'une nouvelle giclée de ketchup, produisant ce bruit caractéristique que des milliards d'oreilles ont appris à reconnaître depuis l'enfance, M. Rufer n'a sans doute en tête ni la composition de la sauce ni son histoire mouvementée. Si, malgré sa couleur rouge, le « tomato ketchup » n'a pas le goût de la tomate, c'est que sa teneur en concentré varie entre 30 % et... 6 % selon les fabricants, pour 25 % de sucre en moyenne. Aux États-Unis, il s'agit de sirop de maïs (génétiquement modifié, la plupart du temps). Mis en cause dans l'épidémie d'obésité qui frappe le pays, omniprésent dans l'alimentation industrielle des Américains, ce « glucose-fructose » coûte moins cher que les sucres de canne ou de betterave. Dopés à l'amidon modifié, aux épaississants et aux gélifiants comme la gomme xanthane (E415) ou la gomme de guar (E412), les pires ketchups représentent l'aboutissement d'un siècle de « progrès » agroalimentaire.



quaient déjà des conserves de haricots à la sauce tomate sur des lignes de production où des tâches telles que le sertissage des boîtes étaient automatisées. Des photographies de 1904 montrent des ouvrières en uniforme Heinz travaillant sur des lignes de production : les bouteilles de ketchup s'y déplacent sur un rail. Un an plus tard, Heinz vend un million de bouteilles de ketchup. En 1910, il produit quarante millions de boîtes de conserve et vingt millions de bouteilles de verre. L'entreprise est alors la plus importante multinationale américaine (5).

des tomates d'industrie de la planète. « Si les Pays-Bas, où s'est implantée une usine Heinz gigantesque, sont le premier exportateur de sauces et de ketchup en Europe, ils ne produisent pas de tomates d'industrie, précise le trader uruguayen Juan José Amézaga. Tout le concentré employé dans les sauces qu'exportent les Pays-Bas ou l'Allemagne est produit à partir de concentré d'importation en provenance de diverses parties du monde.

Les fournisseurs peuvent se trouver en Californie, en Europe ou en Chine. Cela

(2) Pour les botanistes, la tomate est un fruit. Pour les douaniers, c'est un légume.
(3) Tomato News, Suresnes, décembre 2016.
(4) Lire Aurel et Pierre Daum, « Et pour quelques tomates de plus », *Le Monde diplomatique*, mars 2010.
(5) Quentin R. Skrabec, *H. J. Heinz : A Biography*, McFarland & Company, Jefferson (Caroline du Nord), 2009.

Un symbole du futurisme

DANS LES USINES de M. Rufer comme dans toutes les installations de transformation du globe, l'essentiel de la technologie vient d'Italie. Née au XIX^e siècle en Émilie-Romagne, l'industrie de la tomate a connu une expansion planétaire. C'est en émigrant, à la fin du XIX^e siècle, que des millions d'Italiens diffusent l'usage culinaire de la tomate transformée et stimulent les exportations de conserves tricolores vers l'Argentine, le Brésil, les États-Unis. En Italie, durant la période fasciste, la boîte en fer symbolise la « révolution culturelle » inspirée du futurisme qui exalte la civilisation urbaine, les machines et la guerre. La tomate en conserves, nourriture de l'« homme nouveau », conjugue ingénierie scientifique, production industrielle et conservation de ce qui a été cultivé sur la terre de la patrie. En 1940 se tient à Parme la première « Exposition autarcique des boîtes et emballages de conserve », un événement qui fait la fierté des hiérarches du régime. La couverture de son cata-

logue montre une boîte de conserve frappée des lettres AUTARCHIA. L'autarcie verte, la voie économique suivie par le fascisme, rationalise et développe l'industrie rouge. « De nos jours, deux aliments globalisés de la restauration rapide, le plat de pâtes et la pizza, contiennent de la tomate. C'est là, en partie, l'héritage de cette industrie structurée, développée, encouragée et financée par le régime fasciste », souligne l'historien de la gastronomie Alberto Capatti.

Apparues au XIX^e siècle aux États-Unis, la boîte de soupe à la tomate Campbell's et le flacon rouge Heinz – dont il se vend annuellement 650 millions d'unités à travers le monde – rivalisent avec la bouteille de Coca-Cola pour le titre de symbole du capitalisme. Fait méconnu, ces deux marchandises ont précédé l'automobile dans l'histoire de la production de masse. Avant que Ford n'assemble des automobiles sur des chaînes de montage, les usines Heinz de Pittsburgh, en Pennsylvanie, fabri-

Dans le sillage de la vague néolibérale des années 1980, et grâce à l'invention des conditionnements aseptiques (traités pour empêcher le développement de micro-organismes), qui ouvrent la voie aux flux intercontinentaux de produits alimentaires, les géants tels que Heinz ou Unilever sous-traient progressivement leurs activités de transformation de tomates. Désormais, les multinationales du ketchup, de la soupe ou de la pizza se fournissent directement auprès de « premiers transformateurs » capables de fournir du concentré industriel à très bas coût et en très grande quantité. En Californie, en Chine et en Italie, quelques mastodontes transforment à eux seuls la moitié

Des produits

CE CHAMP de tomates de 35 mu (2,3 hectares) se situe dans les environs de Wusu, une ville du nord du Xinjiang, en Chine, à mi-chemin entre la capitale provinciale, Urumqi, et le Kazakhstan. Parmi une centaine de cueilleurs, dont une majorité de migrants du Sichuan et quelques Ouïgours, une jeune fille de 14 ans lève son hachoir au-dessus de sa tête, puis, d'un coup sec, sectionne un pied chargé de fruits mûrs. À ses côtés, un travailleur ramasse la plante feuillue et la secoue vigoureusement. Les tomates tombent au sol avec un petit bruit sourd. Peu à peu, des lignes rouge et vert se dessinent dans le champ. Régulièrement, des femmes et des hommes s'accroupissent et remplissent de grands sacs de toile plastifiée. Aucun n'est salarié ; pour chaque sac de 25 kilos, chacun reçoit 2,2 yuans, l'équivalent de 30 centimes d'euro, soit un peu plus de 1 centime le kilo. « Ma femme et moi, nous arrivons à récolter ensemble jusqu'à 170 sacs par jour », estime un travailleur. Soit 25 euros par personne : dix fois plus qu'à l'aube des années 2000. Mais les cueilleurs se trouvent désormais en concurrence avec des machines importées d'Italie.

Au coin du champ, M. Li Songmin surveille la récolte. Ses tomates seront livrées par camions dès ce soir à une usine de l'entreprise Cofco Tunhe. Et ensuite ? Il l'ignore. Locataire de la parcelle, il ne connaît personnellement aucun des cueilleurs, tous recrutés par un « prestataire de services en main-d'œuvre ». Cofco Tunhe lui fournit des variétés Heinz à fort rendement, qu'il doit cultiver selon un cahier des charges précis, et lui garantit l'achat de sa récolte à un prix négocié.

Cofco – pour China National Cereals, Oils and Foodstuffs Corporation (Société nationale chinoise de céréales, oléagineux et produits alimentaires) – est la première entreprise de transformation de tomates de Chine. Elle figure au palmarès des cinq cents multinationales les plus puissantes de la planète dressé par le magazine américain *Fortune*. Ce conglomérat rassemble nombre d'entités créées du temps de Mao Zedong, quand Cofco était la seule société d'État habilitée à importer et exporter des denrées agricoles. Sa filiale Tunhe, spécialisée dans le sucre et la tomate d'industrie, détient quinze usines de transformation de tomates, dont onze au Xinjiang. Les barils de concentré qui sortent des ateliers seront achetés par des géants de l'agroalimentaire nommés Kraft Heinz, Unilever, Nestlé, Kagome, Del Monte, PepsiCo ou encore le groupe américain McCormick, numéro un mondial des épices.

Trouver l'entrée de ces usines ne demande pas un gros effort. Il suffit de repérer le convoi de camions poussifs aux bennes pleines de fruits rouges chauffés par le soleil. Des installations Cofco de Changji, à quarante kilomètres d'Urumqi, sortent chaque jour 5 200 tonnes de concentré. « Ici, nous ne produisons que des barils pour l'exportation. Ils sont expédiés vers l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et l'Asie », indique M. Wang Bo, l'un des directeurs du site. Postés sur des passerelles métalliques au-dessus du quai de déchargement, des ouvriers au visage luisant dirigent

LA SOCIALE

un film de Gilles Perret



« La genèse de l'une des plus belles réalisations collectives de la France moderne. »

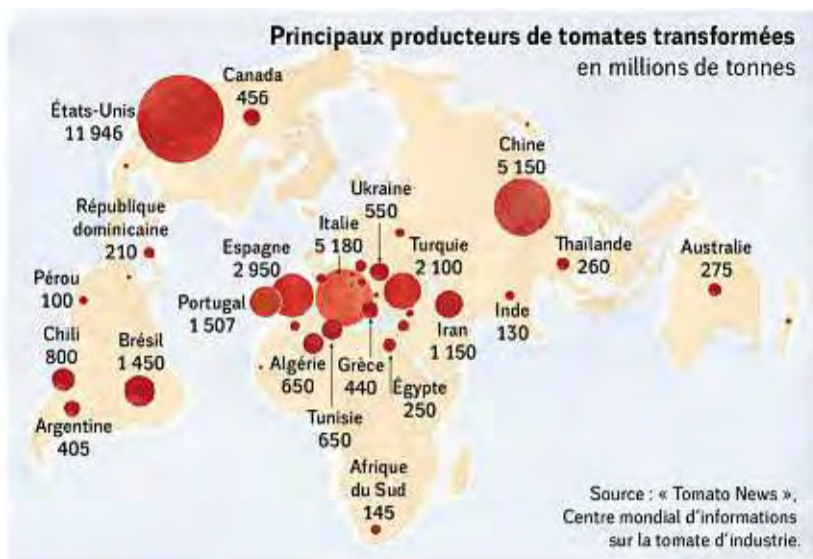
Disponible sur le site WWW.CP-PRODUCTIONS/BOUTIQUE et en librairies.

Établissements scolaires, syndicats, bibliothèques... pour nous contacter : CONTACT@CP-PRODUCTIONS.FR

ENFIN EN DVD

DE LA TOMATE

raconté par le ketchup



fluctue en fonction des périodes de l'année, des taux de change, de l'état des stocks et des récoltes.»

Premier producteur mondial de concentré de tomate, la Californie ne compte que douze usines de transformation. Toutes sont titanesques. Elles fournissent à elles seules la quasi-totalité du marché intérieur nord-américain et exportent vers l'Europe des concentrés vendus parfois moins cher que les concentrés italiens ou espagnols. À la différence des «tomates de bouche», destinées au marché de frais, les variétés buissonnantes de «tomates d'industrie» ne sont pas tuteurées. Parce que le soleil dispense une énergie abondante et gratuite, elles poussent exclusivement en plein champ, contrairement aux cultures sous serre qui alimentent les étals toute l'année. En Californie, les récoltes débutent parfois dès le printemps et s'achèvent, comme en Provence, à l'automne.

«Améliorées» depuis les années 1960 par des généticiens, les tomates de l'agro-industrie sont conçues d'emblée pour faci-

liter leur transformation ultérieure. La science qui guide l'organisation du travail intervient aussi en amont, au cœur même du produit. L'introduction d'un gène a par exemple permis d'accélérer les cueillettes manuelles et rendu possibles les récoltes mécaniques. Tous les fruits de la filière mondiale se détachent de leur pédoncule d'une simple secousse. Bien qu'aujourd'hui les tomates d'industrie du marché mondial soient majoritairement de variétés dites «hybrides», la purée de tomates est entrée dans l'histoire comme le tout premier aliment OGM commercialisé en Europe (6).

Avec sa peau épaisse qui craque sous la dent, la tomate d'industrie supporte les cahots des voyages en camion et le maniement brutal par les machines. Même placée au fond d'une benne sous la masse de ses congénères, elle n'éclate pas. Les grands semenciers ont veillé à ce qu'elle contienne le moins d'eau possible, contrairement aux variétés de supermarché, aqueuses et donc inadaptées à la production de concentré. L'industrie



rouge se résume au fond à un cycle hydrique perpétuel et absurde : d'un côté, on irrigue massivement les champs dans des régions où l'eau est rare, comme la Californie ; de l'autre, on transporte les

fruits dans des usines pour évaporer l'eau qu'ils contiennent afin de produire une pâte riche en matière sèche.

JEAN-BAPTISTE MALET.

(6) De février 1996 à juillet 1999, la chaîne de supermarchés Sainsbury's a commercialisé au Royaume-Uni des conserves de purée de tomates OGM vendues à bas coût et promues par une communication agressive. L'opération s'est interrompue durant la « crise de la vache folle ».

chinois frelatés pour l'Afrique

des lances à eau vers les bennes. La masse des fruits rouges se creuse au passage du puissant jet et se déverse dans une conduite. Les tomates s'écoulent ainsi dans une «rivière», qui rince la matière première et la transporte vers son destin : pelage, épépinage, broyage, chauffage. En bout de ligne, des ouvriers installent des poches aseptiques dans des barils métalliques bleus, les raccordent à un robot remplisseur de fabrication italienne, pressent une commande et scrutent un écran. En quelques secondes, la poche de 220 litres se remplit de triple concentré (1). «La transformation de la tomate est une activité à faible marge», précise M. Yu Tianchi, le plus haut dirigeant de Cofco Tunhe pour ce qui concerne la tomate. «C'est pourquoi Heinz achète notre concentré. Il peut ainsi recentrer son activité sur les transformations et les productions où les marges sont plus importantes.» Acheminé par poids lourds jusqu'à une gare de trains de marchandises, le produit commence son odyssee.

Première étape : Tianjin, son port et ses conserveries, à l'autre bout de la Chine. À trois mille kilomètres des champs du Xinjiang, M. Ma Zhenyong, directeur de l'usine de la Jintudi, pousse une lourde porte. Le souffle d'une chaleur visqueuse se répand au milieu d'un grand fracas. À Tianjin, on ne transforme pas les tomates. Les barils de concentré du Xinjiang sont retravaillés, puis mis en boîtes. Un torrent de conserves pleines, fumantes, s'écoule entre des machines sous des néons jaunâtres. Les bras des ouvriers se plient, se tendent, s'étirent. La ligne principale remplit des boîtes cylindriques de 70 grammes, la plus petite unité de conditionnement. Une chaîne auxiliaire sertit des boîtes de 400 grammes. Le site tourne en trois-huit afin d'exporter annuellement l'équivalent d'environ deux mille conteneurs. Le salaire mensuel des ouvriers avoisinerait, selon M. Ma, 500 euros pour cinquante-six heures par semaine.

À EN CROIRE les étiquettes, les conserves produites dans cette usine ne contiennent que deux ingrédients : des tomates et du sel. L'indication est mensongère. Dans la zone de l'usine où l'on pompe le contenu des grands barils se trouvent également les mélangeurs permettant de couper le concentré avec des additifs tels que la fibre de soja, l'amidon ou le dextrose. Pour visiter cette salle interdite d'accès par M. Ma, il faut se dérober à sa vigilance. On surprend alors un ouvrier, surélevé sur la plate-forme d'un pétrin, en train de vider dans la pâte rouge de grands sacs de poudre blanche. Rincée d'un filet d'eau, la poudre devient pâte. Dans la même salle, à quelques mètres de là, quatre ouvriers masqués et gantés manipulent de gros bidons remplis d'une mixture opaque de couleur orange. Il s'agit de colorants injectés dans le circuit d'alimentation. Eux non plus ne figureront pas sur l'étiquette. «Nous avons reçu

toutes les certifications indispensables pour une entreprise de production alimentaire, à commencer par l'ISO 22000, obligatoire pour les entreprises d'exportation», fait savoir M. Ma dans son bureau. Dans la zone d'expédition, on remplit les conteneurs de cartons rouges. Un plomb numéroté ferme la «boîte» : en route pour l'Afrique.

Techiman, dans la région de Brong Ahafo, au Ghana, compte des centaines de paysans qui cultivent la tomate. Arrivée en Afrique durant la colonisation, celle-ci entre désormais dans la composition de nombreux plats populaires ghanéens et représente 38% des dépenses de légumes de la population. Le Ghana compte 90 000 petits producteurs. Officiellement, en 2014, la production de tomates fraîches était de 366 772 tonnes. Mais, sur les marchés de Techiman et de ses environs, elles se vendent mal. En revanche, les boîtes de concentré *made in China* à bas prix s'arrachent.

Depuis vingt ans, les importations de concentré ne cessent d'augmenter en Afrique. Au Ghana, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), elles sont passées de 1 225 tonnes en 1996 à 109 500 tonnes en 2013. Plus de huit boîtes sur dix proviennent de l'empire du Milieu. À lui seul, le Ghana a importé 11% du concentré produit en Chine en 2014 et la Nigeria, 14%. Mais encore faut-il s'entendre sur les mots. Car le produit destiné à l'exportation vers l'Afrique est un concentré coupé, une marchandise de seconde zone. Lors de l'édition 2016 du Salon international de l'alimentation (SIAL), à Paris, où les plus grandes conserveries chinoises tiennent un stand, nous nous faisons passer pour un acheteur potentiel afin de nous renseigner sur les prix. On nous propose aussitôt une grille tarifaire permettant de choisir le pourcentage réel de concentré que contiennent les boîtes. En effet, si les conserves destinées à l'Afrique indiquent en général «double concentré de tomate», elles ne contiennent en moyenne que 45% de concentré, pour 55% d'additifs et de colorants. «Sur le marché africain, la plupart des conserveries chinoises exportent des produits coupés, sans que l'étiquette l'indique», nous confirme depuis Parme M. Armando Gandolfi, le numéro un mondial du courtage de concentré de tomate.

Produit contrefait, coûts divisés, triomphe commercial : «Même ma femme achète du concentré chinois, car elle trouve cela plus pratique et moins cher que les tomates fraîches ghanéennes», se désole M. Kwasi Fosu, agriculteur à Techiman. Nous sommes nombreux à réduire d'année en année nos surfaces cultivées.»

Après son indépendance, décrétée le 6 mars 1957, le Ghana est devenu un paragon du panafricanisme et de l'économie administrée. Son premier président, Kwame Nkrumah, a investi dans l'éducation, la santé, les infrastructures ; sa politique «anti-impérialiste» d'industrialisation visait à réduire les importations. Au début des années 1960, le pays s'est

doté de deux usines de transformation pour ne plus gaspiller les surplus de tomates qui pourrissaient lors de la saison des pluies. Puis, le 24 février 1966, un coup d'État militaire soutenu par la Central Intelligence Agency (CIA) renverse le président socialiste et ouvre une longue période d'instabilité. Celle-ci durera jusqu'en 1979, date de l'arrivée au pouvoir, par un autre coup d'État militaire, du libéral Jerry Rawlings. Avec l'appui des institutions financières internationales, ce dernier fait du Ghana un modèle africain d'État néolibéral. Les deux usines de transformation ferment à la fin de la décennie 1980, à la suite des réformes structurelles voulues par le Fonds monétaire international. Ce sont aujourd'hui des montagnes de rouille.

Sur LA PLUPART des marchés d'Afrique, de petits drapeaux italiens habillent les boîtes de concentré de la marque Gino. Sa mascotte est une sympathique tomate au nom typiquement italien qui sourit au chaland en soulevant ses lunettes de soleil. En dix ans, Gino, qui propose des boîtes dont la contenance varie de 70 grammes à 2,2 kilos, a conquis le marché africain. Son sourire niais s'affiche jusqu'en Haïti, au Japon, en Corée du Sud, en Jordanie, en Nouvelle-Zélande... Distribué par la multinationale indienne Watanmal (2), le concentré Gino doit affronter la concurrence de Tasty Tom, une marque diffusée par la multinationale singapourienne Olam. Mais les deux groupes ont longtemps passé commande auprès des mêmes conserveries de Tianjin.

Pour promouvoir Gino, Watanmal a multiplié les campagnes de publicité sur tous les supports imaginables, allant jusqu'à faire réaliser d'innombrables fresques murales dans les villages d'Afrique. Nul ou presque ne peut vivre au Ghana sans voir quotidiennement les immenses panneaux promouvant les grandes marques de concentré distribuées dans le pays. Watanmal communique aussi par l'intermédiaire du Gino Celebrate Life Fund, une fondation caritative. Au Nigeria, où, après plus de dix ans de présence, la marque domine le marché aux dépens des producteurs de tomates locaux, la fondation se voue à l'«amélioration de la vie» ; elle finance des opérations de la cataracte. «Merci Gino, je peux prendre soin de ma famille maintenant», clame un bénéficiaire de l'opération dans une vidéo promotionnelle, avant d'être relayé par un second : «Que Dieu bénisse Gino !»

J.-B. M.

(1) Le triple concentré contient plus de 36% de matière sèche, le double concentré plus de 28%, contre 5 à 6% pour la tomate fraîche.

(2) Watanmal, dont les sièges se trouvent à Hongkong ainsi qu'à Tharamani, dans la ville indienne de Chennai (anciennement Madras), s'enorgueillit de compter 530 millions de clients à travers le monde.

Au Chiapas,

Au début des années 1990, le soulèvement zapatiste incarnait une option stratégique : changer le monde sans prendre le pouvoir. L'arrivée au gouvernement de forces de gauche en Amérique latine, quelques années plus tard, sembla lui donner tort. Mais, du Venezuela au Brésil, les difficultés des régimes progressistes soulèvent une question : où en est, de son côté, le Chiapas ?

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
FRANÇOIS CUSSET *



Détails d'une fresque murale réalisée au « caracol » Morelia par des membres de l'EZLN et des artistes en résidence au centre culturel Edelo de San Cristóbal de las Casas, Chiapas, 2009.

« **L** S ONT PEUR que nous découvriions que nous pouvons nous gouverner nous-mêmes », lance la maestra Eloisa. Elle le disait déjà en août 2013 aux centaines de sympathisants venus de Mexico ou de l'étranger pour apprendre de l'expérience zapatiste, le temps d'une active semaine en immersion. Baptisée ironiquement « Escuelita » (petite école), cette initiative visait à inverser le syndrome de l'évangéliste, à « retourner la tortilla », comme y invitait jadis l'anthropologue André Aubry : s'instruire au contact des centaines de paysans mayas qui pratiquent, jour après jour, l'autogouvernement. Inaugurant par ces mots l'Escuelita de 2013, Eloisa rappelait alors l'essentiel, qui laisse certains observateurs incrédules : modeste et non prosélyte, l'expérience zapatiste n'en rompt pas moins depuis vingt-trois ans avec les principes séculaires, et aujourd'hui en crise, de la représentation politique, de la délégation de pouvoir et de la séparation entre gouvernants et gouvernés, qui sont au fondement de l'État et de la démocratie modernes.

Elle a lieu à une échelle non négligeable. Cette région de forêts et de montagnes de 28 000 kilomètres carrés (environ la taille de la Belgique) couvre plus d'un tiers de l'État du Chiapas. Si aucun chiffre sûr n'est disponible, on estime que 100 000 à 250 000 personnes selon les comptages (1) – 15 à 35 % de la population – y forment les bases de soutien du zapatisme, c'est-à-dire les femmes et les hommes qui s'en réclament et qui y participent. Tel est le fait majeur, que feraient presque oublier la vision folklorique des fameux passe-montagnes ou les ruses éloquentes de l'ex-sous-commandant Marcos (qui s'est rebaptisé Galeano, en hommage à un *compañero* assassiné) : à cette échelle et sur cette durée, l'aventure zapatiste est la plus importante expérience d'autogouvernement collectif de l'histoire moderne. Plus longue que les soviets ouvriers et paysans nés à la faveur de la révolution russe de 1917 (avant le transfert de leur pouvoir vers l'exécutif bolchevique) ; plus que les clubs et les conseils de la Commune de Paris, écrasés en mai 1871 après deux mois d'effervescence ; plus que les conseils mis en place en Hongrie et en Ukraine après les insurrections de 1919 ; plus que la démocratie directe des paysans d'Aragon et de Catalogne entre 1936 et 1939 ; et plus que les autonomies politiques ponctuelles, ou moins complètes, expérimentées dans des quartiers urbains, à Copenhague après 1971 ou à Athènes aujourd'hui.

Alors que ces expériences ont toutes été réprimées ou récupérées, et pendant que les gouvernements de gauche du reste de l'Amérique latine décevaient une partie des mouvements populaires qui les avaient portés au pouvoir (au Brésil, au Venezuela, en Bolivie, en Équateur...), le zapatisme a tenu bon. Il a peu à peu rompu avec l'État, solidifié ses bases et échafaudé une autonomie politique inédite, portée aujourd'hui par la première génération née après l'insurrection de 1994. Moyennant l'abandon progressif, et pragmatique, de la croyance dans l'État et de l'avant-gardisme léniniste du début : « *Quand on est arrivés, on était carrés, comme des professionnels de la politique, et les communautés indiennes, qui sont rondes, nous ont limé les angles* », répète drôlement Galeano. L'enjeu : changer la nature du pouvoir politique, faute de le prendre à plus vaste échelle. Le résultat est là : « *Le mouvement est plus fort,*

plus déterminé encore aujourd'hui. Les enfants de 1994 sont désormais les cadres du zapatisme, sans récupération ni trahison », reconnaît le sociologue Arturo Anguiano, qui, loin d'être un compagnon de route naturel du Chiapas, fut le cofondateur du Parti révolutionnaire des travailleurs-euses (PRT), d'obédience trotskiste. En témoigne, aujourd'hui, la vie ordinaire des communautés zapatistes.

« *Le capitalisme ne va pas s'arrêter. Ce qui s'annonce est une grande tempête. Ici, on s'y prépare en faisant sans lui* », résume dans un sourire un homme d'une vingtaine d'années qui appartient depuis trois ans au conseil de bon gouvernement (Junta de Buen Gobierno) de Morelia, la moins peuplée des cinq zones zapatistes, et qui s'apprête à laisser sa place après avoir formé ses successeurs. Situé au cœur de la zone, à 1 200 mètres d'altitude, le *caracol* de Morelia est adossé à une colline luxuriante. Ce terme signifie « escargot » en espagnol, pour dire la lenteur nécessaire de la politique et désigner les quelques bâtiments de réunion qui font office de chef-lieu pour chaque zone. Ici, il surplombe un paysage de prés et de cultures : sept cents hectares de terres récupérées, pour sept mille habitants dispersés sur un territoire très étendu. Entre le terrain de basket-ball et l'auditorium sommaire en briques peintes, quelques dizaines de femmes et d'hommes, à cette heure, quittent le *caracol* sac au dos, après trois jours de réunions. Ils traînent leur pas engourdi par de longues heures d'assemblée et arborent un air concerné, mélange, sur leurs visages tannés, de la sérénité amène des Indiens Tzotziles – la tribu majoritaire ici – et du reste de préoccupation de ceux qui viennent de passer trois jours à discuter, au titre des charges (*cargas*) que chacun assume bénévolement, de la répartition des récoltes à la construction des écoles.

À l'école, histoire coloniale et critique du capitalisme

À côté du petit cybercafé en parpaings, le jeune membre du conseil continue : « *Nous ne cherchons pas à étendre le zapatisme, qui est très particulier. Mais l'idée qui le sous-tend, l'autonomie en général, oui.* » Ils sont trois, maintenant, à nous décrire le fonctionnement de la zone de Morelia. Il y a un collectif par secteur de production, de la radio à l'artisanat textile ou à l'apiculture. Dotée de cent quarante têtes de bétail et de dix hectares de champs de maïs (*milpas*), la zone atteint l'autosuffisance alimentaire grâce à ses potagers, ses rares poulaillers, ses cinq hectares de café et ses boulangeries coopératives.

Les surplus sont vendus aux non-zapatistes de la zone, les « partidistes » qui vivent des subsides du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), la formation au pouvoir, lequel subventionne certains villages pour les vassaliser. Indirectement, ce sont donc les deniers du gouvernement qui permettent aux zapatistes d'acheter, en nom collectif, ce qu'ils ne produisent pas : machines ou matériel de bureau, plus les rares véhicules qui conduisent les gens aux réunions depuis les quatre coins de la zone. Les projets individuels, tel le montage d'une cantine-épicerie, sont financés par les banques autonomes zapatistes (Banpaz ou Banamaz), qui prêtent à un taux de 2 %. Dans toute la zone, on mange à sa faim, de façon frugale et traditionnelle, sans aide ni de l'État ni des

organisations non gouvernementales (ONG) : riz, tortillas, *frijoles* (haricots noirs), café, quelques fruits et, plus rarement, volaille, œufs, canne à sucre. Peu d'ordinateurs et de livres dans les maisons, des voitures très rares et un habillement sobre : les conditions matérielles sont minimales, mais rien d'essentiel ne manque. Cette sobriété reste aux antipodes de la (trompeuse) corne d'abondance euro-américaine des centres commerciaux et des prêts à la consommation.

Les responsables volontaires du *caracol* de Morelia nous décrivent les trois missions sociales assumées par la collectivité : l'éducation, la santé et la justice, qu'assurent à tour de rôle, plutôt que des professeurs, des médecins ou des juges, des « promoteurs » bénévoles (leurs voisins s'occupent de leurs terres et de leurs foyers pendant leurs missions). Si les quelque six cents écoles zapatistes des cinq zones proposent toutes trois cycles d'études, le reste est discuté collectivement et adapté aux besoins, qu'il s'agisse du rythme de chacun ou des programmes et du calendrier. Mais on retrouve partout des cours d'espagnol et de langue indienne, d'histoire coloniale et d'éducation politique (critique du capitalisme, étude des luttes sociales dans d'autres pays), de mathématiques et de sciences naturelles (« vie en milieu ambiant »). Du ménage aux fresques murales, le travail collectif est quotidien. Et, dès la fin du second cycle, vers l'âge de 15 ans, les jeunes, tous alphabétisés, peuvent proposer d'occuper une charge, après un vote de l'assemblée et une formation de trois mois.

S'y ajoute, à la sortie de San Cristóbal, la seule université zapatiste, fondée par Raymundo Sánchez Barraza : le Centre indigène de formation intégrale (Cideci). Ferronneries d'escalier ou rideaux peints, tout y est l'œuvre des étudiants, deux cents jeunes accueillis chaque année pour apprendre les savoirs autonomes : fabrication de chaussures, théologie ou usage des machines à écrire – plus sûres que le traitement de texte, compte tenu des coupures d'électricité –, ainsi qu'un séminaire politique le jeudi. Inspiré des principes antiutilitaristes du pédagogue alternatif Ivan Illich (« apprendre sans école ») autant que des premières prophéties indiennes, le Cideci accueille aussi les grands colloques zapatistes. Le dernier, en décembre 2016, portait sur les sciences exactes « pour ou contre » l'autonomie (ConCiencias).

Le système sanitaire est fiable : des « maisons de santé » assurent des soins de base de qualité, de l'échographie à l'examen ophtalmologique ; chaque *caracol* compte une clinique où opèrent, pour l'heure, des médecins solidaires extérieurs ; et des ONG fournissent les médicaments allopathiques. Le recours aux herbes médicinales et aux thérapies traditionnelles est partout encouragé, et l'accent est mis sur la prévention. Quant à la justice zapatiste, assurée par des volontaires et des commissions ad hoc, elle traite certes de cas souvent bénins – désaccords sur des terres ou rares conflits internes dans les villages –, mais elle vise toujours à réparer plutôt qu'à punir : discussion avec l'inculpé, travaux collectifs au lieu de l'enfermement (il existe une seule prison dans l'ensemble des cinq zones), ni caution ni corruption. Là encore, les non-zapatistes préfèrent ce système plus juste, qui, en vingt ans, a fait chuter la délinquance et les violences domestiques – la prohibition de l'alcool, que les femmes ont imposée dans le cadre de leur « loi sèche », première des lois zapatistes qu'elles ont fait voter, y a beaucoup contribué.

La nouveauté est ce recours en hausse des partidistes aux services publics zapatistes, qui permet parfois de les recruter et qui les change, surtout, du clientélisme, de la bureaucratie et de la dépendance aux oboles du parti. La dépendance : c'est ce qu'ont tenu à défaire, pas à pas, les zapatistes, y compris vis-à-vis des ONG. Mais l'autonomie, « *processus sans fin* », selon eux, reste partielle, et souvent bricolée : on prélève l'électricité sans la payer à même les câbles de l'opérateur national, et on reste tributaire des dons et des achats collectifs dans certains domaines, qu'il s'agisse de se procurer de l'huile de cuisine ou des téléphones portables.

Une organisation à la fois horizontale et verticale

Cette expérience insolite, loin des radicalismes de papier, assume ses tâtonnements et ses arbitrages délicats. Son principe d'apprentissage : *caminar preguntando*, « cheminer en questionnant ». Quant à *mandar obedeciendo*, « diriger en obéissant », devise partout affichée, elle suggère que, à l'horizontalisme pur des fantasmes anarchistes, il convient toujours de mêler une dose même marginale d'organisation – et d'efficacité – verticale. Les communautés sont consultées longuement, moyennant des allers et retours avec les conseils de zone, mais à l'initiative de ces derniers, qui formulent et soumettent les propositions, et qui organisent si nécessaire un vote à la majorité. Les charges bénévoles sont rotatives et révocables, gage d'une politique déprofessionnalisée, mais les plus compétents les occupent (et y sont élus) plus souvent que les autres. Et tous de reconnaître que, au fil des consultations minutieuses, « *parfois le peuple est endormi* », comme le disait un autre *maestro* de l'Escuelita. Plutôt qu'un système entièrement horizontal, il existe une tension, qui se veut féconde, entre le gouvernement de tous et des mécanismes diagonaux, sinon verticaux. Une conception processuelle et évolutive dans laquelle on invente et teste constamment, qu'il s'agisse des règles de vote ou de la durée et des critères d'attribution des charges (les femmes, souvent moins à l'aise dans l'engagement public, peuvent par exemple occuper une charge à deux ou trois).

À l'origine était l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), qui a surgi de la forêt Lacandone un matin de janvier 1994. Cette structure militaire verticale est dotée d'une instance de commandement, le Comité clandestin révolutionnaire indigène (CCRI). L'EZLN veille à la pérennité de l'expérience, mais elle a décidé de se retirer de son fonctionnement politique en 2003, au moment de la rupture avec l'État mexicain et de la mise en place du système d'autogouvernement. Celui-ci fonctionne à trois échelons, après un redécoupage géographique qui a défait les divisions administratives antérieures : au niveau de la communauté de chaque village, où exercent des agents et des commissions (pour la sécurité, la production, etc.) ; au niveau des communes (*municipios*) qui regroupent les villages ; et au-dessus, au niveau des cinq grandes zones, qui ont pour centres les cinq *caracoles* (Morelia, La Garrucha, Roberto Barrios, Oventic et La Realidad).

Ce qui fait l'originalité du zapatisme limite aussi la possibilité pour des mouvements sociaux d'autres régions du monde d'en transposer tels quels les inventions et les mécanismes : la convergence historique, en son sein, d'ingrédients hétérogènes, voire incompatibles, devenus ici indissociables. Il y a un cœur indigène, d'abord, qui renvoie aux peuples méso-américains de cette région (surtout les Tzotziles, les Tzeltals, les Tojolabales et les Choles) et à leur tradition cosmologique ancestrale, mais aussi à une longue histoire de résistance anticoloniale. Si l'indianité zapatiste n'est jamais essentialisée, et garde ouvert son potentiel universalisant, c'est qu'elle est moins un ethnicisme que la mémoire entretenue de cinq siècles de luttes contre la « *saignée du Nouveau Monde* (2) », y compris le colonialisme interne des nouvelles élites métisses du Mexique indépendant, qui s'arrogèrent la représentation des Indiens et ravagèrent leurs terres et leurs modes de vie. Il y a le rôle décisif de l'Église, ensuite : aussi bien le catholicisme universel que le catholicisme typique du Mexique que la version locale de la théologie de la libération, cette « Église des pauvres » inaugurée au Pérou dans les années 1960 – mémoire coloniale ici aussi, puisque, dès le XVI^e siècle, les seuls défenseurs des indigènes du Mexique contre les

(1) Sur le problème du calcul et des sources, cf. Bernard Duterme, « Zapatisme : la rébellion qui dure », *Alternatives Sud*, vol. 21, n° 2, Centre tricontinental - Syllepse, Louvain-la-Neuve - Paris, février 2014.

(2) Eduardo Galeano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 1981 (1^{re} éd. : 1971).

D'AUTOGOUVERNEMENT ZAPATISTE

la révolution s'obstine

conquistadores furent des religieux, à l'instar du dominicain Bartolomé de Las Casas ou de l'évêque Vasco de Quiroga, avec son projet d'une «*république des Indiens*».

Il y a un élément marxiste-léniniste déclencheur, bien sûr, venu des guérillas des années 1960-1970, mais mué après 1994 en une lutte antisystème plus ouverte contre le néolibéralisme, son pillage des ressources naturelles et sa marchandisation des formes de vie. Et il y a des composantes moins attendues, de type libertaire et surtout antipatriarcal, le principe zapatiste de l'égalité sexuelle radicale renouant avec une filiation précoloniale. Sans oublier les échanges avec un vaste réseau international de soutiens, conviés sur place aux rencontres annuelles : des dizaines de musiciens ou de groupes de rap et de ska aux refrains zapatistes (de Rage Against the Machine à Manu Chao, de Nana Pancha à Mexico à Pepe Hasegawa au Japon), et des milliers d'activistes et d'intellectuels qui ont tous participé à cette construction – les écrivains José Saramago, Gabriel García Márquez, John Berger ou Umberto Eco, les universitaires Alain Touraine ou Noam Chomsky, ou encore, pour en rester aux noms célèbres, l'écologiste José Bové, le cinéaste Oliver Stone ou Danielle Mitterrand. Innombrables sympathisants du zapatisme, ou «*zapatistas*», fameux ou anonymes.

Et il y a l'histoire nationale mexicaine, avec sa fierté et ses singularités. Car c'est ne rien comprendre au zapatisme que d'en faire un projet de sécession, d'indépendance (contre-)nationale. À chaque réunion du Congrès national indigène (CNI), créé en 1996, l'hymne national résonne avant les chants zapatistes, et le drapeau tricolore du pays flotte à côté du drapeau noir et rouge. «*Nous ne pensons pas à former un État dans l'État, mais un endroit où être libres en son sein*», répètent les commandants de l'EZLN au fil de leurs marches à travers le pays. Ce patriotisme de combat est l'héritage politique de deux siècles de luttes, depuis l'indépendance de 1810. C'est l'héritage, d'abord, du chef agrarien éponyme, Emiliano Zapata, général de l'Armée libératrice du Sud qui, avant d'être écrasé en 1919, opposa à la tradition latifundiaire son plan d'Ayala pour la redistribution des terres et la démocratie locale, et mit en place quelques années durant la «*première république sociale des temps modernes* (3)», selon le mot du révolutionnaire Victor Serge, qui a fini sa vie au Mexique.

Au-delà, il y a la surpolitisation d'un pays doté d'un réseau associatif et militant d'une rare densité, où le combat pour le statut communal de la terre (*l'ejido*) dure depuis plus d'un siècle. Car s'entremêlent, au Mexique, à la fois des corporatismes officiels (surtout celui du parti-État, le PRI), maniant mobilisation permanente et rhétorique de la justice sociale, et maints soulèvements authentiques, que leur répression sanglante ancre dans la mémoire collective : résistances urbaines de la fin du XX^e siècle, comme le Mouvement urbain populaire ou les assemblées de quartier des années 1970-1980, étudiants maoïstes établis dans les campagnes, autogestions municipales plus ou moins en rupture. Reste que ce «*cocktail*» zapatiste est d'abord une combinaison de l'égalité et de la différence, d'un héritage communiste par le bas et d'une promotion inlassable de la diversité ethnique, culturelle, sexuelle – deux axes encore largement divergents au sein des mouvements de gauche d'Europe et d'Amérique du Nord, où le «*mouvementisme*», plus ou moins identitaire, des minorités et le vieil unitarisme social, plus ou moins universaliste, continuent à se méfier l'un de l'autre.

Quand Marcos appelait son âne « Internet »

Mais l'unité zapatiste tient autant à ce mixte hétéroclite qu'à la tonalité d'ensemble, au style de lutte, à la démarche de vie qui viennent l'envelopper. Leurs traits caractéristiques, que résume le concept cardinal de dignité, surgissent des explications que formulent les Indiens aussi bien que de textes plus fantasques, de registres variés (pamphlets, discours, contes de fées, chansons, poésie), qui ont rendu célèbre l'ex-sous-commandant Marcos : modestie, solennité, fierté résistante, détermination martiale, douceur des gestes, rapport au temps fait de patience et de placidité, utopie et fragilité assumées, lyrisme cosmique issu des héritages indigènes, et toujours l'humour et l'autodérision – qui hier incitaient Marcos à appeler son âne «*Internet*», pour envoyer en 1995 ses messages au gouvernement par ce biais ancestral, ou l'EZLN à nommer «*force aérienne*

de l'armée zapatiste» les dizaines d'avions en papier pleins de messages dissuasifs jetés sur les barrages militaires. En somme, c'est aussi bien Karl Marx que les frères du même nom ; moins Che Guevara que l'anthropologue engagé Pierre Clastres ; moins Lénine qu'Illich ; moins le dogme que le pragmatisme de combat ; et moins la dictature du prolétariat que la tradition locale du «*réalisme merveilleux*» (ce mélange de réalisme social et d'esthétique magique promu par l'écrivain cubain Alejo Carpentier) mise au service de l'autonomie politique. Marcos, avant de devenir Galeano, répétait que les meilleurs textes occidentaux de théorie politique étaient pour lui *Don Quichotte*, *Macbeth* et les romans de Lewis Carroll.

Derrière la formule zapatiste «*en bas à gauche*» (*abajo a la izquierda*), l'unité est celle d'une cohérence éthique et existentielle. Si le zapatisme a été vu comme «*la première utopie démocratique universelle qui vienne du Sud* (4)», c'est en raison de cette réinvention de l'agir politique, des façons de sentir et de lutter. Mais c'est aussi parce que sa victoire au long cours est celle d'une lutte de plusieurs décennies, poussée vers l'autonomie par ses ennemis et par la pression de la réalité. Long arrachement forcé, et non décrété, à la tutelle étatique : l'autonomie négociée ayant échoué, l'autonomie à construire s'est imposée.

Formée clandestinement en 1983, l'EZLN occupe les grandes villes du sud du Chiapas le 1^{er} janvier 1994. S'ensuivent douze jours de combat, puis vingt-trois ans d'une «*antiguerrilla*», selon le mot du sociologue Yvon Le Bot (5). Après le cessez-le-feu, un dialogue de paix est hébergé par

avec le cycle de la négociation et le *mal gobierno* («*mauvais gouvernement*»). En août 2003, ils lancent à Oventic la construction de l'autonomie politique en créant les *caracoles*.

«*L'autre campagne*» moqueuse et acerbe menée par Marcos en 2006, avant des élections volées au PRD par une fraude du PRI, isole encore davantage les zapatistes, tout à la construction laborieuse de leur autonomie. Le creux de 2009-2012 alimente même les rumeurs d'une désaffection massive et de la mort de Marcos. Les zapatistes y mettent fin le 21 décembre 2012, jour du changement de cycle du calendrier maya, en occupant en silence, à quarante mille, les villes qu'ils avaient envahies en 1994. Ce silence «*est le bruit de leur monde qui s'effondre, le son du nôtre qui resurgit*», déclare le communiqué de l'EZLN. Il inaugure une nouvelle étape de la lutte, avec la constitution du réseau informel de la Sexta, ouvert à toutes les luttes sociales du monde, et l'arrivée du sous-commandant Moisés, qui succède à Marcos/Galeano, à la tête de l'EZLN. L'histoire du zapatisme au Chiapas tient ainsi en trois mots, qui résument les modalités de son rapport avec l'État : contre (pendant douze jours de guerre), avec (neuf ans de tentatives d'accord) et sans (depuis 2003).

C'est au terme d'un tel itinéraire, et à l'aube d'une nouvelle phase, que survient la décision prise fin 2016 par le CNI, en accord avec les communautés, de former un Conseil indien de gouvernement. Sa représentante (ce sera une femme), qui doit être nommée en 2017, sera aussi

Le contexte est la clé, dans un pays où le trafic de drogue (50 milliards de dollars) a fait entre 70 000 et 120 000 morts et disparus, où partis et institutions restent largement corrompus. Le mépris affiché par le nouveau président des États-Unis, M. Donald Trump, devrait surtout, comme l'espère le philosophe mexicain Enrique Dussel, inciter «*à recommencer à neuf, avec un projet d'autonomie et une décolonisation des esprits qui rompent avec l'eurocentrisme de nos élites* (7)». La décision de former un Conseil indien de gouvernement et de présenter une candidate est justifiée, dans le communiqué du 29 octobre 2016 (8), par une longue liste de luttes indigènes à travers le pays (contre l'État, les multinationales ou les cartels de la drogue), luttes avec lesquelles le CNI se déclare solidaire, appelant à une coordination des combats pour rompre leur isolement. L'essentiel est là, dans ce rapport volontaire au dehors, aux résistances non zapatistes, avec lesquelles le dialogue est continu, mais la coopération intermittente, depuis 1994.

Les multinationales plus présentes que jamais

Aux Occidentaux venus leur rendre visite, aux membres de la IV^e Internationale, à des mouvements des quatre coins du monde que leur construction de l'autonomie rapproche de l'expérience zapatiste – les Kurdes de la «*29^e révolte*», les Sud-Africains d'Abahlali baseMjondolo (AbM) dans les townships du Cap ou l'internationale paysanne Via Campesina –, les zapatistes posent cette question : «*¿Y tu, qué?*» («*Et vous, comment faites-vous?*»). Question qu'ils posent donc, cette fois, aux résistances indigènes locales qui se lèvent dans tous les États du Mexique, du Michoacán au Sonora, contre les conglomerats miniers, les expropriations touristiques, les pillages des «*narcos*» ou les enlèvements d'étudiants. Mais aussi, toujours, aux mouvements sociaux nationaux qu'ils accompagnent, telles les grèves enseignantes de l'été 2016 ou les manifestations contre la hausse du prix de l'essence (*gasolinazo*) début 2017.

Si cette candidature a pour but de remettre le zapatisme en scène et d'étendre le réseau des solidarités actives, c'est aussi que demeurent tant d'obstacles, tant d'ennemis encore en embuscade – ne serait-ce que l'armée fédérale, qui tient encore plusieurs dizaines de postes autour des cinq zones. Les paramilitaires continuent à semer la terreur, fût-ce plus ponctuellement, avec des affrontements violents à La Realidad en mai 2014 puis à La Garrucha à l'été 2015. Les projets des multinationales sont plus nombreux que jamais au Chiapas : État le plus pauvre du Mexique, mais son premier fournisseur de pétrole, de café ou d'énergie hydroélectrique, celui-ci a déjà cédé près de 20 % de sa superficie en concessions minières ou en projets touristiques. Et dans les zones zapatistes elles-mêmes, où se côtoient «*bases de soutien*» et non-zapatistes, les subventions d'État, les pots-de-vin des partis, les «*caciques*» (grands fermiers métis) empochant des fortunes des groupes miniers auxquels ils cèdent leurs terres représentent autant de menaces quotidiennes, directes ou psychologiques, pour des communautés à l'équilibre politique et économique précaire – qui s'efforcent de ne pas répondre aux provocations pour ne pas justifier une opération militaire.

Devant la barrière du *caracol* de Morelia, un groupe de partidistes est assis en cercle, buvant bruyamment dès le matin bière et tequila pour narguer les zapatistes venus aux assemblées et leur faire regretter la «*loi sèche*». Contre la fierté d'avoir construit l'autonomie politique, d'avoir fait renaître une culture et inventé un discours de combat, d'avoir démontré au monde qu'ils n'étaient pas les marionnettes du ventriloque Marcos, restent au quotidien taquineries et brimades, tensions et menaces, qui continuent de peser sur la «*fragile armada* (9)». Mais, pour l'heure, elle tient bon.

FRANÇOIS CUSSET.



M^{re} Samuel Ruiz García dans la cathédrale de San Cristóbal. Il est interrompu par l'offensive militaire de février 1995, qui précède une longue guerre d'usure menée par les paramilitaires à la solde du gouvernement. Le Chiapas devient alors l'épicentre des mouvements sociaux, inspirant l'essor d'un «*zapatisme civil*» d'Oaxaca à Mexico, accueillant la Convention nationale démocratique de 1994 et plusieurs rencontres internationales, galvanisant les gauches du pays (qui remportent la mairie de la capitale en 1997). Mais les assassinats politiques sont nombreux, et la paramilitarisation s'intensifie – avec en point d'orgue le massacre de quarante-cinq Indiens, surtout des femmes et des enfants, dans le campement d'Acteal, fin 1997.

L'alliance avec la gauche officielle, notamment le Parti de la révolution démocratique (PRD) de M. Andrés Manuel López Obrador, finit par échouer, avant «*la distanciation et le divorce* (6)» de 1999. Surtout, les accords signés en février 1996 à San Andrés sur les «*droits et cultures indigènes*» (pour l'autogestion communautaire et le développement autonome) resteront lettre morte, récusés par le président Ernesto Zedillo et jamais inscrits dans la Constitution. L'espoir renaît en 2000 avec l'élection de M. Vicente Fox, premier président non-PRI. La marche immense de la Couleur de la Terre, en 2001, ne suffira pas à obtenir gain de cause, malgré l'intervention devant le Congrès de la commandante Ester. Aussi les zapatistes décident-ils de rompre

candidate à l'élection présidentielle de 2018. Mal comprise, et encore suspendue à l'approbation de l'Institut électoral fédéral, la décision du CNI a stupéfié les uns et agacé les autres – depuis les tenants d'une sécession intégrale, qui y ont vu une compromission avec le jeu électoral, jusqu'à la gauche nationale positionnée en vue de l'élection, surtout le Mouvement de régénération nationale (Morena) de M. López Obrador, qu'ont exaspéré les premiers sondages attribuant 20 % des intentions de vote à la candidate inconnue. Comme un coup de plus porté par le zapatisme à la gauche de gouvernement du premier pays hispanophone du monde, qu'il a déjà déstabilisée à maintes reprises au cours du dernier quart de siècle.

Pourtant, le sens de cette décision est tout autre : «*Ce n'est pas pour le pouvoir*», répète le CNI, mais pour affirmer la force des cinquante-six ethnies autochtones du Mexique (seize millions d'habitants, environ 15 % de la population) et, plus largement, de «*toutes les minorités*». L'initiative vise à faire connaître leur oppression et leurs résistances, à encourager partout les formes d'organisation autonome. Elle veut diffuser le virus de l'opposition au capitalisme et aller sur le terrain de l'adversaire pour révéler à tous les «*indigènes*» du monde son état de décomposition terminale ainsi que la possibilité désormais attestée de faire sans lui.

(3) Cité dans Guillaume Goutte, *Tout pour tous ! L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme*, Libertalia, Paris, 2014.

(4) L'expression est du sociologue mexicain Pablo González Casanova (*La Jornada*, Mexico, 5 mars 1997).

(5) Yvon Le Bot, *Le Rêve zapatiste*, Seuil, Paris, 1997.

(6) Hélène Combes, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Karthala, coll. «*Recherches internationales*», Paris, 2011.

(7) *La Jornada*, 16 janvier 2017.

(8) «*Que tremble la Terre jusque dans ses entrailles*», Enlace Zapatista, 29 octobre 2016, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx>

(9) Titre d'un film réalisé sur place par Jacques Kebadian et Joani Hocquenghem, 2002.

Pathologies de la démocratie

Le fonctionnement du « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » suscite aujourd'hui de plus en plus de critiques, sinon de doutes. Les analyses des limites et des dérives de la démocratie en désignent comme principales responsables soit l'impuissance du politique, soit l'incapacité des citoyens mêmes. Seroit-on donc condamné à l'oligarchie ou au populisme ?

PAR EVELYNE PIEILLER

LONGTEMPS la démocratie fut considérée comme un idéal, un progrès, une conquête. Aujourd'hui, on la soupçonne au mieux d'être dévoyée, au pis d'être intrinsèquement une impossibilité. Dans tous les cas, elle paraît n'avoir pas tenu ses promesses, et courir le risque de se réduire à un simulacre, sinon à une imposture. Un sondage récent le suggère (1) : 57 % des Français trouveraient qu'elle fonctionne mal, 77 % qu'elle fonctionne de moins en moins bien et, détail saisissant, 32 % estimerait que d'autres systèmes peuvent être aussi bons. Cela ne peut que conforter les commentateurs, essayistes et politiques divers qui craignent l'extinction des Lumières. Il est vrai que les fouguesux appels à un « sursaut démocratique » quand surgit une fois de plus la menace du Front national sont de moins en moins suivis.

Les nombreux ouvrages qui analysent cette perte de confiance des citoyens articulent pour l'essentiel leur réflexion autour de la notion de souveraineté : celle de la nation et celle du peuple. Mais, s'ils partagent globalement le même diagnostic, les accents portés et les solutions proposées témoignent d'un certain brouillage des repères traditionnels : lectures « de gauche » et lectures

« de droite » vont alors parfois se croiser. Ainsi, aucun des analystes ne met en doute les brèches ouvertes dans la souveraineté de la nation par sa subordination à des pouvoirs supranationaux comme l'Union européenne ou, plus largement, parce que « le capitalisme global a neutralisé les démocraties nationales », comme le résume Wolfgang Streeck (2). Chacun se rappelle la forte et franche déclaration de M. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, à l'occasion de la victoire de Syriza en Grèce : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens déjà ratifiés » (Le Figaro, 29 janvier 2015). Le poids du libéralisme sur l'exercice de la souveraineté n'est pas toujours incriminé avec la vigueur d'Alain Badiou, qui affirme que « la démocratie est toujours liée et inféodée au capital » et qui en refuse le principe dans sa déclinaison de « parlementarocapitalisme ». Mais même Marcel Gauchet, son interlocuteur, grand défenseur de la démocratie et souvent accusé d'avoir légitimé le néolibéralisme, déclare que, « dans nos sociétés, la démocratie n'est plus qu'un mot, plus qu'une notion fantôme » dissimulant notamment le pouvoir « effectif, exorbitant » du « complexe économique-financier » (3).

Le temps des outsiders

MAIS IL Y AURAIT d'autres limites, en particulier celles qui créeraient l'extension des droits humains. Marcel Gauchet, encore, affirme : « Est réputé aller dans le sens des progrès de la démocratie tout ce qui accroît le périmètre d'expression des droits des individus et des libres liens qu'ils nouent entre eux, en restreignant d'autant le périmètre de l'autorité collective (...). C'est ainsi que l'idée démocratique, par répulsion envers la verticalité d'un guidage de surplomb, en vient à se confondre avec l'idée d'une société politique de marché (4). » Or cette montée de la demande de reconnaissance par le droit des diverses « minorités », qui amoindrirait la souveraineté de la nation comme porteuse de la volonté générale et transformerait les citoyens en autant de clients singuliers, traduit un rejet du citoyen comme abstraction, dépouillé de toute particularité, au profit du concret de la personne.

Cette revendication de la différence, indissociable pour certains de l'idéologie capitaliste et de son appel à faire fructifier ses ressources et désirs propres, conduit à ce que l'universalisme cher à la démocratie représentative soit ou rejeté ou marginalisé, alors même qu'il semble légitimer la possibilité d'une collectivité politique fondée sur une commune

humanité et liée par la capacité de jugement. En d'autres termes, la nation n'est plus porteuse de la volonté générale, mais d'un agrégat de désirs particuliers ; ce qui peut correspondre à un amoindrissement, sinon à une perversion des luttes collectives qui restent à gagner afin de faire advenir les promesses de la démocratie, en particulier l'égalité, l'un des noms de l'émancipation. Ainsi, pour la philosophe Nancy Fraser, « les conceptions libérales-individualistes du progrès remplacent celles de l'émancipation », alors même qu'« il ne s'agit pas d'instiller de la diversité dans les hiérarchies du monde de l'entreprise, mais d'abolir les hiérarchies » (5).

Cette discussion du rôle joué par la revendication de droits concrets est conduite au nom d'un point de vue qui n'oublie pas l'existence des classes sociales. Elle entre pourtant en contradiction avec d'autres analyses qui s'affirment d'une gauche... de gauche : Jean-Claude Michéa, peu suspect d'affection pour la modernité libérale, condamne la « conception idéaliste et désincarnée du Droit et de la Raison » et invite à « comprendre l'universel comme la résultante d'actions communes et de situations partagées ». Alors se mène le combat, selon la formule du « dernier Marx », pour « la renaissance,



PINO REGGIANI. – « Hommes », 1960-1980

dans une forme supérieure, d'un type social archaïque » (6). Le Comité invisible, souvent considéré comme lié au groupe de Tarnac et à Julien Coupat, salue quant à lui, dans la fragmentation en tous domaines de notre monde, l'aspiration débutante à « la restitution à elles-mêmes de toutes les singularités, l'échec fait à la subsumption, à l'abstraction ». Il est vrai que ledit comité postule, non sans rappeler des éloges anciens du terroir : « Il n'y a pas moi et le monde, moi et les autres, il y a moi avec les miens, à même ce petit morceau de monde que j'aime, irréductiblement. » Car « l'expérience vécue, fondamentale, immémoriale », serait celle de la « communauté » (7). Foin donc des leures mortifères intrinsèques à la démocratie, à la nation, à l'humanité, sinon aux divisions de classe...

Ces approches multiples prennent toutes en compte deux éléments importants de la crise démocratique : les limitations imposées à la souveraineté nationale, et donc l'impuissance du politique ; l'effritement de certaines des valeurs qui la fondent, et donc la suspicion sur le système même. Ce qui s'accompagne d'interrogations sur l'effectivité de la souveraineté du peuple et sur le bien-fondé de ce principe. Car un spectre hante la plupart des essayistes à l'œuvre ici : celui du populisme, et peut-être même du fascisme. Seroit-ce un mal inhérent à la démocratie même ? Ou proviendrait-il d'un dysfonctionnement que l'on peut corriger ?

La donne est connue : après des décennies de bipartisme affable, accueillant au compromis et d'une hostilité sans faille aux « extrêmes », montent tant l'abstention que précisément les « extrêmes », caractérisés notamment par un refus de la réduction du politique au bipartisme, et une rhétorique opposant la caste et le peuple, « eux » et « nous », ceux d'en haut et ceux d'en bas, un pouvoir oligarchique et une démocratie devenue fictive. Une bonne partie du peuple ne se reconnaît plus dans ses représentants habituels, ceux de la modération, et se choisit des outsiders, dont certains paraissent dangereusement « antidémocrates ».

Pourquoi donc oublie-t-il de voter, ou vote-t-il aussi mal ? Le phénomène reçoit des explications diverses. Comme le rappelle Ivan Krastev, « les progrès des libertés individuelles et la diffusion des droits de l'homme se sont accompagnés d'un déclin du pouvoir du citoyen de changer, par le vote, non pas seulement de gouvernement, mais aussi d'orientation politique (8) ». La dissolution des oppositions essentielles entre la gauche et la droite va conduire à ne plus guère les différencier, sinon dans le domaine sociétal... Pourquoi alors choisir entre elles ? Selon Nancy Fraser, c'est une

composante déterminante du problème : « Libéralisme et fascisme constituent les deux versants profondément interconnectés du système mondial capitaliste » – le libéralisme, toujours farouchement au centre, étant « progressiste » en matière de valeurs morales et implacable sur le plan économique et social...

Comment faire alors pour que le peuple se sente représenté sans avoir besoin de préférer à nos régimes libéraux et à leur absence de remplaçant réel une « démocratie illibérale », pour reprendre l'expression de M. Viktor Orbán, le premier ministre hongrois ? Comment lui rendre sa souveraineté ? C'est là que la pensée des essayistes devient parfois surprenante.

La philosophe Chantal Mouffe, très écoutée par la formation espagnole Podemos et par les responsables de La France insoumise, citée également par certains socialistes français comme M. Benoît

Hamon, et dont la réflexion se nourrit aussi bien de Carl Schmitt que d'Antonio Gramsci (9), pose la nécessité de « construire un "nous" et un "eux" » de façon à conduire un combat pour la mise en œuvre véritable des principes éthico-politiques de la démocratie libérale ; car, comme elle le dit à Íñigo Errejón, cofondateur et stratège de Podemos, « aujourd'hui, tout ce qui a à voir avec la démocratie entendue comme égalité et comme souveraineté populaire a été écarté par l'hégémonie du libéralisme (10) ». Afin donc de renverser les rapports de pouvoir, et de donner une représentation authentique au « mécontentement orphelin » des citoyens, il importerait de travailler à la création d'un espace public agonistique, c'est-à-dire conflictuel, où s'expriment les différends, les antagonismes, le désaccord, dans un cadre compatible avec le pluralisme démocratique. Pour fédérer efficacement les mécontentements et les luttes contre les diverses subordinations, par-delà les cliques gauche-droite, s'avère indispensable l'élaboration d'un « arsenal symbolique » qui contribuera à susciter le consentement des groupes sociaux concernés, cristallisant éventuellement autour d'un chef charismatique. Il s'agira donc, non d'en finir avec la démocratie représentative, mais de la radicaliser.

C'est avec une stratégie affirmée de « populisme de gauche », nourri entre autres de batailles culturelles, que Chantal Mouffe, dans la lignée de ses travaux avec Ernesto Laclau, propose une revitalisation de la représentation démocratique. Mais le plus remarquable dans cette réflexion tient peut-être à l'importance accordée aux « affects ». La théorie moderne de la démocratie a longtemps associé celle-ci à l'exercice de la raison et serait, selon Chantal Mouffe, « incapable de reconnaître que les "passions" sont la principale force motrice de la politique ». Pour construire une distinction nous/eux progressiste, il faudrait donc un discours offrant « des identités qui donnent du sens » à cette distinction. On ne peut s'empêcher de redouter quelque effet de séduction.

Des citoyens soumis à leurs émotions

ON RETROUVE l'accent mis sur les « passions », sujet à variations multiples, chez plusieurs analystes. Le « peuple », autrement dit les citoyens, est assez fréquemment jugé soumis à ses émotions – particulièrement quand il vote en dehors des choix tolérables. Il conviendrait donc d'encadrer le peuple souverain. Comme le dit le journaliste et écrivain David Van Reybrouck (11), voter sur une question précise « que bien peu de gens comprennent réellement » ne peut guère qu'entraîner des résultats désastreux. Mieux vaudrait donc « désigner au hasard un petit nombre de personnes en vous assurant qu'elles maîtrisent suffisamment les enjeux auxquels elles vont devoir se confronter et qu'elles sont en mesure de prendre des mesures judicieuses ». On saura sans doute plus tard à qui sera confié le soin de s'assurer de la maîtrise des tirés au sort. Pierre Rosanvallon est également sceptique sur les capacités populaires : « Les citoyens tendent à voir comme également légitimes l'opinion d'humeur et celle fondée sur la connaissance, ou même le fait alternatif (12). » À croire que les représentants de l'élite aiment à penser, comme le formulait l'historien de l'économie Joseph Schumpeter dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*, que « le citoyen typique, dès qu'il se mêle de politique, régresse à un niveau inférieur de rendement mental »...

Plutôt que par les émotions et les insuffisances des citoyens, il n'est pas interdit de penser que les perversions actuelles de la démocratie telle que nous la connaissons sont engendrées par un néolibéralisme remarquablement inventif, qui a longtemps su rendre désirables

ses valeurs et ses solutions, en particulier auprès de ceux qu'il a pu favoriser, tout en incitant à croire, quitte à dénier sa propre réalité, que la morale, tout compte fait, importe davantage que la politique et le social... La rapidité de la décomposition ne commande-t-elle pas d'envisager que le « ressentiment » populaire, noté par de nombreux auteurs, s'exprime d'abord au nom des promesses mêmes de la démocratie, et de leur trahison ?

(1) « Les Français, la démocratie et ses alternatives », sondage Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, 6 novembre 2016.

(2) Wolfgang Streeck, « Le retour des évincés », dans *L'Âge de la régression. Pourquoi nous vivons un tournant historique* (collectif), Premier Parallèle, Paris, 2017.

(3) Alain Badiou et Marcel Gauchet, *Que faire ? Dialogue sur le communisme, le capitalisme et l'avenir de la démocratie*, Gallimard, coll. « Folio le Forum », Paris, 2016.

(4) Marcel Gauchet, *Le Nouveau Monde. L'avènement de la démocratie, IV*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 2017.

(5) Nancy Fraser, « Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire », dans *L'Âge de la régression, op. cit.* Lire aussi Nancy Fraser, « Égalité, identités et justice sociale », *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

(6) Jean-Claude Michéa, *Notre ennemi, le capital*, Climats, Paris, 2017.

(7) Comité invisible, *Maintenant*, La Fabrique, Paris, 2017.

(8) Ivan Krastev, « Le retour des régimes majoritaires », dans *L'Âge de la régression, op. cit.*

(9) Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, Paris, 2016.

(10) Chantal Mouffe et Íñigo Errejón, *Construire un peuple. Pour une radicalisation de la démocratie*, Cerf, Paris, 2017.

(11) David Van Reybrouck, « Cher président Juncker », dans *L'Âge de la régression, op. cit.*

(12) « Pierre Rosanvallon : "Nous vivons une rupture historique de la démocratie" », *L'Obs*, Paris, 6 avril 2017.

MONDE diplomatique
[FORMATIONS]

Élu(e) ou salarié(e), militant(e) ou étudiant(e), vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?

Participez aux cycles de formation assurés par des spécialistes et des journalistes du *Monde diplomatique*, pour mieux comprendre le monde et le changer.

PROCHE-ORIENT
Crise syrienne, conflit israélo-palestinien, nouveaux acteurs régionaux
21, 22, 23, 26, 27 et 28 juin 2017
Intervenants : Dominique Vidal, Myriam Benraad, Ziad Majed, Bernard Hourcade, Bertrand Badie et Yannick Lechevallier

Renseignements et inscription : www.formations.monde-diplomatique.fr, 01-40-79-64-71 ou formations@monde-diplomatique.fr
Possibilités de prise en charge, contactez-nous. Tarif préférentiel pour les personnes non prises en charge.

En partenariat avec l'Institut européen des politiques publiques www.iepp.fr

COMMENT RECONSTRUIRE DES SOLIDARITÉS ?

Vote FN, une bataille de proximité

La progression continue du Front national a agrégé des groupes sociaux disparates qui, parfois, ne sont pas seulement attirés vers lui par son discours xénophobe et anti-musulman. Flexibilité, précarité, austérité, chômage : le vote d'extrême droite leur a semblé mieux répondre à ces humiliations que les propositions d'une gauche en voie de disparition dans leur environnement immédiat.

PAR WILLY PELLETIER *

L'EUPHORIE médiatique qui a suivi l'élection de M. Emmanuel Macron à la présidence de la République, le 7 mai dernier, masque l'essentiel : parmi ceux qui sont inscrits sur les listes électorales, presque un Français sur quatre (22,4 %) a voté pour M^{me} Marine Le Pen au second tour.

Ces 10,6 millions de personnes n'ont pas manifesté comme un seul homme leur accord avec les 144 propositions de la candidate. Beaucoup ont saisi ce bulletin car pour eux ce geste pouvait exprimer des colères, une forme de réhabilitation d'eux-mêmes et des espoirs liés à leurs vies, aux relations de travail ou de voisinage qui font leur quotidien. Ils ont voté sans toujours connaître le programme du Front national (FN), sans y adhérer dans sa totalité, parfois sans souhaiter que M^{me} Le Pen gouverne.

Mis au ban, le FN parvient à assembler, le temps d'un vote, des membres de groupes sociaux dominés, ou des dominés parmi les dominants qui s'estiment eux aussi interdits, disqualifiés, réprouvés, écartés des bénéficiaires du monde tel qu'il va ou qu'il s'en va (1). Ces groupes sociaux disparates votent en faveur d'objectifs différents ou avec des motifs contradictoires. Pour l'appréhender, il faut accepter d'écouter ce garagiste de Dranguignan, 58 ans, une vie professionnelle en dents de scie, qui s'est « sorti de la faille trois fois », en « bossant, bossant, bossant, sans une aide de personne, nada, alors qu'on paye tout le temps, tout, pour des feignants qui, eux, en savent pas ».

Des collectifs de travail atomisés

BIEN qu'homogène en ce qu'il rassemble surtout des gens peu fortunés, peu citadins et peu diplômés, le conglomerat électoral qui a voté FN reste disparate, divisé (2). Il réunit des catégories sociales dont les intérêts sont en bien des domaines antagonistes. Des membres de professions indépendantes, hostiles par principe aux allocations et aux protections sociales, y côtoient des salariés qui regrettent les usages « abusifs » des aides « chez les immigrés » mais n'envisagent pas un instant leur suppression, tant leur propre survie en dépend. Les petits patrons ou les travailleurs établis à leur compte qui votent Le Pen n'ont pas les mêmes conceptions que les employés en matière de salaires, de conditions de travail et de licenciement. Ni en matière d'indemnités chômage ou maladie, de services publics, etc.

Un rapport à la politique informé et engagé pourrait porter à croire qu'il suffit, pour combattre le FN, de dénoncer ses incohérences, sa xénophobie, les « affaires », de convertir les mal-pensants qui votent de travers. C'est là faire preuve d'idéalisme, d'intellectualisme.

Le score du FN ne va pas diminuer tant que s'avive au travail, dans les milieux populaires, sous des formes diverses mais partout, une défiance générale envers les plus proches, l'isolement de tous. Le sentiment d'impuissance, l'insécurité et les concurrence exacerbées qui l'accompagnent ne cessent d'alimenter les votes Le Pen.

Les « modernisations » libérales ruinent en effet les carrières, interdisant de s'imaginer un avenir. Elles atomisent les collectifs de travail, cloîtent chacun dans sa propre souffrance et rendent invisible

« Heureusement que Le Pen va couper les allocs aux feignasses », ajoute-t-il, mais « la retraite à 60 ans, ça je ne comprends pas, c'est encourager la paresse ». Il n'a « rien contre les étrangers », ses « deux gendres qui sont algériens font tourner le garage, c'est foutu sans eux ».

Il faut aussi accepter d'écouter cet assistant maternel de 43 ans, longtemps chômeur – « dès que j'ai un patron, je lui rentre dans le chou » –, qui vit dans une habitation à loyer modéré (HLM) du Moulin Roux à Laon, et qui s'empêche contre « toute la marmaille des étrangers, toujours dans les escaliers, toute la nuit dehors à trafiquer des scooters ou pire et qui rapporte un fric dingy aux parents avec les allocs, ils salissent partout (...), alors que nous, on a attendu six ans pour le HLM et, pour les allocs, tu peux te brosser ». Il trouve que « Marine, là où c'est triste, c'est qu'elle donne trop aux patrons, les patrons ils ont tout et toi t'as rien, t'as qu'à obéir ».

Il faut également accepter d'écouter ce fils d'aristocrates versaillais désargentés, sous-directeur de prison, divorcé d'une Colombienne « médecin chez elle mais chez nous plus rien, que je faisais vivre » : il fait le choix du vote « Le Pen car [François] Fillon n'a pas été honnête » et prétend que « les délinquants, c'est d'abord les immigrés ». Il n'a « pas envie que le FN gagne : quitter l'euro ou la loi El Khomri, c'est idiot », mais réclame « un choc, que les étrangers respectent la France, nous respectent et qu'on retrouve les valeurs, la grandeur d'avant ».

celle des plus proches. Dans la grande distribution (3), les managers sortis d'école de commerce changent les supermarchés en « centres de profit » maximal, immédiat. Les horaires décalés, fluctuants, la surveillance par les clients, les supérieurs derrière des glaces sans tain, les collègues incités à dénoncer leurs voisines, l'interdiction de communiquer entre les caisses concourent à la défiance entre employés. Cohabitant, isolées, des étudiantes en contrat à durée déterminée (CDD) court qui s'investissent peu et n'ont rien en commun avec les caissières les plus anciennes, désabusées et qui résistent aux injonctions au surtravail, tandis que la génération intermédiaire se bat contre toutes les autres et entre soi, pour gagner de minces avantages (planning prévisible, séjour en rayon, primes).

Dans les usines, sur fond de raréfaction des emplois, de durcissement des cadences de travail, de chantages au licenciement, les conflits s'accumulent entre les ouvriers anciens, « installés », et les ouvriers de passage ou entrés en CDD, condamnés au zèle, à une certaine docilité pour conserver leurs postes durement acquis. Les plus vieux se sentent méprisés par les arrivants qui les déqualifient et ruinent les sociabilités, l'esprit d'équipe (4).

Autrefois, les jeunes, les travailleurs immigrés, les collègues s'identifiaient comme « du même bord » au cours de luttes communes. Tout désormais vise à interdire qu'entre salariés se construise de l'intérêt commun. Les discussions deviennent objectivement impossibles, le travail doit s'opérer en continu, avec des pauses réduites au minimum. Dans ces univers sans patron visible, où chacun, constamment insécurisé, ignore d'où viendra le coup fatal qui conduit au licenciement, on finit par redouter tout le monde. Les votes FN proviennent, pour beaucoup, de ces hostilités sourdes au travail.



DIANA ONG. – « Boomerang », 2008

D'autant que les « modernisations » libérales accentuent les rivalités pour les aides sociales. Les agents publics gèrent l'austérité qu'ils condamnent et contre laquelle, avec violence, s'élèvent des usagers ulcérés.

Les coupes budgétaires compriment les prestations tandis que les enfants d'immigrés, discriminés à l'embauche, se retrouvent massivement en stage via les missions locales pour l'emploi. « Leur surreprésentation dans les structures aidées du marché de l'emploi alimente le sentiment que les aides publiques à l'emploi (et plus largement l'aide sociale) sont de plus en plus captées par les immigrés ("Il n'y en a que pour eux") », relèvent Stéphane Beaud et Michel Pialoux (5).

Avec la guerre des pauvres contre les plus pauvres, qui s'étend sous des formes diverses suivant les territoires, les votes Le Pen augmentent. Car aux conflits autour de l'emploi se mêlent des conflits de voisinage qui renforcent les hostilités entre les plus proches.

Dans les quartiers dits « sensibles », hier certaines familles parvenaient à quitter les HLM, à épargner, à s'en sortir. Leurs enfants « s'élevaient ». Maintenant, le chômage récurrent, les revenus diminués les relèguent dans leurs immeubles délabrés. L'école élimine leurs garçons. Si bien que leurs existences se rapprochent de celles des groupes dont elles se croyaient éloignées, et dont elles se faisaient une fierté d'être éloignées (souvent des immigrés). Le vote Le Pen exprime une ultime et toute symbolique résistance face à cette dégringolade : une mise à distance de ceux qui deviennent les plus proches dans l'espace social.

Dans le monde rural pauvre où domine le vote FN, les écoles, les magasins, les cafés, les bureaux de poste, les églises ferment. Trains et cars sont supprimés. En Picardie, par exemple, les festivités locales (la longue paume, le ballon au poing...) disparaissent, de même que les orchestres, les majorettes, la chasse au gibier d'eau, les sapeurs-pompiers volontaires... Les entre-soi ruraux s'effondrent et, avec eux, les réputations locales, tout ce « capital d'autochtonie » qu'elles généraient. Arrivent de nouvelles populations (des techniciens, des cadres), qui rachètent à bas prix les fermes ou pavillons. Ces néoruraux dévalorisent le monde d'avant et ceux qui s'y trouvent immobilisés. La seule identité positive qui reste est nationale : « On est chez nous. »

Dans les zones pavillonnaires, les votes Le Pen augmentent également. Vivent ici des agents de maîtrise, des techniciens, des propriétaires, qui connaissent une petite promotion professionnelle... et toutes les frustrations relatives qui vont avec. Ouvriers modèles, les voici petits cadres. Leur savoir-faire est déconsidéré

exprimés. Alentour, à Lugny, 74,4% ; à Rogny, 68,7% ; à Voulpaix, 62,7%.

Les votes FN continueront d'augmenter si les milieux populaires, confrontés aux « modernisations » libérales promises (notamment sur l'assurance-chômage), sont abandonnés à un tête-à-tête avec le FN. Or bâtir des partis de gauche ancrés parmi les ouvriers, les employés, parlant leur langue et leur rendant service, sera long. Le vote Mélenchon a pris dans une partie de l'électorat populaire (villes et banlieues), mais moins dans le monde rural et dans les régions en voie de désindustrialisation. Resyndicaliser, également, sera long.

Pourtant, il y a urgence. Comment refaire de l'intérêt commun à l'intérieur des milieux populaires et y promouvoir de nouvelles visions du monde, non plus ethnoraciales mais assises sur une identité sociale ? Dans les années 1900, entre l'usine et leurs foyers, les ouvriers passaient au bistrot et, partageant des verres et des jeux, ils se racontaient, dans l'amertume et les rires, les journées de travail, les heurts avec le patron, ils échangeaient des idées pour s'en sortir. Ces bistrotiers qui contribuèrent à la politisation populaire, socialiste ou libertaire, il faudrait les réinventer. Peut-être par des apéros dans les quartiers, les villages, les entreprises, devant Pôle emploi. Ainsi se reconstruiraient les solidarités populaires, les solidarités pratiques à présent disloquées. Ces apéros amorceraient des entraides concrètes, des prêts d'outils, des jardins partagés, des amours improbables, des aides juridiques et administratives... Il suffit de si peu parfois pour que bouge un vote. Au plus près de ceux qui votent Le Pen, ces apéros permettraient de comprendre leurs raisons et de faire émerger des diagnostics communs contre les réorganisations du travail qui opposent les salariés entre eux, contre l'austérité qui décime les bureaux de poste, les écoles, les centres médicaux, les services de justice, les logements sociaux, les gares et les dotations des collectivités locales.

(1) Sur cet effet d'homologie de position, cf. Pierre Bourdieu, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36-37, n° 1, Paris, février-mars, 1981.

(2) Cf. *Les Classes populaires et le FN*, op. cit., et singulièrement les contributions de Daniel Gaxie et Patrick Lehighue.

(3) Cf. Marlène Benquet, *Encaisser ! Enquête en immersion dans la grande distribution*, La Découverte, Paris, 2013.

(4) Cf. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, La Découverte, Paris, 2012 (1^{re} éd. : 1999).

(5) Cf. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, « Les ouvriers et le FN. L'exacerbation des luttes de concurrence », dans *Les Classes populaires et le FN*, op. cit.

(6) Lire « Mon voisin vote Front national », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.

(7) Cf. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Éditions du Croquant, 2006.

(8) Lire Julian Misch, « Comment un appareil s'éloigne de sa base », *Le Monde diplomatique*, janvier 2015.

IRIS SUP' L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES DE L'IRIS

TITRES DE NIVEAU 1 RECONNUS PAR L'ÉTAT, ENREGISTRÉS AU RNCP
(arrêté du 23-02-17 paru au JO du 03-03-17)

**DIPLÔMES DE NIVEAU BAC+4 ET BAC+5
EN PRÉSENTIEL ET À DISTANCE**

- Titre **Analyste en stratégie internationale**
 - parcours Géopolitique et prospective
 - parcours Défense, sécurité et gestion de crise
 - parcours Géoéconomie et intelligence stratégique
- Titre **Manager Humanitaire**
 - parcours Stratégique
 - parcours Opérationnel
 - parcours Plaidoyer

www.iris-sup.org

Renseignements : +33 (0)1 53 27 60 74

Établissement privé d'enseignement supérieur technique enregistré auprès du rectorat de Paris

IRIS SUP'
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
EN RELATIONS INTERNATIONALES

* Coordinateur, avec Gérard Mauger, de l'ouvrage collectif *Les Classes populaires et le FN. Explications de votes*, Éditions du Croquant, coll. « Savoir/agir », Vulaines-sur-Seine, 2016.

CFDT, un syndicalisme

(Suite de la première page.)

Accusée de vouloir, comme le dit M. Mailly, « cogérer le système », dans les entreprises et avec l'État, la CFDT peine à dissiper les soupçons de consanguinité avec le pouvoir. Sous le quinquennat de M. François Hollande, la présence d'ex-cédétistes dans des cabinets ministériels n'a fait que les renforcer. L'ancienne trésorière de la centrale sise dans le quartier parisien de Belleville, M^{me} Anousheh Karvar, avait ainsi été nommée directrice de cabinet adjointe de la ministre du travail, M^{me} Myriam El Khomri.

De son côté, après avoir appelé à voter pour M. Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle, M. Berger a rappelé à ce dernier que les « conditions particulières » de son élection l'obligeaient à tenir compte de ceux qui l'avaient soutenu. Tout en ne critiquant pas le recours aux ordonnances pour la modification du code du travail, le chef de la CFDT ne veut pas de « réforme hâtive » et a fait savoir au nouveau président qu'il ne pourrait pas « affronter seul » les « immenses défis » qui l'attendent.

En se remémorant la CFDT anticapitaliste et autogestionnaire des années 1960 et 1970, l'observateur peut légitimement rester perplexe ou être saisi de vertige...

Autoestampillée « bureau d'études de la classe ouvrière », la centrale pourfendait alors la société de consommation, alertait sur les dégâts du progrès et dénonçait les inégalités sociales autant que le profit érigé en finalité ultime. Elle condamnait le capitalisme en tant que système instaurant une domination économique, sociale, politique et culturelle. Et, en réaction, elle souhaitait l'émergence dans les entreprises de directions éduquées, régulièrement contrôlées par la communauté de travail.

Or, à l'instar du Parti socialiste (PS) depuis les années 1990, la voici maintenant tout imbibée du verbiage néolibéral ambiant. Soucieuse de « performance économique » et de « compétitivité », elle soutient l'idée que le dialogue social en entreprise nourrirait la première, et la qualité de vie au travail, la seconde. On peut aussi, au détour d'une phrase, la surprendre à parler non plus de travailleurs ni de salariés, mais de « collaborateurs (4) ».

« La CFDT est un objet historique déroulant, reconnaît l'historien Frank Georgi, maître de conférences à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne (5). Son évolution semble refléter les transformations du monde qui l'entoure » – la caractéristique, pour ainsi dire, d'un syndicalisme caméléon qui aspire à être « moderne et attractif », comme le souhaitait son premier secrétaire général, l'ouvrier Eugène Descamps.

et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), portés par M. Jean Auroux, le ministre du travail et maire socialiste de Roanne, pour qui « les travailleurs [devaient] être citoyens à part entière de leur entreprise ».

Dans son adaptation au monde des « trente glorieuses », la CFDT est en pointe sur les sujets du moment. Elle prend position sur le droit à l'avortement et se rapproche des femmes, qui accèdent au marché du travail. Elle soutient la décolonisation et s'inquiète du sort des immigrés. Elle attire catholiques progressistes et militants d'extrême gauche, gagnant 20 % d'adhérents entre 1967 et 1969. Et surtout, elle impose un état d'esprit.

« Il s'est passé quelque chose ces années-là en termes de pouvoir, rappelle Georgi. Et la CFDT lui a donné pour nom "l'autogestion". » Une nouvelle donne à réaliser, un credo, une proposition pour dépasser le capitalisme. C'est l'époque où la centrale mise sur l'action politique, prend part aux assises du socialisme organisées par le PS (1974), prône (dès 1977) les trente-cinq heures pour partager le travail. Elle forme aussi les troupes – principalement celles de la « deuxième gauche » rocardienne – qui alimenteront les cabinets ministériels lorsque François Mitterrand accédera au pouvoir, en 1981.

Bientôt, cependant, confrontés à la crise, qu'ils considèrent désormais comme durable, les dirigeants de la CFDT dressent le constat qu'il ne faut pas tout attendre du politique, d'un changement du gouvernement ou de la loi. Alors que, au PS, lors du congrès de Metz, en 1979, Michel Rocard échoue à imposer sa ligne réformiste et à représenter la gauche, les responsables cédétistes, M. Edmond Maire en tête, préconisent la même année lors de leur congrès de Brest « l'amélioration du système contractuel » en imposant un « recentrage » sur la seule action syndicale. Après deux ans d'exercice du pouvoir par la gauche, la CFDT accepte le virage de la rigueur de 1983 et gomme, cinq ans plus tard, sa référence au socialisme. Puis elle élimine toute composante gauchiste et cesse progressivement jusqu'à ses amours avec le PS.

Ses dirigeants s'emploient dès lors à creuser le sillon du syndicalisme dit « de propositions » – ce que certains désignent comme une aspiration sans fin à un « libéral-syndicalisme (7) ». En 1995, ils acceptent la réforme des retraites et de la Sécurité sociale portée par M. Alain Juppé – alors premier ministre –, plaçant la centrale au ban du syndicalisme français ; des opposants internes partent alors fonder Solidaires, unitaires, démocratiques (SUD). En 2003, ils acceptent, moyennant une attention aux carrières longues, la nouvelle réforme des retraites (et de l'intermittence), ce qui brise l'unité syndicale et étoffe encore les rangs de SUD. En 2013 intervient un accord « sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi », amorce supposée d'une « flexisécurité » bien éloignée de ses modèles danois ou finlandais. En 2016, enfin, ils soutiennent la loi travail (deuxième version), qui inverse la hiérarchie des normes juridiques en matière de durée du travail et fait primer les accords d'entreprise sur la loi ou sur les accords de branche, en échange de l'adoption du compte personnel d'activité, coquille destinée à recenser des droits – actuels et futurs – attachés à la personne (comme, aujourd'hui, en matière de formation).

Profonde, la métamorphose ne s'est pas faite que par le haut. Elle s'est opérée à mesure qu'arrivait une nouvelle génération de militants dépolitisés, moins radicaux, plus diplômés, qui se sentaient moins menacés par l'introduction des techniques modernes de management dans les entreprises. À mesure, aussi, que la centrale perdait ses adhérents ouvriers. Aujourd'hui, au comité exécutif du bureau national confédéral, ce ne sont plus ces derniers qui siègent, mais les professions intermédiaires, surreprésentées parmi les adhérents (31 %) par rapport à leur place dans l'ensemble de la population salariée (26 %) (8).

Effacée par le « recentrage » opéré du temps de M. Maire dans les années 1980 puis cadencée par M^{me} Nicole Notat – qui, en 2017, a appelé à voter pour M. Emmanuel Macron dès le premier tour de l'élection présidentielle –, la période autogestionnaire serait-elle pour autant oubliée ? « L'autogestion ? Je le dis : je me sens un héritier de ce courant-là, qui est encore très vivace », nous assure M. Berger en janvier. Puis, à la réflexion : « En fait, on ne le dirait plus comme cela. Moi, je crois à la codécision et à la coconstruction. » Donc à la cogestion ? « Ce terme est connoté négativement. Cela laisserait penser qu'on a des intérêts partagés avec le patron. » Ainsi, l'autogestion semble s'être réduite à une simple démarche participative...

« Au cœur du projet autogestionnaire, se souvient pourtant M. Charles Piaget, 91 ans, figure de la lutte ouvrière emblématique à l'usine Lip de Besançon en 1973, il y avait la rupture du lien de subordination, y compris dans le syndicat, dans nos rapports internes ! » Les choses ont bien changé. « La CFDT est passée du tout politique au zéro politique, déplore l'ancien militant, qui a depuis longtemps pris ses distances. En misant tout sur le paritarisme [entre patron et salariés], elle est devenue une sorte de chambre économique et sociale... » Nicolas Defaud l'écrit, lui, avec ses mots d'historien : « une agence sociale fortement intégrée dans les réseaux paritaires (9) ».

Les critiques fusent, notamment chez les anciens qui, hier, s'opposaient à la ligne majoritaire. « Le syndicalisme qualifié abusivement de "réformiste" ne réforme rien, déclare par exemple M. Étienne Adam, ancien responsable de l'union régionale CFDT de Basse-Normandie. C'est un syndicalisme d'accompagnement, qui se plie aux règles du jeu libéral où l'enrichissement des uns se fait au prix de l'appauvrissement du plus grand nombre. » Mais attention !, tempère Georgi : « On aurait tort de voir dans la CFDT une acceptation de l'ordre établi et le deuil d'une autre société. Avec l'autogestion, il y avait aussi une logique de transformation progressive des rapports de pouvoir. C'est moins le but qui comptait que le chemin. »

« Je ne vends pas un truc parfait »

« À la CFDT, il y a une propension à croire que l'homme est bon... y compris le patron ! », souffle encore la responsable d'un des syndicats nationaux affiliés. Et une inclination à se réferer à des valeurs morales : « faire le bien » – « Je n'ai jamais cru au Grand Soir ; c'est en faisant chacun une part qu'on crée du bien », nous dit M. Berger. Ou se montrer « responsable ». Car la centrale, qui en nie l'existence chez ses concurrents contestataires – la CGT, FO ou la Fédération syndicale unitaire (FSU) –, renvoie sans cesse à une éthique de la responsabilité qui serait tout entière concentrée dans la primauté donnée au « dialogue social » et à la quête du compromis, encore trop souvent perçu, selon elle, comme une compromission.

« Le compromis responsabilise », écrit ainsi M. Jean-Paul Bouchet, ex-secrétaire général de la CFDT Cadres, aujourd'hui président de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (Agirc), dans une revue d'inspiration chrétienne. [Cf] il rend les organisations actrices (...). Le syndicalisme du compromis est celui de la fabrique de l'intérêt général (12). » Et tant pis s'il faut parfois en passer par des actes de contrition : ainsi ce regret, exprimé un jour par Chêrèque, sur les « recalculés » – ces dizaines de milliers de chômeurs qui avaient perdu leurs droits aux indemnités du fait d'un accord Unedic négocié par la CFDT en 2004 : « Nous avons fonctionné comme un gestionnaire froid, sans nous préoccuper des conséquences sur les personnes (13). »

À présent, M. Berger, qui appelle à une réinvention de la notion de progrès (14), avance cette formule : « L'objectif de l'action syndicale est de changer la société, pas de changer de société. » Comment ? En attachant par exemple, explique-t-il, un maximum de droits à la personne. Et

Ce glissement dans la perception du projet autogestionnaire s'est accompagné de la reconnaissance par le monde cédétiste du fait que deux logiques traversent l'entreprise : celle des salariés et celle des patrons, toutes deux légitimes à ses yeux. Ne sont plus remis en question ni le capitalisme ni l'économie de marché. Et adieu la perspective révolutionnaire, dans les fins et dans les moyens ! Il convient d'accepter le monde tel qu'il est pour le transformer par petites touches. « D'avancer à tout prix et de faire plutôt des petits pas que pas de pas du tout », résume une militante. Depuis le « recentrage », la crise et le chômage ont été jugés durables, et le rapport de forces avec le patronat, forcément défavorable ; dès lors, il ne restait plus qu'à négocier.

Est-ce là la seule explication ? Pas sûr. Car l'appréhension de l'entreprise comme « collectivité humaine » où les salariés « ont leur mot à dire », la croyance en l'existence d'un « bien commun » à défendre (10), le triomphe du contrat sur la loi, du compromis sur l'affrontement, du pragmatisme sur l'utopie... semblent moins marquer une rupture idéologique avec les années autogestionnaires qu'une continuité, tout aussi idéologique, avec les origines. Le christianisme social hérité de la CFTC reste un fil tendu, quoique peu reconnu, entre la CFDT de Descamps et celle de M. Berger, qui furent tous deux en leur temps secrétaire général de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC).

« Il y a, par exemple, une inspiration commune dans la vision de la société civile face à l'État, dans le principe de subsidiarité que l'on retrouve dans la doctrine sociale de l'Église », observe Guy Groux, chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Subsidiarité : ce principe politique veut que l'on confie la responsabilité d'une action à l'échelon le plus proche des personnes concernées. Il ouvre la voie, comme dans la loi travail, à l'inversion tant critiquée de la hiérarchie des normes (11). Il existe aussi, dans ces apparentements chrétiens, la dénonciation non plus du système capitaliste mais de ses seuls abus – ce que la confédération a entériné en 2014 en toiletant ses statuts.

d'énumérer en chapelet les derniers « succès » de sa centrale, arborés avec fierté : le compte personnel d'activité, la garantie jeunes, l'encadrement du temps partiel, la généralisation de la complémentaire santé, les droits rechargeables à l'assurance-chômage... toutes réformes auxquelles le quinquennat Hollande a été, selon lui, dans « l'incapacité à donner du sens ».

S'adressant aux salariés des très petites entreprises (TPE) lors des dernières élections syndicales, en janvier, le secrétaire général a précisé sa feuille de route : « Nous défendons des valeurs de justice sociale et d'émancipation, mais nous fai-

(4) Laurent Berger (CFDT) : « Le compromis, ça marche », L'Usine nouvelle, Paris, 15 décembre 2016 ; « La QVT, un levier de compétitivité », 13 novembre 2016, www.cfdt.fr

(5) Cf. Frank Georgi, *CFDT : l'identité en questions. Regards sur un demi-siècle (1964-2014)*, Arbre bleu, coll. « Le corps social », Nancy, 2014.

(6) Maillys Gantois, « Être à la CFDT ou croire en la négociation ? », dans Cécile Guillaume (sous la dir. de), *La CFDT. Sociologie d'une conversion réformiste*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Pour une histoire du travail », 2014.

(7) Cf. Jean-Claude Aparicio, Michel Pernet et Daniel Torquéo, *La CFDT au péril du libéral-syndicalisme*, Syllepse, Paris, 1999.

(8) Martine Barthélemy, Claude Dargent, Guy Groux et Henri Rey, *Le Réformisme assumé de la CFDT*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

(9) Nicolas Defaud, *La CFDT (1968-1995). De l'autogestion au syndicalisme de proposition*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009.

(10) Cf. Laurent Berger, « L'entreprise est d'abord une collectivité humaine », *Le Monde*, 21 avril 2016.

(11) Lire Sophie Bérout, « Imposition de la démocratie d'entreprise », *Le Monde diplomatique*, avril 2016.

(12) Jean-Paul Bouchet, « La fabrique de l'intérêt général », *Responsables*, revue du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants, n° 417, Paris, décembre 2012.

(13) Conférence de presse du 19 septembre 2012.

(14) Laurent Berger et Pascal Canfin, *Réinventer le progrès. Entretiens avec Philippe Frémeaux*, Les Petits Matins, Paris, 2016.

L'héritage du christianisme social

LA CFDT est née en 1964 d'une première mue fondatrice : la déconfessionnalisation de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), dans une société elle-même déjà bien sécularisée. (La CFTC, créée en 1919, a subsisté sous son sigle à l'instigation d'une minorité qui s'était opposée à la transformation.) Pour s'adapter à son époque, la nouvelle confédération souhaitait alors construire un syndicalisme laïque, « socialiste » et « démocratique » – une dynamique singulière à gauche, à l'écart du socialisme étatique.

À sa création, un « groupe de travail doctrinal » est chargé de « préciser, faire connaître (...) l'idéologie de la CFDT » (6). La centrale s'appuie sur les travaux d'intellectuels venus d'horizons variés, comme le sociologue Michel Crozier – ou, plus tard, Alain Touraine et Pierre Rosanvallon. Son socle dogmatique repose sur la volonté de « civiliser l'économie », de redonner du pouvoir aux salariés et, déjà, de valoriser la négociation,

perçue comme une « pratique démocratique », dans le cadre d'une « démocratie d'entreprise » ouvrant sur l'émancipation.

En mai 1968, la CGT, sa rivale, avec laquelle elle s'unit brièvement, concentre ses efforts sur les revendications salariales – ce qui s'avérera payant : les salaires augmenteront de 10 % en moyenne, et le salaire minimum, de 35 %. La CFDT, elle, pousse surtout les feux sur l'extension des droits syndicaux en entreprise afin de substituer des « structures démocratiques » à la « monarchie industrielle et administrative ».

Avec la CGT et FO, elle obtient la création des sections syndicales d'entreprise, qui, sur le chemin de la démocratie sociale à laquelle elle aspire, ouvriront la voie, bien plus tard, en 1982, aux lois Auroux : quatre textes sur le développement des institutions représentatives du personnel (IRP), les négociations collectives, le règlement des conflits de travail

Les ateliers de Couthures

FESTIVAL INTERNATIONAL du JOURNALISME VIVANT

du 27 au 30 juillet 2017

Pendant 4 jours, un village en bord de Garonne se transforme en une grande fête du journalisme vivant. Témoignages, spectacles, ateliers, débats, projections... Plus de 100 interventions pour mieux comprendre notre monde.

Barbara Hendricks, Allain Bougrain-Dubourg, Nassira El Moaddem, Jean-Charles de Castelbajac, Christian Clot, Claus Drexel, Brigitte Gothière, Julia Korbik

Informations et réservations : LES-ATELIERS-DE-COUTHURES.FR

Le Monde, EOBIS, IHUFFPOSTI, ANSAS diplomatique, Champagne Intercontinental, Telerama, Le Monde, DIE ZEITUNG, gazeta, LE TEMPS, La Libre, Cdiscount

AU CULTE DU COMPROMIS

pour l'ère Macron

sons aussi le choix de regarder la situation telle qu'elle est, d'apporter des réponses effectives à vos attentes et adaptées à l'entreprise. » Voilà qui est clair. Être en phase avec les attentes des salariés, au cas par cas : se dire favorable au travail dominical à la Fnac mais pas dans les hypermarchés de Carrefour ou d'Auchan (à Calais) ; protester contre les conditions de travail, comme chez Decathlon (à Agen) ; défricher de nouvelles terres syndicales – face à Uber, pour veiller aux rémunérations des conducteurs de voitures de transport avec chauffeur (VTC). Être en phase avec les attentes, donc au plus près du terrain, mais en défendant des valeurs à géométrie variable. Être pour la justice sociale, mais... « Je ne vends pas un truc parfait », concède M. Berger.

Aujourd'hui, sur ce socle imparfait, l'organisation revendique 860 000 adhésions (soit un peu moins de 4 % des emplois salariés, mais loin devant ses

concurrents), ainsi que l'affiliation de 1 100 syndicats pris dans un maillage complexe de structures professionnelles et territoriales. Les deux tiers des adhérents travaillent dans le secteur privé (principalement dans le commerce et les services, la métallurgie, les transports), un tiers dans la fonction publique (hôpitaux, secteur social, collectivités territoriales). Ils sont plutôt âgés : 80 % ont plus de 40 ans. L'ensemble, cependant, ferait preuve d'une remarquable cohérence autour de son réformisme doctrinal.

Une enquête du Cevipof sur les militants et les adhérents constate ainsi « une forte convergence des opinions et attitudes » en matière « d'engagement, de pratiques syndicales, de valeurs et de rapport au politique » (15). Le tout forme, selon les chercheurs, « un univers pragmatique, libéral en termes sociétaux et "départisanisé" », ancré à gauche autour d'un bloc central réformiste social-démocrate

(19 % des adhérents se positionnent cependant à droite ou au centre, et 20 % ni à droite ni à gauche). Et la « reconnaissance de la légitimité des valeurs du marché et de l'entreprise [y est] plus répandue » que dans le reste de la société.

À l'examen, la structure CFDT paraît elle aussi avoir absorbé cette culture d'entreprise, bousculant l'esprit confédéral. En haut se trouve la « conf' », lieu centrifuge du pouvoir où s'élaborent la pensée et la stratégie, véritable holding syndicale en lien avec l'univers des experts. En contrebas, les grandes filiales : les fédérations chapeautant les sites opérationnels, où sont produites les « négos » – le fonds de commerce. À tous les étages, des équipes de « développement » (syndical). Au besoin, la centrale organise des « événements » : ici une vaste enquête en ligne sur le travail, là le Working Time Festival (sic), une fête destinée à attirer vers le syndicalisme les salariés de moins de 36 ans.

En patron du « comex » (le comité exécutif), presque en président-directeur général, M. Berger assure pour sa part aux futurs adhérents, en vidéo, que son organisation est « mobilisée pour changer le quotidien des salariés ». Comme s'il parlait d'une marque, il en déroule la promesse : « Ça veut dire un emploi pour tous, de bonne qualité, de bonnes conditions de travail, et de quoi vivre de son travail avec un bon salaire. » Pour un peu, le secrétaire général donnerait l'impression d'embaucher !

La centrale met aussi en avant son récent « service client », Réponses à la carte (un numéro d'appel téléphonique national pour les adhérents), sa dernière application sur Internet (qui permet de tester son éligibilité au compte pénibilité) et une assistance comptabilité pour les syndicats affiliés. Ce centralisme est bien sûr fait pour aider. Mais on peut aussi voir la mainmise de la confédération sur la base. Parfois à l'excès...

La « conf' » a ainsi été condamnée en 2016 pour « abus de pouvoir » après avoir mis sous administration provisoire, hors procédure statutaire, un syndicat affilié – celui de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) – en proie à un conflit interne. Un comble pour une organisation « démocratique » qui a inscrit dans ses statuts le combat contre « toutes les formes d'abus de pouvoir » et d'« autoritarisme » ! De même, en janvier, le Syndicat commerce indépendant et démocratique (SCID, ex-Syndicat du commerce Île-de-France), affilié jusqu'à l'an passé, a obtenu la condamnation de la Fédération

des services CFDT, avec laquelle il était en conflit, pour violation... de la liberté syndicale et des règles statutaires de celle-ci à la suite, là encore, d'une mise sous administration provisoire controversée en 2014. Une autre action est pendante contre la confédération, qui avait à nouveau mis le SCID sous tutelle en 2015. Depuis, les instances dirigeantes ont réagi. Le règlement intérieur a été modifié : le bureau national peut décider « en urgence » de toutes « mesures conservatoires » destinées à « préserver les intérêts de la CFDT » (pour une durée de trois mois maximum). Concrètement : si nécessaire, prendre le contrôle d'un syndicat affilié.

Parfois, l'excès de centralisation et de verticalité crée des décalages. Entre l'idéalisme de la tête confédérale, par exemple, bercée par le dialogue social, et la réalité à laquelle est confrontée sa base (lire l'encadré ci-dessous). Maîtresse de conférences à l'université Lille-I, Cécile Guillaume en perçoit l'étendue grandissante dans les formations qu'elle dispense aux militants. « Ces acteurs – tous très investis sur des valeurs, un engagement – font le constat d'une très forte asymétrie des rapports de forces dans l'entreprise, dit-elle. Ils veulent participer mais se retrouvent figurants. Cela crée chez eux une frustration, car ils croient sincèrement aux vertus du dialogue. Or on a beau renforcer les instances, ils voient que cela ne sert pas à grand-chose. Les textes arrivent ficelés sur la table et ils se plaignent du manque de moyens face à des directions des ressources humaines outillées. »

Victoire très relative chez Renault

AINSI, chez Renault, où un accord de compétitivité a été signé en 2013 entre la direction et la CFDT – ainsi que la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC) et FO –, M. Franck Daoût, délégué syndical central, convient volontiers du « succès économique » de l'opération, notamment en matière d'emploi. Pour éviter les licenciements et les fermetures d'usines, le syndicat a accepté une augmentation du temps de travail sans compensation financière, 8 260 départs volontaires et une modération salariale, dont un gel des salaires en 2013 (l'accord a été renouvelé en début d'année). Mais M. Daoût en relativise la portée sociale : la direction des ressources humaines, interlocutrice des syndicats, a été, dit-il, « décapitée », et « le dialogue amoindri ». L'accord n'a pas vraiment réglé non plus la question des inégalités salariales, symbolisée par la rémunération stratosphérique du patron, M. Carlos Ghosn (7,2 millions d'euros en 2015, sans même l'aval des actionnaires). Ou l'augmentation du volume des dix plus fortes rémunérations de l'entreprise (+ 35 %), quand le personnel était, lui, occupé à préserver les emplois.

Au sentiment d'impuissance s'ajoute l'impression de prêcher parfois dans un désert. Le vertigineux échec de la parti-

icipation (7,35 %) aux dernières élections dans les très petites entreprises (TPE), en janvier, a plombé le travail militant sur ce terrain qui concentre plus de la moitié des emplois en France. La CFDT y a obtenu 15,4 % des voix ; la CGT, 25,1 %. Depuis plus d'un siècle, l'effort de démocratisation des entreprises, idée chère à la CFDT, s'est de fait concentré sur les plus grandes sociétés : là où se trouvent l'essentiel de ses adhérents (les trois quarts travaillent dans des entreprises de plus de cinquante salariés), où peuvent vivre les institutions représentatives du personnel (IRP) – et où sont regroupés les salariés les plus insérés dans le système. Mais aussi là où, désormais, les logiques financières et la fragmentation de la chaîne de valeur par la sous-traitance mettent à mal l'efficacité du dialogue social (16).

Politiquement, la CFDT ne veut rouler pour personne. Elle s'est contentée de s'opposer au Front national avant le second tour de l'élection présidentielle, tout en ne sanctionnant pas son représentant de Whirlpool qui avait soutenu publiquement M^{me} Marine Le Pen. Mais son secrétaire général identifie les principaux freins aux objectifs de sa centrale : « Un patronat qui, dans sa composante organisée, ne comprend rien au dialogue social, une gauche qui considère qu'elle est la représentante des travailleurs sans avoir repensé le travail dans l'entreprise, et une droite qui a une vision réactionnaire des syndicats. » Bref, « des acteurs qui ne croient pas à la démocratie sociale ». On ramène donc M. Berger à la réalité du rapport de forces en entreprise : « Eh bien, si nous ne sommes pas assez forts, il faut accepter de dire que le syndicalisme n'a pas d'avenir ! » On soupèse, une fois encore, la foi du charbonnier.

JEAN-MICHEL DUMAY.

(15) Martine Barthélemy, Claude Dargent, Guy Groux et Henri Rey, *op. cit.*

(16) Cf. « Le dialogue social en France face aux recompositions de la chaîne de valeur », avril 2015, www.cfdt.fr

LIRE SUR NOTRE SITE INTERNET

« Malaise dans la représentativité syndicale », par Karel Yon

www.monde-diplomatique.fr/57552



THOMAS LEROOY. – « Split » (Scission), 2011

L'unanimité au prix de la dépolitisation

« LA CENTRALISATION s'est exercée de manière plus forte encore à la CFDT [Confédération française démocratique du travail] que dans les autres centrales, et l'homogénéité des organes de décision y est croissante », analyse Martine Barthélemy, chercheuse à Sciences Po (1). Remarquable que l'adhésion majoritaire à l'idéologie du réformisme a été acquise au fil des ans « au prix d'une évacuation de toute contestation », elle mentionne « l'existence d'un unanimisme qui cimente l'univers des adhérents à la base de la CFDT ». Ce qui, selon elle, a un coût : leur dépolitisation. Et une possible conséquence : « un affaiblissement des capacités de réflexion collective de l'organisation ».

La CFDT, organisation monolithique ? « Vue de l'extérieur, on peut le croire, concède son secrétaire général, M. Laurent Berger. Mais dans les débats de militants, sur le terrain où je me rends deux fois par semaine, je me fais interpellé. » Certes. Néanmoins, on cherche encore, dans les amendements déposés en 2014, lors du dernier congrès, la trace de quelques oppositions minoritaires, d'une confrontation d'idées... Si : une proposition discrète pour sortir du credo de la croissance – rejetée. L'autonomie fonctionnelle de la base, mise en avant, paraît plus l'engluer dans les réalités du terrain

que l'inciter aux joutes d'appareil. Au printemps 2016, cependant, le projet de loi travail a pu laisser penser que l'unanimité n'était que de façade. La position de la confédération, vite ralliée à la réécriture du gouvernement, a créé des remous en interne et suscité, outre une forte perplexité, quelques communiqués frondeurs. Apparemment, ce n'était qu'un coup de vent.

À Montpellier, le responsable de l'union locale, M. Jean-Louis Garcia, qui « ne voulait pas être complice de ça », a claqué la porte après trente-neuf ans de fidélité au cédétisme et trouvé refuge à... la Confédération générale du travail (CGT). « Autrefois, dit-il, à la CFDT, ça bougeait, ça débattait sur le fond. On m'a dit : "Tu as deux congrès de retard." » Il assure que « les gens hésitent à dire ce qu'ils pensent à cause du mandat [d'élus], car, quand on ne l'a plus, on le paie cher ». Mais à l'échelon régional, où l'on confie que les positions n'étaient pas unanimes, on explique qu'il s'agissait là d'un cas isolé. Tout comme cela l'a été dans la restauration ferroviaire, où, à Lyon-Perrache, de fortes têtes ont appelé à manifester.

L'appareil confédéral a téléphoné, s'est déplacé, a fait un travail de « pédagogie ». À la CFDT Culture, où l'on a appelé à la grève – contre les instances – le 31 mars 2016, « on s'est fait appeler Arthur ! », reconnaît

M^{me} Michèle Ducret, sa secrétaire générale. Elle évoque « un problème, surtout, sur la méthode plus que sur le fond » : « On est maintenant rentrés dans le rang. » Comme à Symétal Sud-Francilien, syndicat CFDT de la métallurgie, auquel M. Berger a, depuis, rendu visite. Et qui indique « être dans la même ligne que la conf' ». L'an passé, pourtant, la position de la confédération laissait les métallos « sur [leur] faim », le texte adopté étant jugé « encore dangereux ».

« C'est vrai qu'on a été nombreux à avoir été chiffonnés », admet M^{me} Isabelle Bordes, ex-secrétaire générale de la CFDT Journalistes. Mais la révolte, via la Fédération de la culture, du conseil et de la communication (F3C), n'a pas prospéré. Elle reconnaît : « Sur la primauté donnée aux accords d'entreprise, la confédération faisait preuve d'un idéalisme qui n'était pas partagé. » Mais, las, sur ce projet « décidé d'en haut », « les dés étaient jetés ».

J.-M. D.

(1) Martine Barthélemy, « Une mutation trop bien réussie ? », dans Martine Barthélemy, Claude Dargent, Guy Groux et Henri Rey, *Le Réformisme assumé de la CFDT*, Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

La Palestine, toujours

Le 5 juin 1967 à l'aube, l'armée israélienne détruit au sol l'aviation militaire égyptienne. En six jours, elle conquiert le Sinaï, le Golan syrien et la partie de la Palestine historique qui avait échappé à son contrôle en 1948 : la Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza. Cinquante ans plus tard, l'occupation se poursuit, mais la stratégie d'éradication de l'aspiration nationale palestinienne se heurte à une résistance enracinée dans une longue histoire.

PAR ALAIN GRESH *



La conférence de presse de de Gaulle dure 1h30, en présence d'un millier de journalistes. Répondant aux questions de ces derniers, il évoque les différents dossiers du moment: les problèmes économiques, l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, son voyage au Québec. Puis vient la question du Proche-Orient.



des Peaux-Rouges ou à celui des populations « autochtones » exterminées lors des conquêtes de l'Amérique du Nord, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande. Ou encore ils se dissoudraient dans un environnement arabe propice: ne parlaient-ils pas la même langue, ne partageaient-ils pas la même culture, souvent la même religion, que les populations qui les accueillait?

Israël dénonça le refus des pays arabes d'assimiler ou même d'intégrer les réfugiés. Pourtant, ce furent les Palestiniens qui rejetèrent toute tentative d'implantation dans les pays d'accueil – leur premier acte de résistance. Ils repoussèrent même, dans un premier temps, l'idée de construire en dur dans les camps où ils étaient parqués. À Gaza, alors que le nouveau pouvoir égyptien des Officiers libres, dirigé par Gamal Abdel Nasser, signait en juillet 1953 un accord avec l'UNRWA (3) prévoyant l'installation dans le Sinaï de dizaines de milliers de réfugiés, de violentes manifestations palestiniennes refusèrent cette forme d'implantation. Le retour restait le seul rêve acceptable.

Le militant pacifiste israélien Uri Avnery a rapporté cet éclairant dialogue durant la guerre de 1956 (4) et la première et courte occupation israélienne de Gaza, alors qu'il était soldat: « J'avais interrogé un garçon arabe vivant dans un camp de réfugiés: "D'où es-tu?", lui avais-je demandé. "D'Al-Koubab", avait-il dit. J'avais été frappé par cette réponse... parce que ce garçon était âgé de 7 ans. Il était donc né à Gaza après la guerre et n'avait même pas vu Al-Koubab, un village qui avait cessé d'exister depuis longtemps (5). » Soixante ans plus tard, alors que la majorité des Palestiniens est née en exil, les réponses des enfants comme des adultes restent les mêmes: ils appartiennent au village d'où leur famille a été expulsée. Le mouvement sioniste, qui a fait d'une prière vieille de plusieurs milliers d'années (« L'an prochain à Jérusalem ») un mot d'ordre politique, devrait comprendre cet attachement.

C'est sur cette détermination au-delà de la défaite que devait se reconstruire le mouvement national palestinien après la Nakba. Le contexte régional y contribua. La création d'Israël ébranla le Proche-Orient et accéléra l'écroulement des régimes arabes occidentaux. On assista à l'accession de Nasser au pouvoir en Égypte en 1952, à la montée d'un nationalisme révolutionnaire dans toute la région, à la chute de la monarchie en Irak en 1958. Cette effervescence ainsi que la rivalité et la surenchère entre les pays arabes soucieux d'effacer le souvenir d'une humiliante défaite face à Israël aboutirent à une décision de la Ligue arabe: la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1964. Parallèlement, une organisation jusque-là inconnue, le Fatah, lança ses premières opérations armées contre Israël le 1^{er} janvier 1965. La nouvelle débâcle arabe de juin 1967 (6) créa les conditions d'une autonomisation de la lutte palestinienne. Le 1^{er} février 1969, le chef du Fatah, Yasser Arafat, était élu président du comité exécutif de l'OLP.

Le mouvement national palestinien s'installait dans un paysage international marqué par la lutte des peuples d'Indochine contre l'intervention américaine, les guérillas en Amérique latine, l'émergence des mouvements armés contre le colonialisme portugais et contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. L'écrivain Jean Genet, dans *Un captif amoureux*

(1986), résumait ces rêves: la Palestine était au cœur d'« une révolution grandiose en forme de bouquet d'artifice, un incendie sautant de banque en banque, d'opéra en opéra, de prison en palais de justice ».

Cet espoir fit long feu. Empêtrés dans les conflits internes libanais, visés par les opérations israéliennes dans les territoires occupés comme au Liban, victimes des divisions du monde arabe et des ingérences de certains des pays de la région (Irak, Syrie, Jordanie) dans leurs affaires, les Palestiniens durent se replier sur des objectifs plus limités et une acceptation de l'idée de partage de la Palestine. Renonçant petit à petit à la lutte armée et aux « actions extérieures », notamment les détournements d'avions, qui firent connaître leur cause dans le monde entier et que les États occidentaux qualifiaient de « terroristes », ils s'engagèrent dans l'action diplomatique et politique, dans la construction d'institutions plus ou moins stables (organisations de jeunesse, de femmes, syndicats, union des écrivains, etc.).

Un sentiment de supériorité à l'égard des « indigènes »

S'appuyant notamment sur la mobilisation grandissante des populations de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est, occupés en 1967, l'OLP conquiert une stature internationale; Arafat fut invité à intervenir à l'Assemblée générale des Nations unies le 13 novembre 1974. L'OLP fut alors reconnue par la grande majorité des États, à l'exception d'Israël et des États-Unis, ces derniers attendant les années 1990 pour changer de position. L'Europe et la France contribuèrent, dans les années 1980, à faire entériner deux principes: le droit des Palestiniens à l'autodétermination et la nécessité d'un dialogue avec leur représentant, l'OLP.

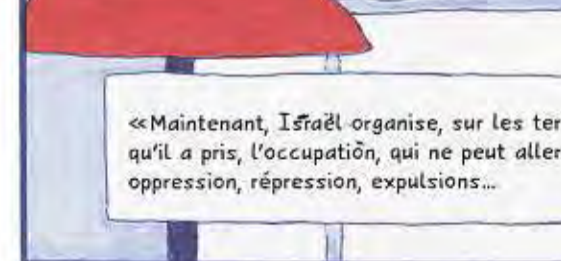
Il fallut encore l'Intifada, qui éclata en décembre 1987, et la fin de la guerre froide pour aboutir aux accords d'Oslo, signés à Washington le 13 septembre 1993 entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, sous le parrainage du président américain William Clinton. Le 1^{er} juillet 1994, Arafat installa, à Gaza et Jéricho d'abord, l'Autorité palestinienne. En principe, le flou des textes signés devait être compensé par la reconnaissance d'un principe clair: l'échange de « la paix contre les territoires », la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël, dans les frontières du 4 juin 1967. On le sait, ce « processus de paix » déboucha sur un échec patent. Malgré l'« autonomie » octroyée, la vie quotidienne des Palestiniens se détériora; les difficultés de déplacement se multiplièrent en même temps que les barrages militaires. La colonisation progressa inexorablement, sous les gouvernements israéliens de gauche comme de droite.

On peut disserter sur les diverses explications de cet échec, mais la principale porte sur le caractère colonisateur de l'entreprise sioniste. Celle-ci a nourri un sentiment de supériorité vis-à-vis des populations « indigènes », qui pousse les dirigeants israéliens à refuser de reconnaître aux Palestiniens, dans les faits, l'égalité et le droit à l'autodétermination. Si la sécurité d'un Israélien est précieuse pour le gouvernement de Tel-Aviv, celle d'un Palestinien ne vaut pas grand-chose à ses yeux.

Deux ans plus tard, de Gaulle écrira ses Mémoires.



Enfin, à cette conférence de presse, la partie la plus importante de mon discours au conflit du Proche-Orient.



La défaite de la seconde Intifada, qui a éclaté en septembre 2000, a entraîné un affaiblissement sensible de l'Autorité palestinienne, la division entre Gaza – sous le contrôle du parti islamiste Hamas – et la Cisjordanie – sous celui du Fatah d'Arafat. Sont toutefois intervenus des succès diplomatiques indéniables, comme l'acceptation de la Palestine comme membre observateur des Nations unies et sa reconnaissance diplomatique par une centaine d'États (mais pas la France). Autre accomplissement: la consolidation d'un nationalisme vigoureux qui dépasse les appartenances locales et les expériences multiples de l'exil. Ni les divisions internes ni les efforts israéliens n'ont amené les Palestiniens à résipiscence. Non seulement ils s'accrochent à leurs maisons, mais ils

À LA FIN AVRIL 2017, un certain nombre d'élus républicains du Congrès américain ont créé un groupe (caucus) baptisé « Israel Victory » (1). « Nous croyons, disent-ils, qu'Israël est victorieux dans la guerre et que ce fait doit être reconnu si on veut aboutir à la paix entre Israël et ses voisins. » Il faut, explique l'un de ses membres, l'universitaire Daniel Pipes, qu'Israël « impose sa volonté à l'ennemi ». Comme en écho, plusieurs centaines de prisonniers politiques palestiniens déclenchent une grève de la faim à l'appel du plus connu d'entre eux, M. Marouane Barghouti – leur manière de proclamer haut et fort que la résistance continue et que les illusions sur leur anéantissement se dissipent une fois de plus. Car ce n'est pas la première fois qu'Israël et ses alliés fantasment sur la capitulation, voire sur la disparition, des Palestiniens.

« Les réfugiés trouveront leur place dans la diaspora. Grâce à la sélection naturelle, certains résisteront, d'autres pas. (...) La majorité deviendra un rebut du genre humain et se fondra dans les couches les plus pauvres du monde arabe (2). » Influent dirigeant sioniste travailliste, futur premier ministre d'Israël, Moshe Sharett prophétisait, au lendemain de la guerre israélo-arabe de 1948-1949, le funèbre avenir des 700 000 Palestiniens expulsés de leurs foyers.

Ceux-ci venaient de subir une lourde défaite, le territoire prévu pour leur État par le plan de partage des Nations unies, voté le 29 novembre 1947, se voyant divisé en trois: une partie (notamment le nord de la Galilée) conquise par Israël; la Cisjordanie et Jérusalem-Est annexés par le royaume hachémite de Jordanie; et enfin un petit territoire, Gaza, passé sous contrôle égyptien, avec une certaine autonomie. Leurs institutions ayant sombré dans la tourmente, ils se retrouvaient sans direction politique.

Naissance d'un mouvement de libération

Cette catastrophe (nakba en arabe) faisait suite à une autre déroute: l'écrasement de la grande révolte palestinienne de 1936-1939 – une insurrection civile et militaire exigeant la fin de la présence britannique et l'arrêt de l'immigration juive. Ce soulèvement fut réprimé par les troupes de Sa Majesté alliées aux milices armées sionistes, ces dernières acquérant dans les combats les armes (fournies par Londres) et les compétences qui permirent leur victoire face aux armées arabes en 1948-1949.

Relégués sous des tentes dans les pays limitrophes ou demeurés sous contrôle israélien, les Palestiniens semblaient appelés à disparaître, comme le prédisait Sharett. Leur sort s'apparenterait à celui

* Directeur du journal en ligne Orient XXI.

LES SIX JOURS

recommencée



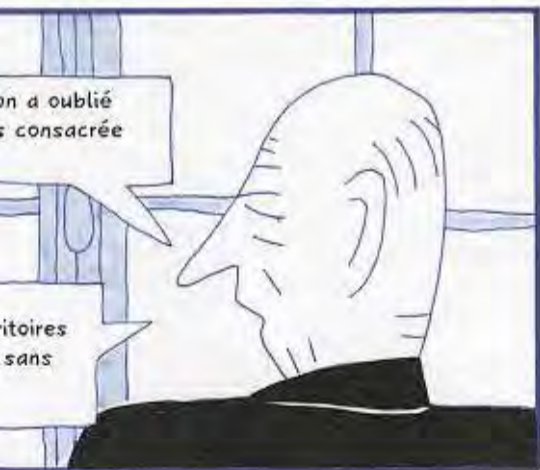
Les juifs, jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur...



Pourtant, Ben Gourion m'a écrit le 5 décembre 1967 pour rejeter ces accusations d'antisémitisme.



Ayant été Premier ministre d'Israël à l'époque de la IV^e République, je sais que les relations amicales avec la France, depuis la renaissance de l'État d'Israël, se sont poursuivies même sous la V^e République, et je n'ai aucun besoin de m'attendre à une amitié plus fidèle et plus sincère que la vôtre.



on a oublié
s consacrer

itoires
sans

Quelle nouvelle stratégie les Palestiniens adopteront-ils ? Il faudra du temps pour reconstruire un projet ; la page ouverte par la guerre de juin 1967 est définitivement refermée avec l'échec d'Oslo, et le débat les divise. Faut-il abandonner l'idée du partage ? Faut-il revendiquer un seul État ? Faut-il dissoudre l'Autorité palestinienne ? Quelle place doit occuper la violence ? Même le Hamas, réputé pourtant pour sa discipline, n'échappe pas au débat, comme en témoigne son nouveau programme, qui accepte pour la première fois clairement l'idée d'un État dans les frontières de 1967 (8).

La portée symbolique d'un conflit

Mais, comme l'expliquent deux universitaires palestiniennes, « en l'absence de clarté sur la solution politique définitive, les objectifs centraux restent les droits fondamentaux, qui sont les éléments essentiels du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et doivent faire partie de toute solution politique future : la libération de l'occupation et de la colonisation, le droit des réfugiés à retourner dans leurs foyers et à leurs propriétés (9), et la non-discrimination et la pleine égalité des citoyens palestiniens d'Israël. Ces trois objectifs, en tant qu'éléments essentiels de l'autodétermination, sont exposés de manière éloquent dans l'appel de la société civile palestinienne pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) contre Israël jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints (10) ».

Le mouvement BDS, lancé le 9 juillet 2005 à l'appel de 171 organisations non gouvernementales, marque une étape dans l'histoire palestinienne : le relais pris par la société civile face à l'impuissance des forces politiques. Cette mobilisation pacifique pour l'égalité des droits, que certains gouvernements occidentaux, dont celui de la France, tentent de criminaliser, rassemble largement, de l'Amérique latine à l'Asie en passant par l'Europe, comme on a pu le voir durant la guerre de Gaza de l'été 2014. Pourquoi ?

Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, deux causes principales ont mobilisé par-delà les frontières : le Vietnam, puis l'Afrique du Sud. Le nombre de morts n'a pas été la cause centrale de ces indignations. L'opinion publique internationale ne mesure pas ses réactions à la seule aune d'une comptabilité macabre ; elle est aussi sensible à la portée symbolique des situations. À un moment donné, un conflit peut déborder le cadre étroit de sa localisation géographique pour acquérir une signification universelle, pour exprimer la vérité d'une époque. Malgré leurs dissemblances, le Vietnam et l'Afrique du Sud se situaient tous deux sur la ligne de faille entre le Nord et le Sud, et ils étaient tous les deux des conflits à dimension coloniale.

C'est aussi le cas de la Palestine ; mais le contexte a changé. Déjà, l'expérience sud-africaine, avec le projet du Congrès national africain (ANC) d'une « société arc-en-ciel » intégrant les Blancs – en opposition aux théories du « pouvoir noir » –, avait révélé un changement d'époque (lire l'article page 16) ; la lutte armée n'était plus le chemin unique, des voies nouvelles pouvaient être explorées pour la libération, l'égalité des droits était au centre des revendications.

Avec la Palestine, le conflit le plus long de l'époque contemporaine, nous dépassons le différend purement territorial. Plus qu'une question de sol, c'est avant tout une question de justice, ou plutôt d'injustice sans cesse recommencée. Dans



Images tirées de la bande dessinée d'Alain Gresh et Hélène Aldeguer, *Un chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française* (La Découverte, Paris, 2017).

les territoires occupés, la population est confrontée à un phénomène qui a disparu ailleurs : un colonialisme en marche. Depuis 1967, Israël a installé en Cisjordanie et à Jérusalem-Est plus de 650 000 colons, une pratique que la Cour pénale internationale qualifie de « crime de guerre ». La vie quotidienne des Palestiniens est marquée par la confiscation de leurs terres, la destruction de leurs maisons, les arrestations – la majorité de la population adulte masculine est passée par la case prison –, la torture, une armée qui tire à vue, la construction d'un mur qui ne « sépare » pas deux populations mais concourt à enfermer l'une d'elles. Se dessine un archipel de bantoustans (11), contournés par des routes spéciales réservées aux Israéliens – une forme de ségrégation qui n'existait même pas en Afrique du Sud. La population est gouvernée par des lois spéciales, un régime qui ressemble par bien des traits à de l'apartheid : deux populations sur la même terre (Cisjordanie et Jérusalem-Est), Palestiniens et colons, soumis à des législations différentes, passibles de tribunaux distincts (12).

À travers le monde, des millions de personnes ont pu se projeter dans le combat que mènent les Palestiniens. Il renvoie à leur propre révolte contre les discriminations et pour l'égalité des droits. À la figure du Palestinien peuvent s'identifier le jeune des quartiers relégués de l'Occident, l'Indien expulsé de

ses terres ou l'Irlandais fier de son combat passé contre le colonialisme britannique. Même si elle est loin de garantir un triomphe dans leur combat, cette solidarité reste l'un des atouts majeurs des Palestiniens et une garantie, au-delà de leur propre détermination, que leur cause demeurera vivante.

Le 2 novembre 1917, lord Arthur James Balfour signait une lettre déclarant que le gouvernement britannique « envisage[ait] favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif [dans une première version, il avait écrit « la race juive »] et emploiera[it] tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif ». « Une nation, résumera plus tard l'écrivain Arthur Koestler, qui combattit aux côtés des organisations sionistes, a solennellement promis à une autre le territoire d'une troisième. » Cette entreprise coloniale a inauguré un long siècle d'instabilité, de guerres, de rancœurs et de haines. Elle a alimenté et alimente toujours toutes les frustrations dans la région (lire l'encadré). Résoudre le drame palestinien ne ramènera pas d'un coup la paix ; mais, tant que durera l'occupation, il n'y aura ni paix ni stabilité au Proche-Orient.

ALAIN GRESH.

(1) « New Republican pro-Israel caucus wants Palestinians to admit defeat », Jewish Telegraphic Agency, 27 avril 2017.

(2) Cité dans Alain Gresh et Dominique Vidal, *Palestine 47. Un partage avorté*, Complexe, Bruxelles, 1994 (1^{re} éd. : 1987).

(3) Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, créé le 8 décembre 1949.

(4) En réponse à la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez par Nasser, le 26 juillet 1956, la France, le Royaume-Uni et Israël lancèrent une offensive contre l'Égypte. Victorieuse sur le plan militaire, celle-ci s'acheva piteusement à la suite des pressions des États-Unis et de l'URSS.

(5) Cité dans *Palestine 47*, op. cit.

(6) La guerre de juin 1967, troisième guerre israélo-arabe après celle de 1948-1949 et celle de 1956, vit la défaite de l'Égypte, de la Syrie et de la Jordanie. Israël conquit le Sinaï, le Golan syrien, la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est.

(7) Ce thème de l'échec relatif de l'entreprise de colonisation de peuplement est développé dans *De quoi la Palestine est-elle le nom ?*, Actes Sud, Arles, 2012.

(8) Cf. Leïla Seurat, « Révolution dans la révolution au Hamas », OrientXXI.info, 1^{er} mai 2017.

(9) La résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée le 11 décembre 1948, indique notamment qu'« il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible » et que « des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers ». La résolution 3236 (1974) confirme ces dispositions.

(10) Nadia Hijab et Ingrid Jaradat Gassner, « Parler de la Palestine : Quel cadre d'analyse ? Quels objectifs et quels messages ? », Agence Médias Palestine, 12 avril 2017.

(11) Les bantoustans étaient des régions créées par le pouvoir blanc d'Afrique du Sud pour les populations noires et ne disposant que de pouvoirs très limités. Cf. aussi la carte publiée dans *L'Atlas du Monde diplomatique*, « L'archipel de Palestine orientale », 2009.

(12) Cf. Céline Lebrun et Julien Salingue (sous la dir. de), *Israël, un État d'apartheid ? Enjeux juridiques et politiques*, L'Harmattan, coll. « Comprendre le Moyen-Orient », Paris, 2013.

Un foyer d'instabilité

ON TIRE parfois argument des massacres en Syrie ou du chaos libyen pour relativiser l'importance géopolitique de la Palestine. Pourtant, ce conflit pèse dans une aire qui n'a jamais été aussi divisée. La cause palestinienne reste la seule qui fasse l'unité de tous les courants politiques et idéologiques du monde arabe, islamistes ou communistes, nationalistes ou libéraux. Pour chaque habitant de la région (et, au-delà, du monde musulman), elle incarne une injustice fondamentale, un déni du droit international, résultat de la politique occidentale et de son appui à Israël.

La situation de la Palestine alimente depuis soixante-dix ans les frustrations, mais aussi la déstabilisation régionale. Elle a provoqué l'effondrement des régimes pro-occidentaux après la guerre de 1948-1949 ; elle a favorisé l'éclatement des guerres israélo-arabes en 1956, 1967 et 1982. Elle renforce désormais les groupes transnationaux, que ce soit Al-Qaïda ou l'Organisation de l'État islamique, qui s'implantent dans certains camps palestiniens.

C'est le général David Petraeus, alors chef du Centcom, la zone militaire américaine comprenant l'ensemble du Proche-Orient, qui en a fait le constat devant la commission des forces armées du Sénat des États-Unis en mars 2010 : « Les hostilités persistantes entre Israël et certains de ses voisins sont à différents égards un défi à notre capacité à faire avancer nos intérêts dans notre zone de responsabilité. Les tensions israélo-palestiniennes se transforment souvent en violences et en confrontations armées à grande échelle. Le conflit suscite un sentiment anti-américain, en raison de ce qui est perçu comme du favoritisme des États-Unis à l'égard d'Israël. La colère arabe sur la question palestinienne limite la puissance et la profondeur de nos partenariats avec des gouvernements et des peuples de cette zone, et affaiblit la légitimité des régimes modérés dans le monde arabe. Pendant ce temps, Al-Qaïda et d'autres groupes militants exploitent cette colère pour mobiliser. » On ne saurait mieux dire.

A. G.

revendiquent fièrement leur identité, sous occupation ou dans l'exil. Aujourd'hui, sur le territoire de la Palestine mandataire, on dénombre, selon le Bureau central palestinien des statistiques, autant de Palestiniens (plus de six millions en comptant ceux d'Israël) que d'Israéliens juifs : un cauchemar pour les dirigeants sionistes qui rêvaient d'une « terre sans peuple » (7).

« Ranimer le processus de paix » relève désormais de l'illusion – sauf aux yeux du président Mahmoud Abbas et de la « communauté internationale », qui voit dans le maintien de son administration sous respiration artificielle une nécessité pour justifier son immobilisme et son absence de proposition innovante fondée sur le droit international.

L'Afrique du Sud lassée de ses libérateurs

Coup dur pour l'Afrique du Sud : fin mai, General Motors annonce son retrait du pays. Mille cinq cents emplois directs sont menacés et plusieurs milliers d'autres sont indirectement en jeu. Cette décision n'est qu'une illustration du trou d'air que traverse la première économie du continent. Sur fond de tensions sociales, de corruption et de violence, le pays de Nelson Mandela cherche un nouveau souffle.

PAR SABINE CESSOU *

EAU, ÉLECTRICITÉ, ÉCOLE... L'Afrique du Sud bat tous les records de manifestations pour réclamer le bon fonctionnement des services publics. L'agitation sociale était déjà forte dans les années qui ont suivi l'élection de M. Jacob Zuma à la présidence du pays, en 2009 (1). Elle atteint aujourd'hui de nouveaux sommets, et vise notamment le chef de l'État, âgé de 74 ans et réélu en 2014 pour cinq ans. Le 7 avril, une marée humaine a déferlé dans toutes les grandes villes du pays. « Zuma must fall » (« Zuma doit tomber »), pouvait-on lire sur les pancartes ; un slogan dérivé de celui des manifestations étudiantes qui secouent le pays depuis septembre 2015, « Fees must fall » (« Les frais d'inscription doivent baisser »). Ce mot d'ordre est lui-même inspiré d'un autre mouvement de

protestation qui, parti de l'université du Cap en 2014, visait à déboulonner les statues du colon britannique Cecil John Rhodes, symbole de la suprématie blanche : « Rhodes must fall ».

Le gouvernement du Congrès national africain (ANC) promet depuis la fin de l'apartheid, en 1991, et l'avènement de la démocratie, en 1994, « une vie meilleure pour tous ». Mais, adepte des mesures libérales, il se montre incapable d'élaborer la moindre politique éducative et laisse les universités fixer elles-mêmes leurs droits d'inscription. Face aux doléances des étudiants, les autorités envoient la police, comme elles l'avaient fait à Marikana en 2012 lors des grèves de mineurs. Il en avait résulté le premier massacre de l'ère post-apartheid (trente-quatre morts).

Vote sanction pour l'ANC aux municipales

PRETORIA et Johannesburg ont replongé en février dans un nouveau cycle de violences xénophobes contre les immigrés, en particulier zimbabwéens, mozambicains, congolais et nigériens, comme en 2008 et en 2015. Un baromètre du malaise dans les faubourgs noirs. Le chômage frappe 27 % des actifs, selon un taux officiel sous-estimé, qui ne prend pas en compte les deux millions de personnes ayant renoncé à chercher un emploi. La pauvreté reste endémique (42 % de la population) et touche surtout la majorité noire, soit 79 % des 55 millions de Sud-Africains.

L'exaspération est palpable dans un pays où les citoyens voudraient tout voir « tomber » sauf le rand, la devise nationale. Or celle-ci a perdu 8 % de sa valeur en une semaine, début avril, après le limogeage, le 30 mars, du ministre des finances Pravin Gordhan. Son tort ? Avoir préconisé la transparence dans la gestion des finances publiques, face à un président qui s'est discrédité par de nombreux scandales.

Au terme d'un long bras de fer avec la médiatrice de la République, M^{me} Thuli Madonsela, M. Zuma a dû se résoudre à rembourser, en septembre 2016, les 480 000 euros de deniers publics dépensés pour rénover sa résidence privée de Nkandla, son village natal. Népotisme et corruption ont aussi permis à l'une de ses filles, une étudiante en art de 25 ans, d'être bombardée en 2014 directrice des ressources humaines au ministère des télécommunications, avec des émoluments de 100 000 euros par an. Son neveu, M. Clive Khulubuse Zuma, est désormais un magnat minier à la réputation sulfureuse, qui détient des sociétés, des contrats publics et des intérêts pétroliers jusqu'en

République démocratique du Congo (RDC). Il appartient à cette bourgeoisie noire amatrice de cigares et de voitures de collection, étroitement liée au pouvoir et dépourvue de toute compassion pour les laissés-pour-compte. En 2015, il a été condamné pour la faillite frauduleuse d'une mine d'or qui avait entraîné la disparition de cinq mille emplois.

Cette succession d'affaires intervient sur fond de conjoncture économique défavorable. Pays à revenu intermédiaire, avec un produit intérieur brut par habitant de 6 800 dollars par an, l'Afrique du Sud a décroché, à la suite de la crise financière internationale de 2008, du long cycle de croissance qu'elle avait connu dans les années 2000. Les grèves dans le secteur minier et la chute des cours mondiaux des minerais perturbent l'activité. Après seulement 1,3 % en 2015, la croissance serait d'à peine 0,3 % en 2016, selon les perspectives économiques régionales du Fonds monétaire international en avril 2017. Le phénomène climatique El Niño a provoqué la pire sécheresse depuis trente ans. Traditionnel exportateur et plus gros producteur africain de maïs, le pays a dû en importer en 2016. Les ménages, endettés à hauteur de 78 % du revenu disponible, vivent au-dessus de leurs moyens, attirés par une offre abondante de biens de consommation.

Dans ce contexte, le limogeage du ministre des finances a provoqué un recul du pays auprès des agences de notation internationales. Même au sein de son parti, le président Zuma se retrouve ouvertement contesté. Plus une semaine ne se passe sans qu'un haut responsable de l'ANC, y compris le porte-parole du parti au pouvoir, n'appelle publiquement à son départ. La fronde est telle que le 1^{er} mai, lors de la Fête du travail, le chef de l'État, hué par les syndicats, n'a pas pu prononcer son discours.

Sous l'écume de la contestation, de puissants mouvements de fond laissent cependant présager une recomposition politique à la fois rapide et pacifique – un fait inhabituel sur le continent africain. En Algérie, au Zimbabwe et en Angola, les anciens mouvements de libération nationale ont plutôt eu tendance à se transformer en partis-États déterminés à conserver le pouvoir coûte que coûte. L'Afrique du Sud pourrait faire exception, en raison de sa trajectoire unique. « *Vingt-six ans après la fin officielle du régime raciste, ses espoirs, portés par une classe moyenne désormais multiraciale et des contre-pouvoirs efficaces – justice, presse et syndicats –, sont plus exigeants* », nous explique le politiste William Gumede, professeur à l'université du Witwatersrand.



THEMBA SHIBASE. – « Decomposing Figure 3 » (Personnage en décomposition 3), 2009

Les élections municipales du mois d'août 2016 ont donné lieu à un vote sanction. L'ANC a perdu la gestion de trois des plus grandes villes du pays : Johannesburg – la capitale économique –, Tshwane – anciennement Pretoria, la capitale administrative – et l'agglomération portuaire et industrielle de Nelson Mandela Bay (nouveau nom de Port-Elizabeth). Ces municipalités sont passées aux mains de l'Alliance démocratique (DA), principal parti d'opposition, de tendance libérale, qui a récolté 26,5 % des voix, contre 54 % à l'ANC.

Gestionnaire de la mairie du Cap depuis 2006 et de la province du Cap-Ouest depuis 2009, cet ancien parti de Blancs et de métis a choisi de se déracialiser et de se rajeunir. Sa dirigeante, M^{me} Helen Zille, qui est blanche, a cédé sa place en mai 2015 à M. Mmusi Maimane. Ce jeune Noir charismatique de 36 ans, né à Soweto, entrepreneur et prêcheur évangélique marié à une Sud-Africaine blanche, clame que le temps est venu de « se libérer des libérateurs ». Diplômé de psychologie, titulaire de deux maîtrises – l'une en administration publique, l'autre en théologie –, il interpelle sans ambages le président Zuma au Parlement en zoulou : « *J'accepte de vous appeler "Votre Excellence", même si vous n'avez rien d'excellent*. » Adepte du libéralisme économique, il préconise cependant les politiques de redistribution des richesses et de correction des inégalités que l'ANC n'a pas mises en œuvre. Ironie de l'histoire, qui laisse en suspens le sort des populations défavorisées : l'affrontement entre « parti noir » et « parti blanc » a laissé la place à une possible alternance entre des partis séduits, avec des nuances et des variantes, par les politiques libérales.

Autre signe de vigueur démocratique : une nouvelle centrale a été lancée le 20 avril par le Syndicat des ouvriers de la métallurgie (Numsa), le plus grand du pays, qui a entraîné d'autres organisations dans son sillage. La nouvelle Fédération des syndicats sud-africains (Safu) revendique 700 000 adhérents. Elle a vidé d'une partie de ses forces le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), allié historique du parti au pouvoir et du Parti communiste sud-africain (SAPC), avec lesquels il

forme une alliance tripartite depuis 1994. Avec 1,5 million d'adhérents, le Cosatu reste puissant, mais il redoute de voir d'autres affiliés rallier la Safu.

Le populaire Zwelinzima Vavi, 55 ans, ex-secrétaire général du Cosatu et nouveau secrétaire général de la Safu, figure parmi les critiques les plus féroces du gouvernement Zuma. « *Absolutely No Consequences* » (« absolument sans incidence »), c'est le surnom qu'il a donné à l'ANC en novembre 2012, dans un tweet resté célèbre. Il dénonçait la culture de l'impunité qui règne au sommet du parti

Déclin de la politique étrangère

Monsieur Zuma souhaite que son ex-épouse, M^{me} Nkosazana Dlamini-Zuma, lui succède, ce qui pourrait le protéger de prévisibles poursuites. La justice envisage en effet de relancer 783 chefs d'inculpation à son encontre, dans le cadre d'un procès pour corruption ouvert en 2005 : la société française Thales lui aurait versé un pot-de-vin lors de la négociation d'un gros contrat d'armement en 1998. M^{me} Dlamini-Zuma, médecin de formation, apparatchik de l'ANC et ancienne ministre des affaires étrangères, a quitté la présidence de la commission de l'Union africaine, où M. Zuma l'avait poussée à se présenter. Depuis le départ de Nelson Mandela puis de M. Mbeki, la diplomatie sud-africaine patine, faute de vision. Elle se montre prête à soutenir des dirigeants tels que M. Robert Mugabe au Zimbabwe ou M. Joseph Kabila en RDC, deux hommes connus pour truquer le jeu électoral et pour s'accrocher au pouvoir. Au risque d'écorner durablement l'image du pays de Mandela.

Sur le plan interne, la plupart des dirigeants qui veulent prendre la relève au sein de l'ANC incarnent un espoir qu'ils ont déçu, qu'il s'agisse du magnat minier Tokyo Sexwale ou de M. Cyril Ramaphosa, ancien secrétaire général du Syndicat des mineurs durant l'apartheid et premier milliardaire noir du pays, à qui l'on reproche d'occuper de manière falote le poste de vice-président depuis 2014. Ancien dirigeant syndical lui aussi, M. Kgalema Motlanthe, vice-président de

au pouvoir. « *Quelle est la valeur de notre démocratie pour les travailleurs ?*, a-t-il également lancé sur les réseaux sociaux. *En sommes-nous au point où l'État post-apartheid agit pour servir les nantis ?* » M. Vavi, membre de l'ANC, se positionne pour les élections générales de 2019 et pourrait faire advenir l'un des pires cauchemars de ses camarades du comité national exécutif de l'ANC : voir un parti de gauche et de masse se former à partir d'un mouvement syndical, comme en 1999 au Zimbabwe, avec le Mouvement démocratique pour le changement de l'ex-leader syndical Morgan Tsvangirai.

La menace paraît d'autant plus sérieuse qu'en Afrique du Sud les syndicats noirs conservent une légitimité historique au moins égale à celle de l'ANC. Fils de mineur et mineur lui-même, M. Vavi a notamment mené une grande grève chez AngloGold en 1987 ; l'une de celles qui ont contribué à paralyser le régime d'apartheid, alors confronté aux sanctions économiques internationales. Depuis 1994, les syndicats entretiennent une fronde interne au sein de l'ANC contre sa gestion économique libérale – un choix politique opéré par Nelson Mandela en 1996, sans consultation de la base, et marqué par l'abandon d'un vaste plan de reconstruction et de développement. Les syndicats, comme l'aile gauche de l'ANC, accusent la direction du parti d'avoir fait trop de compromis, mais aussi d'avoir favorisé l'émergence d'une bourgeoisie noire directement issue des familles des hommes du gouvernement.

L'alliance tripartite au pouvoir n'a pas cédé, mais c'est le Cosatu qui se délite, préfiguration de ce qui pourrait attendre l'ANC, dont le prochain congrès quinquennal se tiendra fin 2017. Cette rencontre promet d'être aussi mouvementée que celle de 2007 à Polokwane, laquelle avait mis aux prises les partisans du président Thabo Mbeki (en poste de 1999 à 2008) et ceux de M. Zuma. Ce dernier avait fait vibrer la corde populiste, entonnant d'anciens chants de la lutte contre l'apartheid tels qu'*Umshini Wam* (« Apportez-moi ma mitrailleuse »). M. Zuma avait capitalisé sur l'impopularité de M. Mbeki et sur les lignes de fracture déjà profondes au sein de l'ANC, entre une aile gauche exaspérée par la gestion néolibérale et l'avènement d'une clique politique dans la sphère des affaires, à la faveur du programme Black Economic Empowerment (« montée en puissance économique des Noirs »), lancé en 2002. Cet affrontement traduit aussi la possibilité d'effectuer des changements politiques à l'intérieur d'un cadre institutionnel respecté, c'est-à-dire sans recourir à la violence comme ailleurs en Afrique.

M. Mbeki puis président par intérim, possède l'intégrité qui fait défaut à l'ANC. Seul problème : il n'a pas le charisme nécessaire pour remobiliser les troupes face à l'opposition.

L'ANC risque fort de perdre les élections de 2019, ou du moins d'être contraint à gouverner au sein d'une coalition. « *L'électorat de l'ANC est vieillissant et désormais rural, estime Gumede. En outre, les municipales d'août 2016 ont montré à la population que son vote comptait. Les mairies sont aujourd'hui mieux gérées par l'Alliance démocratique qu'elles ne l'ont jamais été sous l'ANC. Le parti au pouvoir n'est plus perçu comme le moteur du changement, mais au contraire comme un obstacle.* »

La jeunesse noire, de son côté, n'a plus la loyauté de ses aînés à l'égard de l'ANC. Désormais en âge de voter, ceux qu'on appelle les *born free*, « nés libres », c'est-à-dire après 1991, font face à une triple crise : économique, politique mais aussi culturelle. Pris dans la globalisation, amateurs de house music et de marques, les héritiers de Steve Biko rêvent peut-être d'un monde meilleur, mais surtout, à court terme, de la « belle vie ». Une revanche sur la pauvreté et sur les longues années de privations vécues par leurs parents et grands-parents sous l'apartheid.

(1) Lire « Trois émeutes par jour en Afrique du Sud », *Le Monde diplomatique*, mars 2013.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 30 juin 2017

1 ^{er} SAMOA	Fête nationale
2 ITALIE	Fête nationale
5 DANEMARK	Fête nationale
6 SUÈDE	Fête nationale
10 PORTUGAL	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Fête de l'indépend.
RUSSIE	Fête de l'indépend.
14 ROYAUME-UNI	Fête nationale
17 ISLANDE	Fête de l'indépend.
23 LUXEMBOURG	Fête nationale
25 CROATIE	Fête nationale
MOZAMBIQUE	Fête de l'indépend.
SLOVÉNIE	Fête nationale
26 MADAGASCAR	Fête de l'indépend.
27 DJIBOUTI	Fête de l'indépend.
29 SEYCHELLES	Fête nationale
30 RÉP. DÉMOCRAT. DU CONGO	Fête de l'indépend.

UN LABEL AGRICOLE TOUJOURS MOINS EXIGEANT

Quand le bio dénature le bio

Démarche vertueuse en termes d'emploi, d'utilisation des ressources et de santé publique, l'agriculture biologique progresse rapidement en France. Alléchées, l'industrie agroalimentaire et la grande distribution entendent bien s'emparer de ce marché. Au risque d'en effacer les fondements en faisant pression sur la Commission européenne pour réduire les exigences de qualité.

PAR CLAIRE LECOEURVE *

« RIEN ne ressemble plus à une pomme qu'une autre pomme », lance M. Claude Gruffat, président-directeur général de Biocoop. *Ce qui fait la différence, ce sont les valeurs.* L'agriculture biologique représente désormais 5,7% des surfaces agricoles françaises, soit trois fois plus qu'en 2002. Ce marché en pleine croissance attire d'importants groupes de transformation et de distribution, alors que les grandes surfaces alimentaires vendent déjà près de la moitié des produits estampillés « bio » (45 % pour la France en 2015). « La bio n'est plus vue comme une valeur agronomique ; elle est de plus en plus valorisée comme n'importe quelle niche de marché », constate Benoît Leroux, maître de conférences en sociologie à l'université de Poitiers.

L'agriculture biologique est née d'une contestation de la production intensive et du modèle économique de l'industrie agroalimentaire. Les approches alternatives apparaissent dès les années 1920, tandis que les premiers groupes se structurent entre 1950 et 1960 (1). Créée en 1964, l'as-

sociation Nature et Progrès permet la reconnaissance du mouvement. Celui-ci milite pour redonner aux agriculteurs une plus grande autonomie vis-à-vis des intermédiaires. Pour gagner la confiance des consommateurs, nécessaire à la valorisation de leurs produits et à leur développement, les militants entrent dans une phase d'institutionnalisation.

En 1978, Nature et Progrès met en place le premier cahier des charges technique, tandis qu'est créée la Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB). La Fédération internationale du mouvement de l'agriculture biologique (Ifoam) détermine un peu plus tard quatre grands principes : la santé des sols, des plantes, des animaux et des hommes, considérée comme une et indivisible ; l'écologie, en s'accordant avec les écosystèmes et leurs cycles, en les imitant et en les aidant à se maintenir ; l'équité, à la fois dans les rapports entre les êtres humains et à l'égard des autres créatures vivantes ; et la précaution, par une conduite prudente et responsable.

Producteurs sous pression

« L'ÉTAT FRANÇAIS ne reconnaît qu'en 1980 une agriculture qui n'utilise pas de produits de synthèse », explique Benoît Leroux. Il faut même attendre 1988 pour que le nom d'"agriculture biologique" soit adopté comme tel. Cette reconnaissance ne prend en compte que l'absence de pesticides, évacuant d'emblée la vision sociale portée par les paysans. Cette logique se perpétue en 1991, lors de la création de la réglementation européenne. Depuis, l'harmonisation imposée par l'Union européenne n'a pas arrangé les choses. La première révision, appliquée en 2009, a entraîné la disparition de la possibilité pour chaque État d'imposer un cahier des charges plus rigoureux, comme c'était le cas en France.

Engagée depuis 2013, l'actuelle révision de la réglementation européenne fait craindre la disparition de principes fondamentaux. Les batailles entre le Conseil des ministres, le Parlement et la Commission européenne, censées aboutir prochainement à un nouveau règlement européen, témoignent de la volonté de certains gouvernements de favoriser l'agro-industrie. Après quatorze trilogues (2) et quatre présidences du Conseil des ministres, soit la plus longue négociation agricole de l'histoire, aucun accord n'a été trouvé sur plusieurs points litigieux.

Exemple : le Conseil des ministres européen souhaite autoriser (sous conditions de latitude ou d'altitude) la culture hors sol. Imaginer des cultures en bacs qui faciliteraient une industrialisation fait bouillir des associations comme la

FNAB. Les ministres invoquent son acceptation aux États-Unis pour l'imposer en Europe, au nom de la concurrence et de la reconnaissance mutuelle des cahiers des charges. « Les Pays-Bas – principal pays producteur de tomates en Europe – soutiennent cette proposition », explique le député européen José Bové. *Comme l'Italie et le Luxembourg.* Alors que les membres du Groupe des Verts-Alliance libre européenne martelaient qu'ils ne fléchiraient pas, des voix se sont fait entendre pour réclamer l'arrêt des négociations.

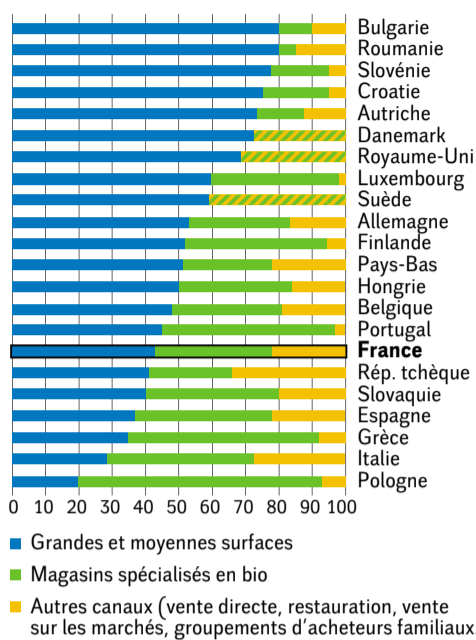
Autre point de blocage : le passage d'une obligation de moyens (ne pas utiliser de produits chimiques) à une obligation de résultats (retrait de la certification si de tels produits sont décelés). Or des contaminations peuvent se produire en provenance de champs voisins. Mais le Conseil des ministres ne veut pas entendre parler d'un fonds d'indemnisation des agriculteurs bio concernés, ni de la mise en cause des véritables responsables.

Pour Ève Fouilleux, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le problème est plus profond. Aujourd'hui, les agriculteurs sont contrôlés par des organismes certificateurs privés, indépendants et payés par le producteur. En France, ceux-ci sont accrédités par une section du Comité français d'accréditation (Cofrac), un organisme public. Cette manière de procéder a été imposée par les normes européennes (3). Il en existe une autre : le système participatif de garantie, reconnu notamment par le Brésil, le Chili et l'Inde. C'est celui qu'utilise Nature et Progrès, dont la certification n'est pas reconnue par l'Union européenne. Les agriculteurs ainsi que les consommateurs se réunissent localement par groupes pour vérifier les pratiques de chacun. « Les normes actuelles enferment dans une pensée marchande et entraînent une dépolitisation. Le système participatif permet au contraire un échange de pratiques et l'implication de consommateurs et de citoyens dans le processus », fait valoir Ève Fouilleux (4).

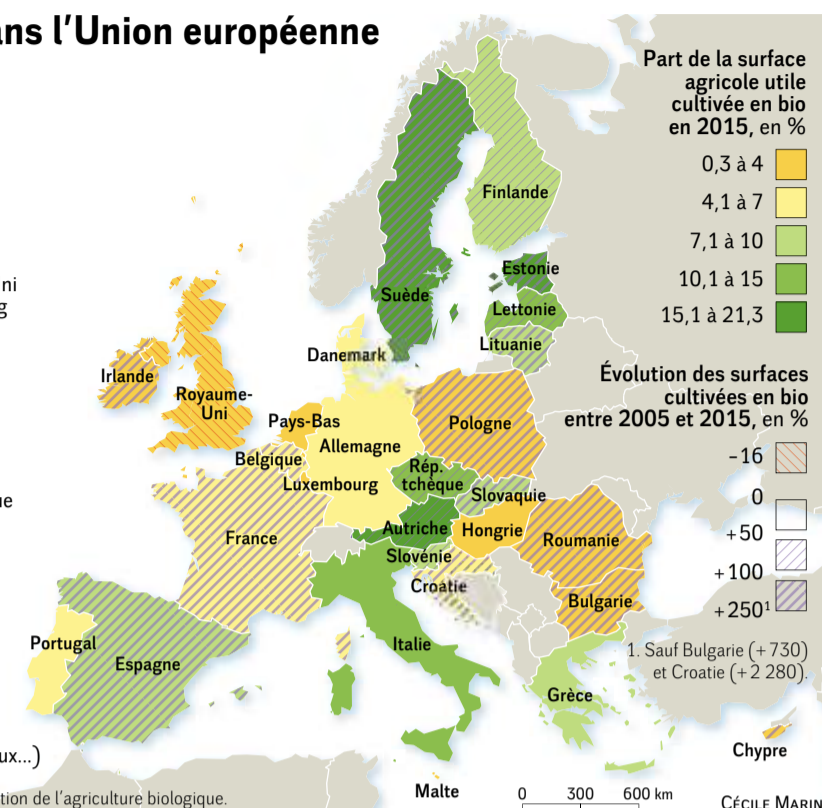
Dans ce contexte, une grande diversité d'agriculteurs bio et de transformateurs a vu le jour. Derrière un discours environnemental bien lisse, les arguments

L'agriculture biologique dans l'Union européenne

Canaux de distribution des produits bio en % de la distribution totale, en 2015



Source : Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique.



économiques conduisent à saper les normes internationales au nom de la rentabilité. Carrefour, Monoprix, Système U créent de nouvelles filières, des marques de distributeur, des magasins spécialisés, en investissant dans des partenariats avec des groupements de producteurs. « Pour l'instant, la demande demeure si forte que les prix sont corrects. Celui du lait est de 30 à 40% supérieur à celui du conventionnel. Il ne faudrait pas que, sur le long terme, les prix soient tirés vers le bas. Or cela a toujours été la politique des grandes et moyennes surfaces [GMS] », analyse Marc Benoît, économiste et codirecteur du Comité interne de l'agriculture biologique de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Une fois que la grande distribution aura la mainmise sur ce marché, elle risque de faire pression pour réduire les coûts.

La filière œufs préfigure-t-elle l'évolution en cours ? Son cahier des charges limite le nombre de poules par bâtiment à trois mille ; mais il ne limite pas le nombre de bâtiments et prévoit un espace plus petit que le Label rouge (quatre mètres carrés par poule au lieu de cinq). En Italie, l'entreprise Eurovo se vante de posséder des élevages bio de 90 000 et 250 000 poules pondeuses près de Florence. Les impératifs de rentabilité ont largement pris le pas sur les valeurs de la bio. En France, 78% des œufs bio sont vendus dans les GMS et les magasins spécialisés dans les rabais. Les producteurs restent très dépendants des fournisseurs d'aliments, même si 20% de la nourriture des animaux doit provenir de l'exploitation ou, à défaut, de la région. « Très peu produisent leurs propres aliments en bio. Même s'ils produisent la matière première, les céréales, ils les revendent au fabricant d'aliments, car les formules sont très techniques, et plus encore en bio », indique M^{me} Pascale Magdelaine, la directrice du service économie de l'Institut technique de l'aviculture.

La dépendance est aussi forte à l'égard des centres de conditionnement qui achètent les œufs aux producteurs pour les revendre aux supermarchés ou aux industries agroalimentaires. Certaines entreprises comme Cocorette et Matines proposent d'ailleurs des contrats d'intégration. Elles achètent tout : les bâtiments, les poulettes, et fournissent même les aliments – bio, évidemment. Le producteur n'est alors qu'un simple prestataire qui n'a plus de pouvoir ni sur le prix qu'on lui paie ni même sur ce qu'il produit et la façon dont il le produit. Avec les marques de distributeur, les agriculteurs perdent toute autonomie : « Les marques peuvent facilement changer de centre de conditionnement pour un autre moins cher », témoigne M. Bernard Devoucoux, président de la commission bio du Syndicat national des labels avicoles de France.

La situation n'est guère meilleure dans la filière lait. Producteur, M. Vincent Perrier témoigne d'un problème d'écoute :

« Je suis parti en bio pour travailler différemment. Je cherchais aussi un modèle de développement harmonieux pour tous. J'ai d'abord continué chez Danone ; le bio partait pour sa filiale Les 2 Vaches. On me disait seulement : "Il y a un prix et si vous ne pouvez pas, c'est que vous avez un problème de compétitivité, on va voir ailleurs." » Il a préféré claquer la porte et contacter Biolait, qui permet aux producteurs de se regrouper pour mieux peser : « Nous décidons ensemble de notre prix, le même pour tous. »

Se regrouper pour être plus fortes : c'est aussi le but des coopératives agricoles, dont le fonctionnement n'a pourtant plus rien de démocratique aujourd'hui. Conscients de ce risque de dérive, les adhérents de Biolait et de bien d'autres structures, tel Biocoop pour la distribution, essaient de ne pas tomber dans les mêmes travers en conservant une vision commune : celle du changement de

société. « La capacité collective des producteurs à peser sur le changement d'échelle est un des garde-fous de cette transformation. C'est ce qu'essaient de faire des organisations économiques de producteurs biologiques comme Biolait, Bio Loire Océan, BioBreizh et d'autres », explique Ronan Le Velly, maître de conférences en sociologie (5).

Défendu fermement par la FNAB, l'accompagnement des agriculteurs joue un rôle-clé. Dans un système biologique, la reconfiguration globale de l'exploitation – et pas seulement la substitution d'intrants chimiques par d'autres agréés en bio – s'avère essentielle pour perdurer dans le temps. « Les agriculteurs bio qui réussissent sont ceux qui ont un système complexe. Il n'y a pas de recette unique. Les agriculteurs ont besoin de connaissances agronomiques, et bon nombre d'entre eux ont perdu ces bases-là », analyse Marc Benoît.

Une approche uniquement technique

« AUJOURD'HUI, les agriculteurs bio sont pour la plupart des nouveaux convertis ou installés », observe Benoît Leroux. Certes, il existe maintenant des formations en bio. Mais il y a une forme d'atavisme professionnel. L'agriculture biologique remet en question le modèle considéré comme celui du progrès. Dans le milieu, la bio est toujours décriée comme étant incapable de nourrir la planète. « Incarnation du productivisme, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) dispose pourtant désormais de sa propre commission bio. « Si on ne fait que répéter qu'il faut une modification totale de l'exploitation, en culpabilisant les gens, les agriculteurs ne vont pas se convertir », affirme M. Rémy Fabre, l'un de ses membres.

Du côté des chambres d'agriculture, on explique que les possibilités d'accompagnement sont limitées par l'impératif d'efficacité économique. « Nous avons des moyens contraints. Un conseiller agricole ne peut pas se contenter d'accompagner dix agriculteurs ; il doit suivre quatre-vingts à cent exploitations. Il n'y a que des groupements bio, des syndicats, qui peuvent faire ce travail pour défendre leur système de pensée », estime M. Jacques Pior, responsable national du développement de l'agriculture biologique au sein de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture. *En tant qu'organisme public, nous devons nous occuper de tous les agriculteurs, nous ne pouvons pas opérer une ségrégation entre eux.*

Fin 2016, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, M. Laurent Wauquiez (Les Républicains), a décidé de transférer l'accompagnement technique, jusque-là réalisé par des associations réunies au sein de Corabio, vers les

chambres d'agriculture. Cette mesure s'est accompagnée de la suppression des financements aux associations de soutien à l'agriculture paysanne telles que Terre de liens. Or, si les chambres d'agriculture détiennent de réelles compétences, la généralisation d'une approche exclusivement technique exclut toute vision philosophique ou éthique.

En s'intégrant aux circuits classiques et aux logiques financières dominantes, l'agriculture biologique, censée représenter une solution de rechange à un système global, ne risque-t-elle pas de perdre son âme ? Déjà, une bio à deux vitesses se dessine. La première, guidée par les nouveaux acteurs de ce marché, se cale sur un respect minimal des normes, quitte à reproduire les aberrations et les inégalités du système conventionnel. La seconde tente de préserver sa spécificité en renforçant ses engagements par des chartes, des labels plus exigeants ou des groupements de producteurs. Reste à savoir si les consommateurs auront les moyens de faire la différence.

(1) Benoît Leroux, « L'émergence de l'agriculture biologique en France : 1950-1990 », *Pour*, n° 227, Paris, février 2016.

(2) Réunions tripartites informelles auxquelles participent des représentants du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.

(3) Ika Damhofer, Thomas Lindenthal, Ruth Bartel-Kratochvil et Werner Zollitsch, « Conventionalisation of organic farming practices: From structural criteria towards an assessment based on organic principles », *Agronomy for Sustainable Development*, vol. 30, n° 1, Les Ulis, mars 2010.

(4) Ève Fouilleux et Allison Loconto, « Voluntary standards, certification and accreditation in the global organic agriculture field: A tripartite model of technopolitics », *Agriculture and Human Values*, vol. 34, n° 1, Berlin, 2016.

(5) Ronan Le Velly, *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*, Presses des Mines, Paris, 2017.

* Journaliste.

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290
Tremblay-en-France

ACPM
OJD

IMPRIM'VERT

Imprimé sur des papiers produits en Allemagne, IFGD, 100 % de fibres recyclées.

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0519 D 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

L'Europe en retard

Pour la première fois, la Commission de Bruxelles a présenté, le 2 décembre 2016, un plan d'action destiné à soutenir les industries de la défense du Vieux Continent. Il serait doté de 5,5 milliards d'euros par an à partir de 2020. L'histoire industrielle européenne est toutefois jalonnée de promesses qui, aussi modestes soient-elles, n'aboutissent pas.

PAR JEAN-MICHEL QUATREPOINT *

LA POLITIQUE industrielle européenne a tout d'un ovin : on en parle beaucoup, on suspecte qu'elle existe, mais nul n'est en mesure de la cerner avec précision. Ceux qui croient en son existence la résument à un nom : Airbus. Les sceptiques énumèrent les carcasses industrielles qui jonchent les casses et les ferrailles.

Airbus fait effectivement figure, avec Ariespace, d'emblème d'une coopération industrielle réussie entre États européens. Sa simple évocation joue même le rôle de sésame. Fin 2016, le groupe italien Fincantieri affirmait par exemple vouloir créer un « Airbus des chantiers navals » en prenant la place du coréen STX, en faillite, dans le capital des Chantiers de l'Atlantique. Au printemps 2014, Siemens proposait pour sa part au gouvernement français un « Airbus de l'énergie et un Airbus du ferroviaire » afin d'éviter le rachat de la branche énergie d'Alstom par General Electric (GE). Et un an plus tard, en mars 2015, une brochure de parlementaires socialistes français appelait au rapprochement d'Alstom Transport et de Siemens pour consolider l'industrie ferroviaire européenne (1). Las ! Alstom Transport a préféré s'allier au canadien Bombardier. À vrai dire, le beau succès d'Airbus constitue une exception en Europe, et certains, à commencer par ceux qui ont présidé à ses destinées, estiment qu'un tel projet ne pourrait plus voir le jour.

Pour comprendre les raisons de cette impuissance collective, un retour en arrière s'impose. Paradoxalement, c'est

dans l'industrie que se concrétise en 1951 l'idée même de Marché commun, à travers la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), formée par la France, la République fédérale d'Allemagne (RFA), la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Italie. Embryon de la Communauté économique européenne (CEE), la CECA scelle la réconciliation de la France et de l'Allemagne par la mise en commun de leurs ressources en charbon et en acier. Il s'agit aussi d'en finir avec le « malthusianisme » d'un capitalisme français replié sur lui-même et sur ses colonies en l'obligeant à adopter un modèle anglo-saxon basé sur le libre-échange et la productivité des entreprises. La manne du plan Marshall dépend elle aussi du respect de ces principes.

En 1957, dans le même esprit que la CECA, la Communauté européenne de l'énergie atomique (connue sous le nom d'Euratom) vise à partager les frais de recherche dans l'industrie nucléaire. Mais les coopérations industrielles institutionnelles s'arrêteront là. Signé le 25 mars 1957, le traité de Rome, qui fonde la CEE, vise avant tout à créer un marché sans frontières ; son union douanière prévoit « l'abolition entre les États membres des obstacles à la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux ». C'est pourquoi les rares coopérations industrielles se développeront de manière intergouvernementale, en dehors des institutions bruxelloises. Ces dernières se contentent de les suivre de loin, sans interférer.

En 1966, le plan Calcul

DE RETOUR au pouvoir en 1958, le général de Gaulle se méfie des idées de Jean Monnet. S'il accepte le Marché commun, c'est parce qu'il y voit le moyen de moderniser les structures du capitalisme français. Il perçoit la CEE comme un espace où développer les groupes industriels qui seront les fers de lance d'une politique d'indépendance vis-à-vis des États-Unis. Dans l'aéronautique, la France construit ainsi le Concorde avec les Britanniques (qui, en raison du veto français, n'ont pas encore intégré la CEE). Elle développe de manière autonome sa propre filière nucléaire : le graphite-gaz. Dans l'informatique, après le rachat de Bull par l'américain GE – et une grosse colère du général –, le gouvernement français lance en 1966 le plan Calcul et crée la Compagnie internationale pour l'informatique (CII). Chaque fois, l'État se trouve à la manœuvre, que les entreprises soient nationalisées ou non.

De chaque côté du Rhin, on privilégie l'émergence de champions nationaux. Les groupes industriels allemands se reconstituent : Siemens, Thyssen, Daimler, BMW, Volkswagen, ainsi que les héritiers du conglomérat IG Farben, qui fabriquait le gaz d'extermination Zyklon B (Agfa, BASF, Hoechst, Bayer, etc.), retrouvent toute leur puissance avec la bénédiction de l'État fédéral. Contrainte par son statut de pays vaincu, la RFA ne peut pas en revanche afficher d'ambitions dans les secteurs de l'aéronautique ou de la défense.

À l'automne 1966, les gouvernements français, britannique et allemand lancent un projet d'avion gros-porteur concurrent du Boeing 747. Sud-Aviation poursuit en

parallèle l'étude d'un moyen-courrier, l'A300 (Airbus 300). Mais, les industriels et les compagnies ne parvenant pas à se mettre d'accord sur les spécificités des futurs appareils, les projets s'enlisent. Quant au gouvernement britannique, il rechigne à mettre la main à la poche.

Au lendemain de Mai 68, M. Bernard Esambert, jeune polytechnicien chargé des dossiers industriels dans le cabinet des premiers ministres Georges Pompidou puis Maurice Couve de Murville, reçoit M. Henri Ziegler. Le président de Sud-Aviation lui présente la maquette de l'A300, qui « va révolutionner l'aviation ». Cependant, un tel projet nécessite des investissements considérables. L'État assurera donc le financement en acceptant de ne rentrer dans ses fonds qu'en cas de succès (principe des avances remboursables). Le président Pompidou (1969-1974) donne au projet une perspective européenne. Le chef de l'État, se souvient M. Esambert, « considérait que, pour vendre des avions aux compagnies européennes, il fallait y associer leurs industriels. On propose aux Britanniques de construire les ailes en échange d'une participation. Ils refusent, préférant un paiement sonnante et trébuchant. On a payé, ce qui nous a fait gagner trois ans (2) ».

Pour les moteurs, la rivalité franco-britannique est telle qu'il faut chercher ailleurs. Les Allemands n'ont plus de compétences. La France va donc négocier un accord entre la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (Sneema) et GE. La coentreprise franco-américaine CFM International connaîtra une éclatante réussite industrielle. Non seulement elle fabriquera les moteurs des diverses familles d'Airbus, mais elle parviendra plus tard à devenir

l'un des fournisseurs de Boeing sur le marché américain.

Les Français dominent Airbus et Ariespace : 70 % des technologies et du savoir-faire proviennent de l'Hexagone ; l'encadrement est français. Une structure juridique complexe regroupe Aérospatiale, issue de la fusion de Sud- et de Nord-Aviation, pour la France ; Deutsche Aerospace AG (DASA), héritière de Messerschmitt et de Dornier, pour l'Allemagne ; et Construcciones Aeronáuticas Sociedad Anónima (CASA) pour l'Espagne. Les Allemands, qui voient dans Airbus le moyen de reconquérir discrètement ce qu'ils considèrent comme un de leurs domaines d'excellence historiques, ne rechignent pas à financer le projet. British Aerospace (BAE) ayant rejoint Airbus Industrie en 1979, le capital est donc réparti entre Aérospatiale et DASA (chacun 37,5 %), BAE (20 %) et CASA (5 %). Pendant un quart de siècle, dans le domaine de la défense, les Britanniques hésiteront entre une stratégie purement nationale, adossée aux États-Unis, l'alliance européenne et un mariage avec les Allemands afin de marginaliser Paris. Français, Allemands et Espagnols créent seuls, en 2000, European Aeronautic Defence and Space Company (EADS), une holding qui chapeaute Airbus et Astrium, sociétés dont BAE sortira en 2006.

Cependant, autant la coopération au sein d'Airbus et d'Ariespace fonctionne, autant elle tourne au fiasco dans l'informatique. L'idée de créer un champion européen de l'informatique surgit dès 1966, avec le lancement du plan Calcul et la création de la CII par la France. Paris propose d'abord – mais sans succès – une alliance au néerlandais Philips, puis au britannique ICL. À l'été 1971, les discussions commencent avec Siemens. Un accord à trois est finalement signé le 1^{er} février 1972. La CII et Siemens détendront chacun 42,5 %, et Philips 15 %, d'un groupement qui prend le nom d'Unidata. Son objectif : concurrencer directement IBM en proposant des ordinateurs compatibles à la fois sur le marché européen et sur des marchés tiers. Mais la lune de miel ne durera pas. Les ennemis d'Unidata sont nombreux : IBM, bien sûr,

mais aussi Honeywell-Bull (3), sans parler des actionnaires privés de la CII, dont les intérêts divergent (4).

En 1974, les adversaires d'Unidata s'activent à convaincre le nouveau chef de l'État français, M. Valéry Giscard d'Estaing, que la CII finira phagocytée par l'allemand Siemens, qui fera alliance avec le néerlandais Philips. Ils préconisent donc un rapprochement de la CII avec Honeywell-Bull. Comment expliquer que des responsables politiques qui s'affichent comme des Européens convaincus effectuent un tel choix ? Par l'histoire. À l'époque, une partie des élites françaises considèrent toujours l'Allemand comme un adversaire. Siemens et la Compagnie générale d'électricité (CGE) participent tous deux à un cartel à l'exportation aux règles strictes (International Electrical Association) (5). La CGE redoute que, à travers Unidata, Siemens ne piétine ses plates-bandes en France.

L'échec d'Unidata aura de lourdes conséquences sur l'échiquier industriel

Divergence franco-allemande

CHACQUE FOIS, les États-Unis tirent profit de l'antagonisme franco-allemand. Dans les années 1980, le groupe français nationalisé Thomson préfère vendre toute son activité médicale (la Compagnie générale de radiologie) à GE. En 2014, ce même GE reprend les activités énergie d'Alstom. Comme toujours, les Américains promettent de préserver les emplois et les sites, alors que les fusions entre groupes européens, elles, se traduisent mécaniquement par des réductions d'effectifs, l'objectif étant d'accroître les parts de marché tout en rationalisant les productions.

Un autre facteur, idéologique celui-là, explique l'échec des coopérations industrielles européennes. Un nouveau cycle économique s'amorce dans les années 1980 avec les gouvernements de Margaret Thatcher, première ministre du Royaume-Uni, et de Ronald Reagan, président des États-Unis. C'est la revanche du marché sur les États : libre-échange,

européen. Siemens et la CGE dominent l'énergie, les chemins de fer, le secteur médical, les télécommunications, l'informatique. Autant de domaines où les pays européens auraient pu, comme ils l'ont fait avec Airbus, construire des champions face aux Américains. Certes, dans les années 1980, Siemens est associé au projet de centrale nucléaire de troisième génération (réacteur pressurisé européen, EPR), à travers une participation minoritaire dans une filiale de Framatome, ancêtre d'Areva. Mais le premier EPR installé en Finlande par le duo Siemens-Areva se révèle un désastre financier et même technologique. Siemens sera finalement exclu du capital d'Areva en 2009. La sourde hostilité entre les deux pays se vérifie en 2001 : Siemens, après un lobbying intense auprès de la Commission européenne, réussit à empêcher la fusion de Schneider et de Legrand, les deux groupes français spécialisés dans le matériel électrique. En revanche, il ne parviendra pas à contrecarrer le plan de sauvetage d'Alstom par le gouvernement français en 2003.

libre concurrence, privatisations, déréglementation. Une double divergence apparaît alors entre la France et l'Allemagne, entre deux conceptions de la construction européenne : Europe puissance ou Europe ouverte à tous les vents. La politique industrielle illustre cette opposition. Les Français veulent reproduire, à l'échelon européen, le modèle mis en œuvre au cours des « trente glorieuses » : création

(1) Cf. Olivier Faure, Rémi Puvros, Philippe Duron, Gilles Savary, Pierre Serne et Jean-Yves Petit, « Pour un "Airbus" du transport ferroviaire », *Les Échos*, Paris, 5 mai 2015.
 (2) Cf. Bernard Esambert, *Une vie d'influence. Dans les coulisses de la V^e République*, Flammarion, Paris, 2013.
 (3) En 1970, le groupe américain Honeywell a remplacé General Electric dans le capital de Bull.
 (4) Les deux actionnaires privés de la CII sont la Compagnie générale d'électricité et Thomson. Cf. Jacques Jublin et Jean-Michel Quatrepoint, *French Ordinateurs. De l'affaire Bull à l'assassinat du plan Calcul*, Alain Moreau, Paris, 1976.
 (5) Cf. Alstom, *scandale d'État*, Fayard, Paris, 2015.

* Journaliste. Auteur notamment d'*Alstom, scandale d'État*, Fayard, Paris, 2015.



PAOLO GRASSINO. – De la série « Analgesia », 2012
Exposition jusqu'au 30 juin à la galerie Anna Marra Contemporanea, Rome

UNE INTROUVABLE POLITIQUE COMMUNE

d'une guerre industrielle

de champions nationaux à capitaux publics ou privés dans les grands secteurs stratégiques, appuyée sur de grands projets pilotés par l'État. Cette politique colbertiste, verticale, ciblée, a permis à la France de se redresser très vite grâce à l'émergence d'un capitalisme familial déconsidéré pendant la guerre.

L'histoire de l'Allemagne conduit celle-ci à privilégier une autre approche. Ses grandes entreprises se sont développées sous Bismarck, en s'appuyant sur la deuxième révolution industrielle, celle de l'électricité. Les puissants groupes ainsi créés ont été obligés de miser sur l'exportation, le pays n'ayant pas ou peu de colonies. C'est de cette époque que datent le mercantilisme et l'esprit d'excellence de l'industrie allemande, qui perdurent aujourd'hui. Pour Berlin, le rôle de l'État n'est pas de choisir les secteurs où investir, mais de fournir à ses grands groupes le meilleur environnement possible (éducation, formation, fiscalité) afin qu'ils contribuent à la prospérité nationale. Certes, ces conglomérats se mettent au service d'Adolf Hitler, mais, après la défaite, les grands patrons allemands n'effectuent qu'un bref séjour en prison. Les Américains favorisent leur retour aux

grandissante des Britanniques au sein de la Commission européenne vont progressivement marginaliser les idées françaises dans une Europe qui, par ailleurs, s'élargit. La défaite est consommée à la fin des années 1980. François Mitterrand tentera tout au long de la décennie de convaincre les Européens de mener une politique volontariste dans les technologies de la troisième révolution industrielle, des composants à l'informatique, de la robotique à l'électronique grand public – alors dominés par les Japonais – en passant par l'électronique professionnelle et les télécommunications. Paris propose la création d'agences européennes spécialisées, l'ouverture de marchés publics sur la base d'une préférence communautaire, des grands projets communs d'infrastructure. À Bruxelles, les avis sont partagés. Si la direction de l'industrie se montre favorable aux thèses françaises, la direction générale de la concurrence, qui regroupe des fonctionnaires allemands et britanniques, y est viscéralement hostile.

Résultat : dans la seconde moitié des années 1980, les ambitions sont revues à minima ; on privilégie la recherche en amont, mais les coopérations industrielles sont oubliées. Au fil des ans, le poids des

rachat du britannique De Havilland par un consortium franco-italien (Aérospatiale, Alenia), qui voulait créer un pôle européen d'avions de transport régionaux autour d'ATR. Le canadien Bombardier rachète alors De Havilland.

L'Europe n'est plus qu'un vaste marché que l'on va élargir le plus vite possible parce que l'intérêt stratégique des États-Unis le commande et que les Allemands y trouvent l'avantage d'un hinterland (9) reconstitué à leurs portes. Leurs groupes industriels s'y délocalisent pour produire à bas coût des sous-ensembles qu'ils assemblent dans leurs usines de l'ouest de l'Allemagne.

Pour M. Louis Gallois, président d'EADS de 2006 à 2012, la responsabilité de cette absence de politique industrielle européenne est partagée. « Les Allemands n'en voulaient pas, nous explique-t-il, parce qu'elle est contraire à leur idéologie ordolibérale et qu'ils n'en avaient pas besoin. Mais les Français, eux, n'ont pas exigé sa mise en place avec la force nécessaire. En outre, cela n'intéressait pas les présidents successifs de la Commission, notamment José Manuel Barroso. » Enfin, à Bruxelles, la direction de la concurrence est peu à peu passée sous

allemands – Volkswagen, Daimler et BMW – sont à la fois concurrents et partenaires : concurrents parce qu'ils vendent des voitures sur les mêmes marchés, partenaires parce qu'ils n'hésitent pas à acheter des composants en commun. En 2015, ils ont acquis ensemble le système de navigation de Nokia destiné à équiper leurs véhicules. En France, Renault et Peugeot demeurent des rivaux qui ne coopèrent guère.

Bannie du vocabulaire de la Commission durant les années 1990, la politique industrielle est évoquée dans la « stratégie de Lisbonne » élaborée en mars 2000. Celle-ci vise à faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». Mais, au fil des ans, on égrène surtout formules creuses et vœux pieux : « Il faut un ensemble de mesures pour encourager une production et une consommation plus durables renforçant la compétitivité européenne. » Si l'on mentionne effectivement une « stratégie numérique pour l'Europe » ou une « politique industrielle à l'ère de la mondial-

En 2016, il a ainsi placé un Américain au poste de directeur de la recherche et de la technologie : M. Paul Eremenko, ancien cadre dirigeant de la Défense Advanced Research Projects Agency (Darpa), l'organisme d'État qui, aux États-Unis, oriente tous les crédits en matière de recherche et développement, notamment dans la défense. Un peu comme si Boeing recrutait un ancien patron de la direction générale de l'armement française. Airbus Group, faut-il le rappeler, fabrique les missiles de la force de frappe française.

Même évolution chez Arianespace. Pour la mise en orbite des satellites européens, ses lanceurs se trouvent systématiquement en compétition avec ceux des Russes et des Américains. Or ceux-ci, avec le soutien de leurs gouvernements, cassent les prix. L'Allemagne a choisi l'américain SpaceX pour trois de ses satellites. Certes, les Européens ont finalement mené à bien le programme Galileo, un service de géolocalisation par satellites concurrent du GPS américain. Mais dix-huit ans se sont écoulés entre le lancement du projet et son achèvement, en décembre 2016. Bilan : au moins six ans de retard, un doublement du budget et d'innombrables psychodrames entre les pays participants, certains ne restant pas insensibles aux pressions américaines.

Dans les industries de défense, les coopérations ont bien souvent tourné court (c'est le cas du char franco-allemand). Dans les avions de combat, la France a fait cavalier seul avec son Rafale, tandis que les Allemands et les Britanniques fabriquaient leur Eurofighter. Les deux avions se concurrencent à l'exportation, certains pays européens, dont le Royaume-Uni, l'Italie et les Pays-Bas, préférant même acheter le F-35 américain, jet militaire le plus cher de l'histoire de l'aéronautique.

Mais c'est dans le numérique que l'échec se révèle le plus cuisant. Depuis trente ans, avec la complicité tacite de la plupart des États, Bruxelles a systématiquement bloqué tout projet visant à créer des champions européens. Un tel laisser-faire contraste avec les initiatives prises par les Chinois et même par les Russes. Pourquoi développer une offre européenne puisque les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) le font pour nous ?...

Des monopoles échappant à tout contrôle dans le secteur des données sensibles : face à ce danger, une prise de conscience semble toutefois émerger à Bruxelles. D'où la mise en accusation de Google pour atteinte à la concurrence par la Commission européenne, en juillet 2016. Installé en Irlande, le groupe américain bénéficiait d'une fiscalité très avantageuse. Mais cette réprimande – très médiatisée – n'est qu'un acte isolé que Dublin, attaché à un régime qui lui permet d'attirer les entreprises, a vivement déploré. La tentation de se soumettre aux géants américains demeure grande. Fin janvier 2017, le ministre des affaires étrangères danois, M. Anders Samuelsen, a ainsi annoncé la nomination d'« ambassadeurs » de son pays auprès des Gafam : « Ces entreprises sont devenues de nouvelles nations. À l'avenir, nos relations bilatérales avec Google seront aussi importantes que celles que nous entretenons avec la Grèce (11). » Si cette attitude – semblable à celle de l'Irlande, qui se voit plus que jamais en porte-avions des multinationales américaines – se confirme, c'est le sens même du projet européen qui est atteint.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(6) Lire François Denord, Rachel Knaebel et Pierre Rimbart, « L'ordolibéralisme, cage de fer pour le Vieux Continent », *Le Monde diplomatique*, août 2015.

(7) Lire Moisés Naim, « Avatars du "consensus de Washington" », *Le Monde diplomatique*, mars 2000.

(8) Martin Bangemann, *Les Clés de la politique industrielle en Europe*, Éditions d'Organisation, Paris, 1992.

(9) Arrière-pays et, par extension, zone d'influence économique.

(10) Cf. Christakis Georgiou, *Les Grandes Firmes françaises et l'Union européenne*, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2017.

(11) *Politiken*, Copenhague, 26 janvier 2017.



PAOLO GRASSINO. – De la série « Analgesia », 2012

commandes de sociétés dont les usines ont subi moins de dégâts que les bâtiments civils. Pour eux, il est essentiel que Bonn se redresse rapidement face au danger soviétique.

La RFA reprend les principes de la politique bismarckienne et de l'ordolibéralisme (6). Les banques, notamment régionales, financent les entreprises, stabilisent l'actionariat. Elles jouent à fond le jeu du *Mittelstand*, ces centaines de milliers d'entreprises moyennes qui pratiquent avec succès une politique de niches industrielles. Les dépenses militaires étant réduites à leur plus simple expression, les industries traditionnelles bénéficient d'un maximum de ressources. Dans le même temps, la France, elle, consacre une part importante de son budget à la défense (guerres d'Indochine et d'Algérie, force de frappe). Deux approches de la politique industrielle s'affrontent. L'Allemagne privilégie les secteurs de la deuxième révolution industrielle. La France s'intéresse plus à ceux de la troisième : l'électronique, l'informatique et aujourd'hui le numérique.

L'expansion de l'idéologie néolibérale dans les années 1980 et l'influence

néolibéraux s'accroît et les ambitions françaises s'étiolent. Signé en 1986 sous l'impulsion du président de la Commission Jacques Delors, l'Acte unique européen se fixe pour objectif d'« achever le marché intérieur » : déréglementation, privatisations. En 1988, la directive sur la libre circulation des capitaux entre en vigueur. Bref, la France s'intègre peu à peu au nouvel ordre économique mondial : celui du « consensus de Washington » (7). Le ministère des finances, acquis aux idées néolibérales, prend le pas sur les industrialistes.

Lors de son bref passage à Matignon, en 1991, M^{me} Édith Cresson tente d'inverser le cours des choses en proposant une politique industrielle européenne et la création d'une « communauté de l'électronique » – sans succès. C'est le commissaire allemand chargé du commerce extérieur et des affaires industrielles, M. Martin Bangemann, qui définit le credo appelé à s'imposer : « La principale question concerne les conditions qui doivent être présentes afin de renforcer l'allocation optimale des ressources par les forces du marché (8). » La messe est dite. Passant des paroles aux actes, la Commission européenne s'oppose en 1991 au

le contrôle de la direction juridique, qui n'a qu'un objectif : éviter d'être condamnée par la Cour de justice de l'Union européenne pour non-respect de la concurrence. Au fil des ans, une jurisprudence excessivement contraignante s'est construite. Pour M. Gallois, « elle interdirait aujourd'hui de lancer un projet comme Airbus ».

L'absence de stratégie industrielle est aussi due à l'inexistence d'une véritable politique de commerce extérieur. En 2002, les États-Unis pouvaient décider en six mois d'imposer des taxes à 700 % sur l'acier pour riposter à un dumping chinois. Les Européens, eux, ont palabré pendant deux ans pour finalement appliquer des taxes dix fois inférieures. Cette tiédeur de Bruxelles peut également s'expliquer par les excédents commerciaux de l'Allemagne, notamment vis-à-vis de la Chine et des États-Unis. Berlin, qui a réussi à imposer ses normes et standards technologiques dans les secteurs qui l'intéressent, n'a pas besoin d'une politique commerciale contraignante de l'Europe.

Le secteur automobile illustre de manière exemplaire les obstacles à une éventuelle coopération. Les trois groupes

», concrètement, il ne se passe pas grand-chose, car l'idéologie demeure la même. La « stratégie de Lisbonne » est un échec.

L'influence de la France dans les services de la Commission et au Parlement européen s'étiolent au fil des ans. Son appareil d'État se plie avec zèle aux règles communautaires. Les élites ne croient plus au patriotisme industriel et n'imaginent pas un patriotisme européen. Pour les grands groupes industriels français – notamment ceux du CAC 40 –, l'Europe n'est plus qu'un marché comme un autre. Certains se vendent au plus offrant ou passent sous la coupe des fonds d'investissement anglo-saxons (10). Prise en tenaille entre la doxa anglo-saxonne et l'ordolibéralisme allemand, l'industrie française explose, et, avec elle, des millions d'emplois.

Ces nouveaux rapports de forces se retrouvent dans Airbus Group (nouveau nom d'EADS), mais aussi dans Arianespace, où l'influence des Français diminue. Comme le constatent en privé certains hauts cadres, le nouveau patron d'Airbus Group, l'Allemand Thomas Enders, « s'américanise de plus en plus ».

Élections, club-sandwichs et

L'attentat du 22 mai à Manchester a interrompu la campagne pour les législatives anticipées au Royaume-Uni. Le scrutin du 8 juin n'en demeure pas moins décisif pour l'avenir du pays : même si certains électeurs voteront en fonction de préoccupations locales, le résultat national déterminera les marges de manœuvre du 10 Downing Street pour négocier la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

PAR PAUL MASON *

S'IL NE FALLAIT qu'un mot pour qualifier le quartier de Mill Hill à Broxtowe, à la frontière ouest de Nottingham, ce serait certainement : « mignon ». Haies de conifères et pelouses tondues au millimètre, massifs de pivoines et de tulipes, voitures lavées de frais. Le candidat travailliste Greg Marshall, qui sillonne cette zone résidentielle proprette à trois semaines des élections générales, n'ignore pas que c'est dans des lieux comme celui-ci que va se jouer l'avenir de son parti.

Car c'est ici qu'habite désormais la classe ouvrière britannique. La partie la plus ancienne du quartier abrite d'anciens mineurs, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés. La plus récente regroupe plutôt les catégories moyennes et supérieures de la fonction publique – universitaires, enseignants, personnels hospitaliers. C'est un endroit prodigieusement normal – à l'inverse du scrutin pour lequel se bat M. Marshall.

Le 18 avril, quand la première ministre Theresa May a pris le pays et l'Europe au dépourvu en annonçant la tenue d'élections législatives anticipées pour le 8 juin, le gros titre en « une » du *Daily Mail* a donné le ton de la campagne qui allait suivre : « Écrasez les saboteurs. » Le Labour (Parti travailliste) ainsi que les libéraux-démocrates et les partis indépendantistes progressistes d'Écosse et du Pays de Galles étaient désignés comme une menace à l'ordre, à la sécurité et à la volonté populaire. M^{me} May réclamait un plébiscite, et non plus une simple majorité, pour mettre en œuvre son projet d'un Brexit « dur ». À cette fin, les Tories (conservateurs) ont adopté une ligne d'attaque aussi peu subtile que peu scrupuleuse. À feuilleter les tabloïds qui relaient leur discours, on pourrait croire que le Royaume-Uni traverse une crise existentielle ; que sa sécurité intérieure est en péril ; que l'apocalypse guette au coin de la rue.



S E L Ç U K

chute de la livre sterling consécutive au référendum sur la sortie de l'Union européenne, en juin 2016, et par une inflation qui enfle plus vite que les salaires. Le pouvoir d'achat des travailleurs, qui stagnait depuis une décennie, est aujourd'hui en net recul. Parallèlement, et à rebours des prévisions rassurantes servies il y a un an par les tenants du Brexit, la Commission de Bruxelles s'apprête à humilier le gouvernement de M^{me} May avec des armes semblables à celles qui ont fait leurs preuves contre la Grèce : une date butoir et un traité. Il est question de couper le Royaume-Uni du marché unique et de lui proposer un délai de trois ans avant la conclusion d'un nouveau traité commercial.

Dans un climat politique délétère, marqué par les menaces de poursuites qui pèsent sur vingt-deux parlementaires conservateurs soupçonnés d'avoir triché avec le code électoral lors du scrutin de

2015, M^{me} May a vu ses capacités de négociation se réduire comme peau de chagrin. Elle a donc joué son va-tout, en répétant que la consultation n'aurait qu'un seul objet : non le contenu du Brexit lui-même, mais la nécessité pour le gouvernement d'en négocier les termes dans les meilleures conditions. C'est pourquoi elle a gommé presque toute référence à son parti dans son arsenal de campagne et appelé les électeurs de l'opposition à voter massivement pour elle. L'union nationale en guise de rempart face à Bruxelles.

Irritée par ce coup de poker, la Commission européenne a encore durci ses positions et lâché dans la presse quelques détails piquants sur un dîner de négociations à Downing Street. À quoi la première ministre a riposté le 3 mai : « *Les politiques et responsables européens ont formulé des menaces contre le Royaume-Uni, a-t-elle lancé.*

Ces actes ont été délibérément programmés afin d'influencer le résultat des élections générales. »

Cette stratégie de la dramatisation s'est révélée payante. Dès le lendemain, des élections locales ont fait apparaître un effondrement du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP). À en croire les sondages, en l'espace de seulement deux semaines, M^{me} May a réussi à pulvériser le parti eurosceptique en ramenant plus de la moitié de ses supporteurs dans le giron du Parti conservateur. Dans ce contexte, pour les travaillistes, l'enjeu des élections ne consiste plus à les remporter, mais à y survivre.

La circonscription de Broxtowe se divise en deux univers sociaux. Au nord, les anciens villages de mineurs ; au sud, une banlieue universitaire prospère et fière de sa diversité ethnique.

Theresa May appelle à l'union

À MILL HILL, pourtant, ce qui inquiète les gens, ce sont surtout les nids-de-poule. M. Marshall, un élu local proche de M. Jeremy Corbyn, le chef du Labour, promène de maison en maison son argumentaire en faveur d'une hausse des dépenses sociales et des impôts sur les gros revenus, en tâchant d'expliquer aussi les propositions de son parti en matière de défense et d'immigration, pas toujours faciles à vendre.

Les trois premières personnes qui lui ouvrent n'en ont cure : elles tendent le bras par-dessus son épaule pour pointer un doigt accusateur en direction des nids-de-poule. À la fin de sa tournée, il aura au moins la satisfaction de pouvoir se dire que personne ne l'a traité de saboteur.

La décision de la première ministre de bouleverser le calendrier électoral obéit à des raisons à la fois économiques et géopolitiques. L'économie britannique est à bout de souffle, asphyxiée par la

* Journaliste, auteur de *PostCapitalism : A Guide to Our Future*, Penguin Books, Londres, 2016.



ASSOCIATION LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

Rejoignez Zinc, le réseau social animé par Les Amis du Monde diplomatique : zinc.mondediplo.net

L'assemblée générale de l'association se tiendra le samedi 24 juin, de 9 heures à 13 heures, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain à Paris.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

LYON. Le 10 juin, à 15 heures, à la librairie Terre des livres, 86, rue de Marseille : rencontre avec Olivier Cyran pour son livre *Boulots de merde ! Du cireur au trader*, écrit avec Julien Brygo (La Découverte). (catherine.chauvin@wanadoo.fr)

BRETAGNE

RENNES. Le 29 juin, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc : « café-Diplo » à partir de l'article « Métamorphoses des classes populaires » (mai). (yves.paris-tad@wanadoo.fr)

CENTRE-VAL-DE-LOIRE

ORLÉANS. Le 1^{er} juin, à 20 heures, à la Maison des associations, rue Sainte-Catherine : « Actualité politique en France, tentons de décrypter ! ». (lesamdorleans@outlook.fr)

TOURS. Le 15 juin à 19 heures, le 19 juin à 11 heures et le 21 juin à 13 heures, sur Radio Béton (93.6), présentation du numéro du mois. Le 23 juin à 20h30, au foyer des jeunes travailleurs, 16, rue Bernard-Palissy : « La nouvelle situation politique en France ». (pjc.arnaud@orange.fr)

GRAND-EST

METZ. Le 8 juin, à 18h30, petite salle des Coquelicots, 1, rue Saint-Clément, « café-Diplo » : « Le harcèlement de rue : mythes et réalités ». Le 14 juin, à 20 heures, à La Scala, 63, boulevard Foch à Thionville, et le 30 juin, à 20h15, au Caméo-Ariel, 24, rue du Palais à Metz : débats autour du film d'Alexandre Mourrot *Le maître est l'enfant*. (amd.metz@gmail.com)

GUADELOUPE

PORT-LOUIS. Le 7 juin, à 19 heures, à la médiathèque : projection du film de Fabienne et Véronique Kanor *Un caillou et des hommes*, suivie d'un débat avec Fabienne Kanor. Le 9 juin, à 14h30, au lycée de Port-Louis : remise du prix Charles-Henri-Salin de la meilleure bande dessinée de reportage (catégorie droits de l'homme) en présence du lauréat, Bast, pour son album *Doigts d'honneur* (scénario de Ferenc, La Boîte à bulles), suivie de la projection d'un documentaire. (danimaginaire@yahoo.fr)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 22 juin, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, « café-Diplo » : « Élections, partis, démocratie : un état des lieux », échange et débat avec la participation d'Allan Popelard, auteur de l'article « La fin des partis politiques » paru dans *Le Monde diplomatique* du mois d'avril.

SEINE-SAINT-DENIS. Le 8 juin, à 19 heures, à La Belle Étoile - Jolie Môme, 14, allée Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis : « Droits au travail détruits ? ». Rencontre avec des syndicalistes. (amis.diplo.93@gmail.com)

VAL-DE-MARNE. Le 16 juin, à 20h30, à l'Orangerie de la Maison du citoyen et de la vie associative, 16, rue du Révérend-Père-Lucien-Aubry à Fontenay-sous-Bois, « café-Diplo » : relecture des numéros de mai et juin du *Monde diplomatique*. (amd94@numericable.fr)

NORMANDIE

CAEN. Le 29 juin, à 19 heures, émission des AMD14 à écouter sur www.zonesdondes.org et radio.toucaen.fr. (duboisbo@yahoo.fr)

NOUVELLE-AQUITAINE

GIRONDE. « Cafés-Diplo » : le 12 juin, à 12h45, au Poulailler, place du 14-Juillet à Bègles ; le 23 juin, à 20h30, au Black-House Café, 51, rue Montesquieu à Libourne ; et le 28 juin, à 19h30, au théâtre Le Levain, 26, rue de la République à Bègles. (amis.diplo33@gmail.com)

OCCITANIE

AUDE. Le 8 juin, à 18h30, à l'Espace Temps, 48, rue de la République à Carcassonne : rencontre bimestrielle « Autour du Diplo » suivie d'un repas partagé. Le 29 juin, au restaurant Caput Spina à Cabrespine : repas-conférence « Une Constituante, pour quoi faire ? », avec Anne-Cécile Robert et André Bellon – repas à 19 heures sur réservation (obligatoire) auprès des AMD et conférence à 20h45. (amd11@free.fr)

BORDES-SUR-ARIZE. Le 13 juin, à 20 heures, à la salle municipale : « Blanqui, l'insurgé, l'enfermé », avec Philippe Fréchet. (micsans@gmail.com)

MONTPELLIER. Le 9 juin, à 20 heures, au salon du Belvédère au Corum : « Misère de la politique », avec Clément Homs, coauteur avec Jérôme Baschet, Oreste Scalzone et Léon de Mattis de l'ouvrage éponyme (Divergences). (amis-diplo34@orange.fr)

PERPIGNAN. Les AMD66 se réunissent le troisième jeudi du mois, à 19 heures, à la résidence Habitat jeunes Roger-Sidou, 5, place Gerbaud. (am.bordas@laposte.net)

TOULOUSE. Le 1^{er} juin, à 18h30, à l'espace des diversités et de la laïcité, projection du film de Doi Toshikuni *Itatê : chroniques d'un village contaminé II*, suivie d'un débat avec Kolin Kobayashi. Le 8 juin, à 20h30, à la salle du Sénéchal : « Réfugiés, Europe et mondialisation », avec David Lagarde et Jean-Pierre Cavalié. ([amd.toul@gmail.com](mailto:amd.toul@ gmail.com))

PAYS-DE-LA-LOIRE

LA ROCHE-SUR-YON. Le 3 juin, à 10 heures, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau : « café-Diplo ». (michelmerel54@laposte.net)

LAVAL. Le 23 juin, à 19 heures, au café Le Méridional, 114, rue du Pont-de-Mayenne : « Quelle Europe demain ? » (amdmayenne_amd@orange.fr)

NANTES. Le 22 juin, à 19h30, sur les pelouses face au café Le Flesselles, 3, allée Flesselles : « café-Diplo » autour de deux articles du numéro de mai, « Le talon d'Achille du nucléaire français » et « Les réfugiés, une bonne affaire ». (claudie.desfosses@wanadoo.fr)

LA ROCHELLE. Le 20 juin, à 17h30, au café Aion, 41, rue de la Scierie : « café-Diplo ». (jose.dacunha5@free.fr)

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

AIX-EN-PROVENCE. Les 7, 8 et 9 juillet, au parc Saint-Mitre : 5^{es} Rencontres décononomiques sur le thème « Travail, robots, revenus... et la joie de vivre?!? ». Le 24 juin, à 14 heures, au parc Saint-Mitre, cérémonie de lancement présidée par Jacques Généreux. Programme détaillé sur le site de l'association. (d.bruiet@orange.fr)

MARSEILLE. Le 6 juin, à 20 heures, au cinéma Le Gyptis, 136, rue Loubon, projection

d'*Islam pour mémoire*, de Bénédicte Pagnot, suivie d'un débat avec la réalisatrice et Sylvie Denoix, directrice de recherche au CNRS. (g.ollivier1@free.fr)

NICE. Le 27 juin, à 19h30, au café O'Quotidien, 2, rue Martin-Seytour : « café-Diplo » autour d'un article du numéro de juin et débat sur le quatrième chapitre du *Manuel d'économie critique*, « Partage des richesses : espoirs et impasses ». (diplo@geller-conseil.eu)

VAUCLUSE. Le 7 juin, à 20h30, au Cinéforum à Orange, projection du film *Un paese di Calabria*, suivie d'un débat avec la coréalisatrice Shu Aiello. Le 13 juin, à 20h30, au cinéma Utopia Manutention à Avignon, projection du film de Raoul Peck *I Am Not Your Negro*, suivie d'un débat. Le 19 juin, à 20h30, au cinéma Utopia Manutention, projection du film de Barbet Schroeder *Le Vénérable W. (lire « Prêcher la haine au nom du Bouddha » page 24)*, suivie d'un débat. (ruiz.bouqueyrat@wanadoo.fr)

HORS DE FRANCE

BOBO-DIOULASSO. Le 22 juin, à 16 heures, à l'Institut français, projection-débat autour du documentaire de Xavier Muntz *Boko Haram : les origines du mal*. (christian.darceaux@laposte.net)

GENÈVE. Le 13 juin, à 18h30, au café-restaurant Le Platane, 91, boulevard de la Cluse : « café-Diplo » autour de l'article « C'est la faute au juge ! » (mai). (claudie.sumi@gmail.com)

LUXEMBOURG. Le 15 juin, à 19 heures, au Citim, 55, avenue de la Liberté : conférence de Jean-Christophe Giuliani et Bernard Legros autour du livre collectif *Le Travail, et après ?* (Écosociété). En collaboration avec Attac. (amdluxembourg@gmail.com)

TOKYO. Le 11 juin, à 15 heures, à Musashino Place (Space D), 2-3-18 Kyonancho, Musashino, débat : « La place de l'islam en France ». Réservation nécessaire. (diplojapon@gmail.com)

DE JEREMY CORBYN

nids-de-poule au Royaume-Uni

La seule artère qui relie ces deux mondes est une autoroute dotée d'une seule sortie. C'est toute l'Angleterre dans un mouchoir de poche.

Dans le nord de la circonscription, la mort de l'industrie minière a vu émerger un nouveau fascisme. Parmi les vétérans travaillistes qui battent la campagne aux côtés de M. Marshall, certains se connaissent depuis les grandes mobilisations contre les crânes rasés du British National Party (BNP). Mais, avec le phénomène UKIP, ils font face à un populisme de droite qu'ils ne parviennent plus à contenir. Aux élections de 2010, le BNP l'emportait encore sur l'UKIP; mais, à eux deux, ils ne totalisaient que 2 600 voix (sur 52 000). Cinq ans plus tard, l'UKIP arrivait en troisième position avec plus de 5 000 voix. Les libéraux-démocrates s'effondraient, la moitié de leurs électeurs rejoignant les Tories, tandis que l'UKIP s'envolait aux dépens surtout du Labour (1). Là encore, Broxtowe reflète ce qui se passe dans nombre de villes petites ou moyennes. Au référendum de juin 2016, 55 % de ses électeurs se sont prononcés pour la sortie de l'Union européenne.

Dans un local de scouts, M. Marshall prépare une centaine de militants travaillistes à une grande tournée électorale. Des piles de club-sandwichs et une

théière ont été mis à disposition des bénévoles. Parmi eux, des quinquagénaires vêtus de tee-shirts proclamant l'urgence d'une révolution, mais aussi des infirmières, des employés de bureau, des chauffeurs de camion et même des ouvriers d'usine originaires d'Europe de l'Est. Ces derniers n'ont pas le droit de voter aux élections générales, ce qui ne les empêche pas d'empoigner gaiement leur lot d'autocollants « Labour » pour participer à la tournée de porte-à-porte.

« Ils vont nous traiter d'élite métropolitaine du Sud », plaisante M. Marshall, en référence aux quartiers résidentiels du bas Broxtowe. Pourtant, la petite foule dans la salle n'a pas perdu tout espoir. Des sourires s'esquissent à l'évocation des difficultés providentielles dans lesquelles l'adversaire a réussi à s'empêtrer. La députée sortante, la tory Anna Soubry, est une défenseuse acharnée du maintien dans l'Union, au point qu'elle a appelé à la fondation d'un nouveau parti centriste opposé à M^{me} May (2). Dès lors, la position du Labour – jouer le jeu du Brexit tout en cherchant à obtenir l'accès le plus avantageux possible au marché unique – permet à M. Marshall de mieux séduire les eurosceptiques que la candidate conservatrice. De surcroît, c'est un homme du cru, contrairement à M^{me} Soubry, qui a choisi de vivre en dehors de la circonscription.

Un Parti travailliste hors de contrôle

C EPENDANT, lorsqu'on discute en aparté avec le nouau dur des militants, on s'aperçoit vite que le principal obstacle auquel se heurte leur campagne ne vient pas du camp rival, mais de leurs propres camarades. Les sympathisants de l'aile gauche du Labour, qui soutiennent la candidature de M. Marshall et le programme social et fiscal de M. Corbyn, s'estiment victimes de sabotage de la part de l'appareil centriste et bureaucratique de leur parti. « Regardez-moi ça », lâche avec dédain une benévole en faisant passer son téléphone portable à la ronde. S'y affiche la page Facebook du coordinateur de campagne d'un candidat travailliste anti-Corbyn, qui tient l'affiche dans une circonscription voisine. « Un bon conseil à tous ceux qui frappent aux portes en ce moment, écrit le notable. Admettez que Jeremy Corbyn ne gagnera pas ces élections. Dites aux électeurs que ce dont le pays a besoin, c'est de bons députés travaillistes à l'esprit indépendant. »

De fait, M. Corbyn ne s'est pas engagé dans cette campagne sous les meilleurs auspices : fragmentation du vote travailliste sur l'ensemble du territoire, perte du fief historique de l'Écosse au profit des nationalistes, divisions internes de plus en plus calamiteuses... Il ne contrôle ni le siège du parti ni ses « camarades » du Parlement, où deux députés travaillistes sur trois lui sont hostiles. Et pour couronner le tout, les Tories bénéficient d'un budget de campagne trois fois plus important que les maigres fonds réunis par le Labour.

M. Corbyn et son plus proche collègue, le « ministre des finances fantôme » John McDonnell, ne disposent que d'un seul atout : le cap antiaustéritaire adopté par le parti au cours des premiers mois qui ont suivi leur prise de pouvoir. Depuis ce qui est devenu une sorte de siège du Labour bis – un labyrinthe de bureaux situé dans une dépendance du Parlement avec vue sur la Tamise –, mandat a été donné à l'équipe de M. McDonnell d'élaborer un vaste et solide programme de relance économique et de justice sociale.

La première partie de ce plan a été rendue publique en septembre 2016. Elle prévoit notamment un emprunt de 250 milliards de livres (290 milliards d'euros) sur cinq ans, destiné aux investissements publics dans les infrastructures (logements sociaux, écoles, transports), et une augmentation du salaire minimum à 10 livres l'heure (un peu moins de 12 euros), contre 7,20 livres actuellement. En matière d'accès aux

soins, à la puériculture, à l'éducation et à l'université, M. McDonnell a vu grand : 11 milliards de livres chaque année pour supprimer les frais de scolarité à l'université ; 6 milliards supplémentaires pour les écoles ; 37 milliards (sur cinq ans) pour le National Health Service (NHS), le système de santé publique britannique (3), etc.

La feuille de route travailliste détonne aussi en matière fiscale : hausse importante de l'impôt pour ceux qui gagnent plus de 80 000 livres par an, taxation des sociétés étrangères qui spéculent sur le marché immobilier, création d'une taxe Tobin améliorée, ou « taxe Robin des Bois », sur les transactions financières, plan de lutte contre l'évasion fiscale... Et, pour financer les écoles, il est prévu de supprimer environ 20 milliards de cadeaux fiscaux dont bénéficient aujourd'hui les entreprises.

Pour la vieille garde libérale du parti, hors de question, évidemment, de prendre ces idées au sérieux. Le scénario était plus raffiné : il s'agissait de feindre d'accepter les préconisations de M. McDonnell afin d'apprivoiser l'aile gauche du parti, puis de les abandonner point par point en cours de route, avant la proclamation officielle d'un programme réorienté au centre. Mais ce plan a fait long feu. Un vieux bonze libéral du parti a reçu un tel choc en lisant l'avant-projet que son équipe, épouvantée, a fait « fuiter » le document auprès de ses amis journalistes des tabloïds de droite.

Tandis qu'en ce dimanche les démarcateurs travaillistes de Broxtowe se répartissent les pâtés de maisons, ils ne se font guère d'illusions quant à leurs chances de succès dans les urnes. D'autant que peu d'habitants paraissent avoir conscience des enjeux du scrutin. Voilà sans doute ce qu'il y a de plus incongru dans cette campagne : le fait que des élections présentées et disputées au niveau national comme une guerre idéologique et culturelle décisive pour l'avenir échouent apparemment – du moins dans ce quartier – à inspirer la moindre passion à qui que ce soit.

Aux yeux de ses bénévoles, le Labour a repris suffisamment de couleurs pour qu'ils ne se contentent plus des « oui », « non », « peut-être » des campagnes précédentes. M. Marshall et ses collègues ont décidé cette fois de prendre du temps – beaucoup de temps, même, parfois – pour expliquer, argumenter, convaincre. Et aussi pour écouter. Sur la cinquantaine de foyers démarchés ce jour-là par le chef local des travaillistes,

ceux qui disent voter Labour le font avec orgueil et en pleine connaissance des marques d'infamie que la presse nationale leur applique. Ils sortent de leur jardin ou de leur cabane à outils en hochant la tête d'un air entendu et en lâchant des « toute ma vie » et des « Labour depuis toujours ». Quant aux électeurs conservateurs, ce sont généralement des gens polis – souvent des personnes d'un certain âge disposées à accorder un peu de temps à M. Marshall pour parler des problèmes locaux.

Si le Labour réussit à perdre dans un endroit comme Mill Hill, ce ne sera pas seulement parce qu'il aura cédé des voix à la droite, mais parce qu'il aura laissé ses habitants entre les griffes de l'apathie et de la dislocation. Quand on leur demande quelles améliorations ils pourraient attendre des travaillistes, certains mentionnent de meilleures routes ou une administration plus compétente, mais beaucoup haussent les épaules sans trouver un seul mot à dire.

Pour M. Dawn Elliott, élu municipal travailliste et organisateur aguerri de campagnes électorales, cet engourdissement illustre la manière dont néolibéralisme et désengagement politique s'alimentent l'un l'autre. « Notre base électorale ici s'est érodée depuis 2010, explique-t-il. Pas seulement parce que les travailleurs sont déçus par le Labour, mais aussi parce qu'ils sont déçus par la politique en général. Sept ans d'austérité ont poussé beaucoup de gens hors du système. Ils considèrent qu'il n'y a plus rien à gagner du côté de la politique, alors ils s'en désintéressent. Plus les Tories resteront au pouvoir, à vendre le concept du "chacun pour soi", plus les citoyens perdront la notion de l'intérêt collectif. »

PAUL MASON.

(1) Will Dahlgren, « The two tribes of UKIP », YouGov, 25 mars 2015.

(2) Thomas Colson, « Tory MP Anna Soubry: It's time to "get on with" creating a new party to fight against a "Hard Brexit" », Business Insider, 31 mars 2017.

(3) Jim Pickard, « Labour spells out tax rises to fund spending surge in final manifesto », Financial Times, Londres, 16 mai 2017.

L'impossibilité d'une île

ARCHIPEL ISOLÉ ou vestige d'un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais ? Fer de lance de la mondialisation et de l'uniformisation du monde ou moteur du « repli nationaliste » ? Bouillon de culture néolibéral ou espoir d'un regain des partis sociaux-démocrates d'antan ? Décrire le Royaume-Uni oblige souvent à remplacer un « ou » par un « et » : chapeaux melons et crêtes iroquoises, Margaret Thatcher et Monty Python, impeccables files d'attente et ébriété tonitruante devant les pubs le soir. Voilà, en somme, ce que propose de montrer cette nouvelle livraison de *Manière de voir* (1).

L'empire qui s'étendait hier sur un quart des terres émergées de la planète a disparu. Il continue néanmoins d'exercer son influence sur le quotidien d'une nation qui revendique le poulet *tikka massala* (une sorte de curry) comme son plat national.

Angleterre, Écosse, Pays de Galles : les pays du royaume jouent au sein d'une même équipe (à l'exception de l'Irlande du Nord) aux Jeux olympiques, mais pas au football et au rugby. La décision des Britanniques de sortir de l'Union européenne (le Brexit), en 2016, a réactivé les lignes de fracture que le prestige de la Couronne ne parvient plus à camoufler : la première ministre écossaise exige la tenue d'un nouveau référendum sur l'indépendance ; le parti nationaliste irlandais Sinn Féin propose, une fois encore, la réunification de l'Irlande ; et certains plaident même pour une plus grande autonomie de la capitale, europhile et prospère.

Ces tensions identitaires apparaissent au moment précis où le laboratoire britannique entame sa troisième vie. Après avoir jeté les bases de la contre-révolution néolibérale à la suite de l'élection de Thatcher en 1979, le pays a largement inauguré la mutation « sociale-libérale » des partis anciennement progressistes sous l'égide de M. Anthony Blair (élu en 1997). Désormais piloté par M. Jeremy Corbyn, le Parti travailliste tente d'ouvrir la perspective d'une refondation de la gauche, à gauche – tandis que d'autres formations, ailleurs, n'envisagent leur salut qu'en épousant toujours plus fidèlement les exigences patronales.

Outre les articles d'analyse et les reportages qu'il rassemble, ce numéro de *Manière de voir* s'appuie sur une série de documents graphiques pour éclairer l'espace des mondes anglophone et britannique et faire la lumière sur le mystère de cette reprise économique qui produit de la pauvreté. Compilant de nombreux documents historiques (discours de Charles de Gaulle, Winston Churchill, Anthony Benn, etc.), il invite enfin à se souvenir que rien n'est jamais immuable, comme le révèle l'épisode de la bataille de Dunkerque, en 1940 : confrontée à un colossal désastre militaire, l'élite britannique accepta de renoncer à bon nombre de ses privilèges de façon à ne pas disparaître. Suggérant que tous n'étaient pas indispensables à la survie du royaume...

(1) « Royaume-Uni, de l'Empire au Brexit », *Manière de voir*, n° 153, juin-juillet 2017, 8,50 euros, en kiosques.



Les Boucles du Coeur

7e édition organisée par Carrefour

Karine Ferri
Mickaël Landreau
Soprano
Julie Zenatti

**VOUS AUSSI
ENTREZ DANS LA BOUCLE
FAITES UN DON !**

Cette année, Carrefour soutient l'association Grégory Lemarchal et des centaines d'associations locales œuvrant pour l'enfance. Aidez-les en faisant un don du 8 mai au 18 juin dans les magasins Carrefour, Carrefour Market ou sur carrefour.fr.

Carrefour Hypermarchés SAS au capital de 6 922 200 euros - Siège social : 1, rue Jean-Mermoz - ZAE Saint-Guillaume - 91002 ÉVRY - 461 321 335 RCS ÉVRY

j'optimisme

POUR LE PRÉSIDENT LOUKACHENKO

contre le grand frère russe

pendant plus de six mois. Sept cents personnes ont ainsi été arrêtées à Minsk le 25 mars, à l'occasion d'une manifestation non autorisée; 144 ont écopé d'amendes de plusieurs centaines d'euros ou de peines d'emprisonnement de cinq à vingt-cinq jours. Une vingtaine d'anciens militants nationalistes des années 1990 sont même poursuivis pour activités insurrectionnelles dans le cadre d'une enquête criminelle. La relative discrétion de l'Union européenne au sujet de cette répression confirme cependant sa réticence à ostraciser le régime, de peur que celui-ci ne se referme et ne se tourne exclusivement vers la Russie.

Cette tentative de rééquilibrage de la politique extérieure de la Biélorussie a tendu le dialogue avec Moscou sur des dossiers stratégiques et même économiques. Les désaccords se sont d'abord manifestés au sujet du déploiement sur le sol biélorusse, près de Lida, dans la région de Hrodna, d'un régiment d'avions de chasse russes, dans le cadre du système commun de défense aérienne. Évoquée pour la première fois en 2012, cette question est revenue dans l'actualité à l'automne 2015, en pleine campagne pour l'élection présidentielle et alors que Minsk espérait obtenir une levée partielle des sanctions de l'Union. Les médias russes ont alors annoncé le déploiement effectif de chasseurs en Biélorussie à compter du 1^{er} janvier 2016. Le président Loukachenko a déclaré que son pays n'avait aucune intention d'accueillir une base militaire russe sur son territoire.

Cette initiative de Moscou, peu soucieuse de la réaction de Minsk, répondait au déploiement par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) de nouvelles divisions dans les pays baltes et d'un bouclier antimissile – à base de technologie américaine – en Europe centrale. En mai 2016, le système de défense américain de Deveselu (Roumanie) est devenu opérationnel, et des sites polonais et tchèques sont toujours à l'étude pour accueillir d'autres éléments du bouclier, comme des missiles intercepteurs ou des radars. Il s'agissait également de mieux contrôler un partenaire biélorusse récalcitrant : toute aspiration de M. Loukachenko à la neutralité de son pays dans la confrontation entre la Russie et l'Occident, tout comme sa marge de manœuvre à l'égard de Moscou, seront définitivement compromises après le déploiement d'une base aérienne russe sur son sol. Pis encore, au regard de sa position de « zone tampon » entre l'OTAN et la Russie, le pays pourrait devenir un jour le terrain d'une confrontation plus directe. Ce que redoutent par-dessus

tout les Biélorusses, qui se rappellent avoir perdu près de 25 % des leurs pendant la seconde guerre mondiale.

Enfin, les conséquences économiques néfastes de la crise ukrainienne sur les deux pays ont conforté les réflexes nationalistes, donnant lieu à de nouvelles guerres commerciales en 2016. La tension est d'abord montée d'un cran au sujet des livraisons de gaz russe à destination de la Biélorussie. Face au refus de Gazprom de concéder une remise sur le prix du gaz,

Minsk a décidé de manière unilatérale de ne lui payer que 73 dollars, au lieu de 132, pour 1 000 mètres cubes. Moscou a répliqué par une réduction sensible de ses livraisons de pétrole brut détaxé (18 millions de tonnes au lieu des 24 millions prévus), portant un coup sévère aux industries pétrochimiques biélorusses, dont la production représente un tiers des exportations globales du pays.

Autre point de friction : l'importation en Russie, via le territoire biélorusse, de

produits alimentaires en provenance de l'Union européenne et sous embargo russe depuis le 6 août 2014. Les règlements douaniers en vigueur dans l'Union économique eurasiatique autorisent en effet la Biélorussie à réexporter ces produits (fromages, légumes et fruits, poissons et fruits de mer) à condition qu'ils aient été transformés ou reconditionnés sur son territoire. De nombreux producteurs du pays, encouragés par le pouvoir, exploitent aujourd'hui cette aubaine. Selon le parquet de la Fédération de Russie, la Biélorussie aurait

exporté en 2015 cinq fois plus de pommes et de champignons qu'elle n'en avait produit. En octobre 2016, le service des normes sanitaires russe l'a accusée d'avoir importé près de cent mille litres de lait polonais pour les réexporter après reconditionnement, contournant ainsi l'embargo. La Russie, elle, cherche à durcir unilatéralement les règles d'importation des produits biélorusses (lait, fromage, viande), notamment en les soumettant à des embargos temporaires.

Ces tensions ne présagent cependant en rien d'une remise en question sérieuse des relations, les dépendances mutuelles sur les plans stratégique et économique étant fortes. Tant que ses intérêts sont sécurisés en Biélorussie, Moscou ne semble pas envisager de brusquer son partenaire. Même si cette assistance est beaucoup moins importante que dans les années 2000, il continue d'ailleurs à lui accorder un soutien financier : 12 milliards de dollars échelonnés sur plusieurs années, par l'intermédiaire de la Banque eurasiatique de développement, ou encore 1 milliard de dollars promis en 2017 afin d'aider la Biélorussie à régler sa dette de 720 000 dollars pour le gaz livré en 2016. En outre, après le dernier sommet bilatéral, le 3 avril 2017, Moscou a finalement concédé à son voisin une remise sur le prix du gaz pour 2018 et 2019 : celui-ci sera respectivement de 129 et 127 dollars les 1 000 mètres cubes, contre 150 dollars prévus initialement.

Minsk n'entend pas contester plus ouvertement à la Russie son statut de partenaire privilégié, même s'il reste attaché à sa neutralité dans la crise ukrainienne et, par-delà, face à la confrontation entre la Russie et l'OTAN. Il accueillera ainsi, à l'automne 2017, les manœuvres militaires russo-biélorusses Zapad (Ouest), conformément à une tradition stratégique soviétique restaurée en 1999.

Cette position de neutralité de M. Loukachenko tout comme son aspiration à plus d'autonomie relèvent d'une stratégie de préservation de son régime. Dans le contexte actuel, cette stratégie implique l'affirmation de la souveraineté de la Biélorussie, une politique extérieure plus équilibrée et même une certaine ouverture. Elle trouve aussi un large écho auprès de la population, qui, face au conflit entre les Deux Grands, opte pour une position de retrait : à l'été 2016, 58 % des personnes interrogées déclaraient vouloir se tenir à distance de la confrontation entre la Russie et l'OTAN.

IOULIA SHUKAN.



IGOR TISHIN. – « Inverse Movement » (Mouvement inverse), 2012

Biélorussie et Kazakhstan jouent les médiateurs

PARIS de court par l'opération militaire russe de février 2014 en Crimée, le président biélorusse Alexandre Loukachenko a finalement misé sur une neutralité ambiguë à l'égard des parties en conflit. Il louvoie entre la reconnaissance implicite de l'annexion de ce territoire par Moscou et sa volonté de ne pas dégrader ses relations avec l'Ukraine, troisième partenaire commercial de son pays.

Le 24 mars 2014, il affirmait que « le rattachement [de la Crimée] à la Russie était regrettable en raison du précédent ainsi créé de remise en question de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et des garanties de sécurité offertes par le mémorandum de Budapest de 1994 (1) ». Ce même mois de mars, à l'Assemblée générale des Nations unies, la Biélorussie votait pourtant contre une résolution reprenant ces critiques, alors même que le texte ne prévoyait aucune sanction contre la Russie.

Bien que M. Loukachenko n'ait pas ménagé ses critiques à l'égard des manifestations de Maïdan – la place de l'Indépendance à Kiev –, qui firent tomber l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch, il s'est rendu le 7 juin 2014 à la prestation de serment de son successeur, M. Petro Porochenko. La même année, alors que le conflit armé au Donbass gagnait en intensité, la Biélorussie a volé au secours de l'Ukraine en lui vendant à crédit du gazole pour ses forces armées, ainsi que du kérosène pour ses avions de soutien militaires, rompant ainsi avec son image d'allié stratégique de la Russie.

L'intense travail d'influence de Minsk auprès de Moscou lui a permis de s'imposer dès l'été 2014 comme un hôte des négociations autour du Donbass acceptable pour toutes les parties concernées. Lui-même frappé d'une interdiction de visa au sein de l'Union européenne, et ayant une réputation de « dernier dictateur d'Europe », M. Loukachenko a trouvé en février 2015, lors du sommet au format « Normandie » (2), une occasion inespérée de rompre l'isolement de son pays en s'affichant aux côtés de M. François Hollande et de M^{me} Angela Merkel.

Le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev a également beaucoup œuvré pour apaiser les tensions entre Kiev et Moscou. Alors que la Biélorussie s'est opposée à la résolution des Nations unies invalidant le référendum en Crimée, en mars 2014, le représentant kazakh a préféré s'abstenir, tout en votant contre la résolution sur les atteintes aux droits humains en Crimée présentée par Kiev en novembre 2016.

À l'initiative de M. Nazarbaïev, le pouvoir – qui, en 1997, a déplacé sa capitale plus au nord afin de réduire les risques de sécession dans cette partie du pays – a cherché à se démarquer de la position russe, sans toutefois heurter son puissant allié. Dès les premiers pourparlers du 26 août 2014, dans la capitale biélorusse, le président kazakh prônait une résolution pacifique de la crise du Donbass. Depuis, M. Nazarbaïev s'est rendu à deux reprises à Kiev, réaffirmant son soutien à la souveraineté de l'Ukraine tout en ménageant M. Vladimir Poutine. « Je suis reconnaissant de la position ferme et

constante du Kazakhstan, et de son soutien à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine », affirmait le président ukrainien Porochenko le 22 décembre 2014. Astana a d'ailleurs failli accueillir les accords de Minsk II du 12 février 2015.

Dépendant de la Russie pour un tiers de ses importations, le Kazakhstan verrait d'un bon œil la levée des sanctions occidentales à l'encontre de Moscou. Réciproquement, les contre-sanctions, adoptées par le Kremlin sans consulter les autres membres de l'Union économique eurasiatique, ont heurté Astana. L'obligation imposée à Kiev depuis le 1^{er} janvier 2016 de faire transiter ses produits destinés au marché kazakh par la Biélorussie plutôt que directement par le Caucase russe gêne particulièrement. En réponse à l'unilatéralisme russe, le Kazakhstan a renforcé sa coopération avec l'Ukraine. En octobre 2015, M. Porochenko s'est rendu dans la capitale kazakhe pour y signer un accord économique et donner aux deux pays l'occasion d'exprimer leur attachement au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États.

Le conflit en Syrie a permis à M. Nazarbaïev d'attirer les projecteurs sur son pays, en général peu médiatisé. Le 3 mai dernier, Astana accueillait – pour la troisième fois depuis janvier – des pourparlers de paix en vue de consolider le cessez-le-feu entre les forces rebelles et le régime de M. Bachar Al-Assad. Si Moscou et Ankara, initiateurs du sommet avec Téhéran, ont pu se retrouver autour de la table des négociations, c'est grâce aux efforts de M. Nazarbaïev pour

réconcilier le président turc Recep Tayyip Erdoğan et M. Poutine, qui se défiaient mutuellement depuis la destruction d'un bombardier russe par l'aviation turque à la frontière turco-syrienne, en novembre 2015. Après la tentative de coup d'État en Turquie du 15 juillet 2016, M. Nazarbaïev a même été le premier chef d'État à rendre visite, le 5 août, à son « frère Erdoğan » – allusion au fait que l'ethnie kazakhe (70 % de la population) est d'ascendance et de langue turques. Et ce malgré l'injonction qu'il a reçue de fermer trente-trois lycées kazakho-turcs du mouvement Hizmet de M. Fethullah Gülen, mis en cause par Ankara dans le putsch manqué.

Critiqué en interne et en proie à une guerre de clans qui perturbe sa succession, M. Nazarbaïev (âgé de 76 ans et au pouvoir depuis 1990) parie sur ce zèle diplomatique pour redorer son blason de défenseur de la souveraineté nationale aux yeux de sa population, tout en consolidant ses relations avec son premier partenaire commercial, l'Union européenne. Un gage de stabilité pour son régime.

ARTHUR FOUCHÈRE* ET I. SH.
* Journaliste.

(1) Le 5 décembre 1994, Moscou, Washington et Londres s'engageaient à garantir l'intégrité territoriale de l'Ukraine. En échange, Kiev adhérait au traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et acceptait de transférer à la Russie l'arsenal nucléaire dont il avait hérité à la dislocation de l'Union soviétique.

(2) Soit un format réunissant l'Allemagne, la Russie, l'Ukraine et la France, dans la foulée d'une première rencontre semi-officielle intervenue en juin 2014 lors de la commémoration du débarquement de 1944 en Normandie.



LITTÉRATURES

PROCHE - ORIENT

MIRAGE GAY À TEL-AVIV. – Jean Stern
Libertalia, Paris, 2017, 164 pages, 14 euros.

Israël, comme tous les pays encore prisonniers des religions monothéistes, reste très homophobe. Mais Tel-Aviv est une des capitales mondiales de l'homosexualité. Depuis quelques années, la propagande israélienne a mesuré le profit qu'elle pouvait tirer de la sympathie des gays occidentaux grâce à ce *pinkwashing*, camouflage de l'occupation et de la colonisation de la Palestine. Cofondateur de *Gai Pied*, puis journaliste à *Libération* et à *La Tribune*, fin connaisseur d'Israël, Jean Stern était bien placé pour enquêter sur ce ripolage particulier de la «marque Israël».

Il en présente les acteurs et en éclaire les mécanismes : Gay Pride, chanteurs trans, campagnes de publicité, émissions de télévision, invitations – souvent refusées – de personnalités étrangères, films homosexuels grand public ou pornographiques et, bien sûr, déclarations démagogiques du premier ministre Benjamin Netanyahu et consorts. Ce reportage n'oublie pas la Palestine, où les gays subissent à la fois l'oppression d'une société traditionaliste et le chantage des autorités d'occupation.

DOMINIQUE VIDAL

SEULE DANS RAQQA. – Hala Kodmani
Éditions des Équateurs, Paris, 2017, 150 pages, 15 euros.

Exécutée par l'Organisation de l'État islamique (OEI) le 6 janvier 2016, Ruqia Hassan, 30 ans, est sortie de l'anonymat après sa mort. Les médias ont reconnu en elle la blogueuse qui, sous le pseudonyme de Nissan Ibrahim, avait tenu sur Facebook la chronique de cinq ans de guerre à Raqqa. Pour cette jeune enseignante de philosophie, qui bout d'indignation derrière son écran dès le début du soulèvement syrien, en mars 2011, la vraie vie commence au printemps suivant, lorsque Raqqa se joint à la rébellion anti-Assad, chassant quelques mois plus tard l'armée régulière.

En dépit des bombes larguées par le régime, Ibrahim, grisée par les projets de gestion citoyenne, clame son enthousiasme sur la Toile. Très vite, sous ses yeux incrédules puis horrifiés, la contre-révolution s'impose sous la forme d'un monstre à deux têtes, l'une soumettant la population à un islam fantasmagorique, l'autre punissant les Rakkaouis d'avoir osé défier son pouvoir dictatorial. Contextualisée par Hala Kodmani, l'une des rares journalistes françaises à avoir enquêté sur place, cette chronique constitue un puissant témoignage sur cette révolution confisquée.

AMÉLIE DUHAMEL

UN AUTRE FUTUR POUR LE KURDISTAN ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique. – Pierre Bance

Noir et Rouge, Paris, 2017, 400 pages, 20 euros.

Cet ouvrage dense et érudit présente la mise en place depuis 2014 dans le Rojava (territoire autonome kurde situé dans le nord-est de la Syrie) d'un système politico-social original : le confédéralisme démocratique. Le projet s'inspire du concept de municipalisme libertaire forgé par l'anarchiste américain Murray Bookchin dans les années 1960-1970. M. Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'a adopté au début des années 2000, après avoir analysé l'impasse idéologique et militaire où s'était fourvoyé son mouvement de lutte armée marxiste-léniniste.

Cet ensemble de règles organise d'une part le fonctionnement des pouvoirs publics et des institutions, avec une prise des décisions à la base pour remonter ensuite vers le haut, et, d'autre part, acte les droits et libertés des citoyens, leurs devoirs et leurs obligations – les femmes ayant ici une place égale à celle des hommes. Certes, le contexte de guerre exacerbe les contradictions, mais une telle expérience mérite attention.

JEAN-JACQUES GANDINI

DANCING IN DAMASCUS. Creativity, Resilience, and the Syrian Revolution. – Miriam Cooke

Routledge, Londres-New York, 2017, 135 pages, 23 livres sterling.

Professeure de cultures arabes à l'université Duke (États-Unis), Miriam Cooke prévient d'emblée que son ouvrage, richement documenté et illustré, ne traite pas de la crise syrienne sous un angle géopolitique. Elle se concentre sur l'effervescence artistique, indissociable d'un positionnement politique et éthique, qui a marqué les premières années du conflit. Après un retour sur la «littérature de prison», caractéristique de la période qui a précédé et suivi l'arrivée au pouvoir de M. Bachar Al-Assad, et qui témoigne des premières fissures dans le «mur de la peur», elle montre que les œuvres des «artistes-actives» (peinture, littérature, cinéma, caricatures, graffiti, théâtre...) dépassent l'urgence du témoignage brut : elles produisent une pensée critique souvent riche d'une réflexivité sur leur travail.

Outre la construction d'une mémoire collective à travers la création artistique, l'auteur revient sur l'importance des galeries situées dans la région (Golfe, Liban...) ou sur Internet, ainsi que des organisations non gouvernementales et des fondations qui permettent la poursuite de la création hors de Syrie.

NICOLAS APPELT

AMÉRIQUES

CONFESSIONS DE NAT TURNER
Allia, Paris, 2017, 80 pages, 6,50 euros.

Né esclave en 1800, Nat Turner était instruit et maîtrisait la Bible sur le bout des doigts. En août 1831, à la suite d'une vision mystique, il entraîna une soixantaine de ses compagnons d'infortune dans une révolte qui marqua l'histoire de l'Amérique noire : pendant deux jours, les insurgés semèrent la terreur dans le comté de Southampton, en Virginie, allant de plantation en plantation pour massacrer les maîtres blancs. Le groupe fut rapidement arrêté puis exécuté, à l'exception de Turner. Emprisonné après deux mois de cavale, il livra son récit des événements à un avocat. Ce texte inspira un livre à William Styron (*Les Confessions de Nat Turner*, prix Pulitzer 1968) et un film sorti en janvier 2017 (*The Birth of a Nation*, de Nate Parker). Publié pour la première fois en français, il permet de pénétrer à l'intérieur de la révolte la plus sanglante qu'ait connue le sud des États-Unis avant la guerre de Sécession.

BENOÎT BRÉVILLE

ASIE

LA CORÉE DU NORD EN 100 QUESTIONS. – Juliette Morillot et Dorian Malovic
Tallandier, Paris, 2016, 384 pages, 15,90 euros.

Par un dispositif de questions-réponses, les auteurs, spécialistes respectivement de la Corée et de la Chine, contribuent à faire découvrir la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Dénoncée pour ses essais nucléaires, son non-respect des droits humains, ses provocations à l'égard de son voisin du Sud, du Japon et des États-Unis, la RPDC est régulièrement la cible de sanctions des Nations unies, dont l'impact sur ce petit pays de vingt-cinq millions d'habitants est peu connu. Les auteurs traitent de l'économie, des réformes que l'administration nord-coréenne a dû lancer, mais ils abordent également la colonisation japonaise, la guerre entre le Nord et le Sud (1950-1953), l'éducation, la religion, ainsi que les attaches privilégiées et parfois problématiques avec le grand frère chinois et les relations avec la Russie. Enfin, ils invitent à rester critique face aux informations de tous bords, difficiles à vérifier.

DIDIER ROY

POLITIQUE

LA FABRIQUE DES CHEFS. D'Akhenaton à Donald Trump. – Christian-Georges Schwentzel

Vendémiaire, Paris, 2017, 288 pages, 22,50 euros.

La recette n'aurait guère changé depuis l'Antiquité. Prenez un ambitieux, porté au pouvoir par l'un des clans de l'aristocratie autrefois, des «élites» aujourd'hui. Légitimé hier par les dieux dont il est le représentant, et désormais par le peuple souverain, sans trop s'éloigner du divin. M. Donald Trump prête serment sur la Bible entouré d'un pasteur, d'un rabbin et d'un prêtre. Le chef se doit d'être majestueux, hors du commun, loin des foules qu'il traverse occasionnellement, debout, entouré de sa garde : César à Rome sur un char, M. François Hollande dans la voiture présidentielle sur les Champs-Élysées. Mais proche du peuple, dévoué à sa prospérité : à genoux, le pharaon repique le riz ; M. Emmanuel Macron coupe la canne à sucre en Guyane. Même s'il n'a jamais porté les armes, c'est lui qui gagne les guerres prêt à combattre l'Antéchrist ou l'«axe du Mal». Conforté jadis par les prêtres ou de nos jours par les médias, les communicants et les instituts de sondage. Historien de l'Antiquité, Christian-Georges Schwentzel invite, avec humour, à douter de la modernité des mœurs politiques.

CHRISTIAN DE BRIE

AFRIQUE

UNE JEUNESSE AFRICAINE EN QUÊTE DE CHANGEMENT. – Collectif

Groupe de recherche et d'information sur la paix, Bruxelles, 2017, 142 pages, 12 euros.

Depuis les années 2000, de nombreux mouvements africains réclament des comptes aux classes dirigeantes du continent. La fin de la guerre froide a en effet favorisé la démocratisation restée, au-delà des apparences du multipartisme et de l'organisation régulière d'élections, inachevée. Face aux blocages politiques, la population s'organise et teste des formes nouvelles de mobilisation. Le Groupe de recherche et d'information sur la paix (GRIP) s'est intéressé à Y en a marre (YEAM) au Sénégal, au Balai citoyen au Burkina Faso et à Filimbi en République démocratique du Congo. Les points communs de ces groupes : la jeunesse de leurs membres, le lien avec les milieux culturels, le recours aux réseaux sociaux et une volonté farouche d'éviter la récupération par le pouvoir. Si YEAM fait figure de précurseur, Le Balai citoyen a pour titre de gloire d'avoir contribué à chasser du pouvoir M. Blaise Compaoré. Le petit livre du GRIP présente l'avantage de donner la parole aux acteurs de ces mouvements et de replacer leur action dans le cadre global des profondes transformations sociales à l'œuvre sur le continent.

ANNE-CÉCILE ROBERT

KINSHASA JUSQU'AU COU. – Anjan Sundaram

Marchialy, Paris, 2017, 352 pages, 21 euros.

Brillant étudiant en mathématiques, l'Indien Anjan Sundaram décide un jour de 2005 d'abandonner le projet d'une carrière à Wall Street pour se consacrer au journalisme. Sans expérience, mais riche de la lecture des reportages du Polonais Ryszard Kapuściński (1932-2007), il opte pour la République démocratique du Congo, où, grâce à sa banquière, qui en est originaire, il dispose de contacts à Kinshasa. Une rude leçon de journalisme d'immersion attend l'apprenti sans le sou : intégration délicate dans un pays d'une extrême pauvreté, précarité quotidienne, tâtonnements face aux agences de presse. Sundaram fait ses classes dans la touffeur d'un quartier populaire. Plusieurs de ses reportages le font remarquer, et lorsque la frénésie de l'élection présidentielle de 2006 vire à la guerre civile, il est le dernier journaliste dans Kinshasa au plus fort des combats. Fruit d'une expérience éprouvante, son livre raconte un pays aux énergies terribles et aux immenses ressources. D'une plume aussi épique qu'informative, Sundaram (Prix Reuters 2006) raconte un Congo vivant qui ne peut se deviner depuis le bar d'un grand hôtel climatisé.

ÉRIC DUSSERT

UNE INITIATION. RWANDA. (1994-2016). – Stéphane Audoin-Rouzeau

Seuil, Paris, 2017, 176 pages, 17 euros.

Spécialiste du fait de guerre et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Stéphane Audoin-Rouzeau s'interroge avec une grande honnêteté : comment a-t-il pu se désintéresser du dernier génocide du XX^e siècle au moment où il était commis ? Cet anthropologue des conflits avoue avoir éprouvé lors de son premier voyage au Rwanda, en avril 2008 – en pleine semaine de commémorations du massacre des Tutsis –, une «rupture irréversible». Dès les premières pages, il estime que sa cécité de 1994 relève d'un «racisme inconscient». Sa réflexion, basée sur des notes de terrain et sur sa rencontre avec des rescapés, est guidée par deux grandes idées. Il est frappé par l'aspect religieux du génocide, perpétré jusque dans les églises, comme une profanation de la sacralité de «l'autre». Traitant de front le «déli» à l'œuvre selon lui à Paris quant au rôle joué par la France, il propose de tout mettre à plat, de façon définitive, en confiant l'étude des événements à une commission d'historiens indépendante. Mais cela ne pourra avoir lieu avant cinquante ans, le délai imposé par la loi pour l'ouverture des archives.

SABINE CESSOU

Un optimisme désespéré

L'Étoile Absinthe de Jacques Stephen Alexis

Zulma, Paris, 2017, 158 pages, 17,50 euros.

GRÂCE à l'heureuse initiative des éditions Zulma, nous pouvons désormais tenir entre nos mains *L'Étoile Absinthe*, dernier roman inachevé et inédit du grand écrivain haïtien Jacques Stephen Alexis (1922-1961). Adulé de ses pairs comme de ses héritiers, Alexis est un mythe de la littérature caribéenne et mondiale. Écrivain proche de Louis Aragon et d'Aimé Césaire, qui sur son chemin rencontra Mao Zedong, Ho Chi Minh et Ernesto «Che» Guevara, il mourut à Haïti, pris au piège de la tourmente de la dictature de François Duvalier, après de nombreuses années d'exil et d'intense création littéraire à Paris. Il fut certainement, comme l'écrit Patrick Chamoiseau dans *Texaco*, ce «gouverneur de la rosée (...) saisi, frappé, emporté par la bête furieuse (...), mort sous la griffe des chiens tontons macoutes». Il nous livre aujourd'hui, après plus d'un demi-siècle de silence, un ultime témoignage poétique.

Le roman – retranscrit à partir de l'unique manuscrit retrouvé – suit la fuite éperdue de la Niña Estrellita, héroïne de *L'Espace d'un cillement* (Gallimard, 1959). Putain repentie à la suite de ses amours avec El Caicho, la Niña, devenue «l'Églantine», a quitté les bas-fonds de Port-au-Prince et la horde des réprouvés du Sensation Bar pour prendre place à bord du voilier *Dieu-premier*, en route vers la Grande Saline, en vue d'une vague entreprise commerciale. Accompagnée de la mystérieuse Célie Chéry et des hommes de l'équipage, elle se retrouve au cœur d'un naufrage, tissé de rémanences de *Typhon* ou de *Lord Jim* de Joseph Conrad.

Sans atteindre en grâce le magique *Compère Général Soleil*, premier roman de l'auteur publié en 1955 chez Gallimard, *L'Étoile Absinthe* demeure captivant par sa puissance poétique gorgée de créole, martelée des consonances chatoyantes de la Caraïbe. Pour transcrire le mystère renouvelé du monde, Alexis empoigne la langue avec une vigueur extatique, touffue de métaphores, d'images colorées et d'associations évocatrices : «Le soleil de la Caraïbe est un oiseau infra-rouge, un grand oiseau miraculeux qui fait le cirque au mitan du ciel, se corne lentement puis s'abat, furieux, torride, pluie de plumes et d'éclairs.» On peut certes çà et là se perdre dans l'abondance du lyrisme déployé, mais bien vite la vision de l'auteur nous rattrape, et cette bonté profonde qui fait toute l'écriture d'Alexis, ce qu'il nomme par ailleurs «la belle amour humaine», cette fraternité sous-jacente pour le peuple de l'île : «les revendeuses qui grattent et vidant le poisson, commères qui attendent la marée le panier sur la hanche, marchandes de café, de bananes, de biscuits, de cassave et d'acassan, pêcheurs qui se préparent à prendre la mer, marins, flâneurs, marmaille et vieilles dévotes en robe de brabant et châle noir qui se hâtent pour la messe de l'aurore».

Si «le but de tous les arts est l'extension de notre compassion» (George Eliot), la voix inaliénable d'Alexis resurgit du néant comme un chant d'optimisme désespéré «pour célébrer l'Homme, son Sacre, sa beauté volcanique, son indomptable opiniâtreté». Et le naufrage dont est faite *L'Étoile Absinthe*, astre du chaos tiré de l'Apocalypse de Jean, nous apparaît alors comme la métaphore de cette île tout entière, secouée encore de tant de violences et de déchirements. Un dernier écrivain pour les oubliés d'Haïti.

CLÉMENT BONDU.

CINÉMA

Prêcher la haine au nom du Bouddha

UNE FEMME attise les charbons rougeoyants de son antique fer à repasser sur un marché en Birmanie. Scène qui semble anodine au cœur du dernier documentaire de Barbet Schroeder, *Le Vénérable W.* (1). Pourtant, elle symbolise l'entreprise incendiaire du moine Ashin Wirathu, auquel le réalisateur consacre cette ample enquête. Présenté en 2013, en couverture du magazine américain *Time*, comme «le visage de la terreur bouddhiste», ce moine alimente en Birmanie un discours de haine antimusulmane.

Connaisseur et admirateur du bouddhisme – «dernière illusion à laquelle je m'accroche», nous dit-il –, le cinéaste s'interroge. Comment un moine peut-il incarner le mal, «cet élément consubstantiel à l'humanité»? Il a demandé à l'intéressé de se raconter. Méthode déjà éprouvée avec *Général Idi Amin Dada, autoportrait* (1974) ou *L'Avocat de la terreur*, consacré à Jacques Vergès (2007) (2). Refusant de délivrer un message, Schroeder dit vouloir seulement partager avec les spectateurs ses propres questionnements. Une petite voix, celle de l'actrice Bulle Ogier, scande les principaux préceptes de tolérance du *Metta sutta*, texte thavavada de référence. Dans le même temps, des images d'athavateurs

témoignent de la violence des émeutes interreligieuses. Le réalisateur les entrelace dans un montage judicieux avec les propos du vénérable Wirathu. Apparaît alors, sous nos yeux, une remarquable démonstration du mécanisme de la haine en train de se mettre en branle. Terrifiant d'efficacité. Comme hier au Rwanda, lorsque Radio Mille Collines martelait le terme «cancrelats» pour parler des Tutsis, Wirathu et ses adeptes dénigrent les musulmans en les appelant du terme péjoratif *kalar*, un mot d'origine sanskrite qui signifie «noir». «Le même schéma se reproduit», constate le réalisateur. *Il prospère sur un fond de racisme, d'exclusion, de peur de l'autre.* Mais «on ne peut pas coïncider Wirathu sur de vraies paroles haineuses», remarque-t-il. «C'est un climat qui s'établit.»

En mars dernier, Wirathu a été interdit de prêcher pour une durée d'un an. Il avait salué l'assassinat, en janvier, de l'avocat musulman Ko Ni, un proche de M^{me} Aung San Suu Kyi. Mais son idéologie nationaliste et populiste prospère via la formidable caisse de résonance que constitue Facebook. M^{me} Suu Kyi, cheffe d'État de facto depuis avril 2016 et Prix Nobel de la paix, nie l'existence d'un nettoyage ethnique

dans l'Arakan, un État de l'ouest du pays. C'est là que les émeutes les plus violentes ont éclaté depuis 2012. Des centaines de milliers de Rohingyas, une minorité musulmane installée dans la région depuis plusieurs siècles, en sont les premières victimes. Certains ont gagné le Bangladesh ; d'autres ont fui sur des bateaux de fortune à la recherche d'un refuge. Ceux qui sont restés vivent dans des camps. Les Nations unies et les organisations de défense des droits humains ont dénoncé les exactions commises par l'armée. Schroeder avertit : «Les désordres produits par les émeutes interreligieuses pourraient permettre aux militaires de justifier un coup d'État et, ainsi, de reprendre les rênes.» Le populisme religieux fragilise la jeune démocratie birmane.

CHRISTINE CHAUMEAU.

(1) Sortie en France le 7 juin. Durée : 1 h 40.
(2) Le coffret *Barbet Schroeder, un regard sur le monde* rassemble cinq œuvres du réalisateur : *Général Idi Amin Dada, autoportrait, Maîtresse Koko, Le Gorille qui parle, Tricheurs et La Vierge des tueurs* (Carlotta, Paris, 2017, 60,20 euros). À Paris, le Centre Pompidou présente par ailleurs «L'événement Barbet Schroeder», 21 avril-11 juin 2017.



POÉSIE

ŒUVRES POÉTIQUES ET ROMANESQUES. – Pétrus Borel

Éditions du Sandre, Paris, 2017, 782 pages, 45 euros.

« J'ai besoin d'une somme énorme de liberté. » Pétrus Borel (1809-1859), ardent républicain, poète au lyrisme ébréché, romancier provocant, avait tout pour ne pas réussir, ce qu'il fit avec constance. Catalogué parmi les « petits romantiques », il est nettement moins célèbre que ses camarades Théophile Gautier ou Gérard de Nerval, quand bien même Charles Baudelaire – qui saluait son « insurrectionnelle mémoire » – et André Breton eurent pour celui qui se surnommait le Lycanthrope une vive affection. Ce recueil, composé et présenté par Michel Brix, permet de découvrir notamment ses *Rhapsodies*, où une *Sanclottide* sous le parrainage de Saint-Just, affiché avec panache en épigraphe, côtoie des *Villanelles* chantant gaïement l'amour. Ses œuvres en prose, de *Champavert*. *Contes immoraux à Madame Putiphar*. témoignent d'un mauvais esprit réjouissant. Le second, qui s'achève sur la prise de la Bastille, se joue avec désinvolture des codes du « roman frénétique » qu'il respecte sans faiblir, ce qui les mène au bord de la parodie, tandis que des digressions politiques viennent appuyer la volonté de subversion de l'ordre en place que déploie l'érotisme de certaines scènes.

EVELYNE PIEILLER

AU PALAIS DES IMAGES LES SPECTRES SONT ROIS. Écrits anthumes 1922-1967. – Paul Nougé

Allia, Paris, 2017, 800 pages, 35 euros.

Principal poète et théoricien du surréalisme belge, fin analyste de la peinture de René Magritte, Paul Nougé (1895-1967) demeure méconnu. En partie en raison de son relatif détachement par rapport à l'« étiquette » surréaliste et de la guérilla qu'il mena à l'encontre de l'institution artistique, ses écrits étaient jusqu'à présent dispersés et peu accessibles. D'où l'importance de ce recueil.

Fort d'un engagement communiste précoce, Nougé s'est attaché à inventer une poésie efficace, par le biais d'une série d'expérimentations : réécriture et détournement, « machine et équations poétiques », invention des « objets bouleversants ». La (re)découverte de cette expérience invite à une révision de notre manière de penser le surréalisme, qui ne tient pas à une quelconque technique – celle de l'automatisme, en l'occurrence, que Nougé a toujours refusée au nom d'un parti pris de l'action –, mais à une aventure collective et à un état d'esprit singulier, fondé sur une éthique radicale et ne visant à rien de moins qu'à une « entreprise de subversion totale ».

FREDERIC THOMAS

HISTOIRE

EMPIRE OF THINGS. How We Became a World of Consumers from the Fifteenth Century to the Twenty-First. – Frank Trentmann

Allen Lane, Londres, 2016, 880 pages, 40 dollars.

« Un Allemand possède en moyenne dix mille objets. À Los Angeles, dans les maisons de la classe moyenne, les garages n'abritent plus des voitures, mais des centaines de boîtes remplies de babioles. En 2013, le Royaume-Uni comptait six milliards de vêtements, soit environ cent par personne, dont le quart ne sortait jamais de la garde-robe. » L'« empire des objets » a une longue histoire. Si certains font remonter sa naissance au XIX^e siècle et à l'avènement de la société industrielle, l'historien Frank Trentmann voit ses racines à la fin du XV^e siècle. Tandis que la découverte des Amériques propulse sur le marché européen de nouveaux produits, la croissance des revenus et le développement des villes favorisent l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie, qui peut s'offrir du café, des miroirs, des livres, etc. La consommation n'est dès lors plus réservée aux nobles. De l'Italie de la Renaissance à la Chine des Ming, de l'Angleterre victorienne à l'Union soviétique, de la France coloniale aux États-Unis du XXI^e siècle, les objets ne vont plus cesser de proliférer.

BENOÎT BRÉVILLE

MILOT L'INCORRIGIBLE. Parcours carcéral d'un jeune insoumis à la Belle Époque. – Collectif l'Éscapade

Niet! Éditions, Le Mas-d'Azil, 2016, 196 pages, 8 euros.

Connaissez-vous Émile Delagrèze ? A priori, Émile, rebaptisé « Milot l'incorrigible », aurait dû demeurer dans l'anonymat auquel sont condamnés les vaincus des « classes dangereuses » de la fin du XIX^e siècle. C'était compter sans le collectif l'Éscapade, qui s'est attelé à retracer la trajectoire de ce petit gars des faubourgs ouvriers de Paris, réfractaire à toute autorité. Au-delà de la reconstitution bibliographique, nourrie principalement des archives judiciaires et pénitentiaires, se dessine un tableau extrêmement précis et fouillé du système carcéral de l'époque : la petite Roquette, la colonie correctionnelle, la maison centrale et enfin les bagnes de Guyane, où Milot meurt en 1911 à l'âge de 26 ans. La figure du mineur délinquant, de l'« apache » à la « racaille », sert également ici de support à une critique radicale de l'impitoyable machine à enfermer.

MATHIEU LÉONARD

LITTÉRATURE

Perec, le refus du désenchantement

LES ŒUVRES de Georges Perec (1936-1982) sont désormais dans la Bibliothèque de la Pléiade (1) : de 1965 à 1982, qu'on peut « penser-classer » selon les quatre champs par lui labourés, et qu'il énumère dans ses *Notes sur ce que je cherche* de 1978 : sociologique (*Les Choses*, 1965), ludique (*La Disparition*, 1969), autobiographique (*W ou le Souvenir d'enfance*, 1975), romanesque (*La Vie mode d'emploi*, 1978). Trente-cinq ans après sa mort, Perec, qui, de son vivant, ne connut que deux fois la gloire des prix littéraires (pour *Les Choses* et pour *La Vie mode d'emploi*), est devenu, pour pasticher le mot d'André Malraux sur André Gide, notre « contemporain capital ». Mais à titre posthume...

C'est ainsi que l'Ouvroir de littérature potentielle, connu sous le diminutif « Oulipo », qu'il intégra en 1967, lui doit son renom. La vogue est aux « Je me souviens » et autres « modes d'emploi », inspirés de deux de ses titres. Dès 1984, des astronomes donnaient son nom à une planète. *Espèces d'espaces* est devenu un véritable manuel dans les écoles d'art. Et la bibliothèque d'essais sur Perec, que dominent David Bellos, Claude Burgelin et Bernard Magné (2), est depuis 1982 bien plus abondante que l'œuvre.

C'est que, avec Perec, une nouvelle possibilité se fit jour, ce qu'éclairent deux autres publications : un Cahier de L'Herne (3) et les actes d'un colloque *Relire Perec* (4). « La transmission qui a fait défaut » au « Juif polonais né en France » dont le père fut tué en 1940 et la mère déportée le 11 février 1943 a suscité une alliance improbable : la conjugaison de Jean Cayrol et du fondateur de l'Oulipo – Raymond Queneau –, du *Nuit et brouillard* du premier, auteur avec Alain Resnais du film sur la déportation (1956), et des *Exercices de style* du second (1947). Cette rencontre se fit via une critique de gauche des littératures du temps.

On en lit les prémices dans les sept articles d'un « Perec avant Perec » que publia la revue *Partisans*, éditée par François Maspéro (5). Car, de 1959 à 1963, entre Nouveau Roman et guerre d'Algérie, un groupe de jeunes intellectuels, dont Perec, projetait de sortir une revue culturelle... qui ne parut jamais. Ils se confrontaient aux débats du Parti communiste, à l'ombre de la

signification du réalisme critique de Georg Lukács (1960), alors que le marxisme était, pour reprendre une expression fameuse, « l'horizon indépassable de notre temps ». Cette revue se serait appelée *La Ligne générale*, en rappel du film de Sergueï Eisenstein.

Dans l'ensemble de son œuvre, Perec, tout sauf solitaire, ne cessera de débattre avec le champ littéraire contemporain. De 1963 à 1965, il assiste au séminaire de Roland Barthes : dialogue impossible, et constant, car lui est un écrivain dont la langue est le style... Au Nouveau Roman et à son refus du réel il oppose la « confiance illimitée dans le langage et dans l'écriture qui fonde la littérature » d'un Robert Antelme, l'auteur de *L'Espèce humaine*, qui, parue en 1947, narre Buchenwald. On retrouve dès *Les Choses* les notions qu'Alain Robbe-Grillet avait déclarées périmées : le personnage chez Perec deviendra un type social, l'histoire sera hantée par l'Histoire, *W ou le Souvenir d'enfance* polémique avec Maurice Blanchot et tous ceux qui voyaient toute possibilité de récit s'interrompre avec Auschwitz... Enfin, *La Vie mode d'emploi* fait comme imposer deux siècles de roman : Patrick Modiano dira en 1994 que ce livre fait au *Mémorial de la déportation des Juifs de France* de Serge Klarsfeld la concurrence qu'entendait faire Honoré de Balzac à l'état civil. Est-ce fortuit si Robbe-Grillet clôt en 1994 sa trilogie *Les Romanesques* sur une série de « Je me souviens », se souvenant lui aussi de... *La Ligne générale* ?

JEAN-PIERRE SALGAS.

(1) Georges Perec, *Œuvres*. Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », Paris, 2017, deux volumes, 1 184 pages et 1 280 pages, 54 euros et 56 euros. Édition sous la direction de Christelle Reggiani (plus un album iconographique composé par Claude Burgelin).

(2) Au premier, on doit la biographie de référence (Seuil, Paris, 1994) ; au second, une investigation sur l'inconscient de l'auteur (*Les Parties de dominos chez Monsieur Lefèvre*, Circé, Belval, 1996) ; au troisième, la découverte des « encrepages » dissimulés consciemment (*Georges Perec*, Nathan, Paris, 1999).

(3) *Perec*, L'Herne, Paris, 2016, 280 pages, 29 euros.

(4) Sous la direction de Christelle Reggiani, Presses universitaires de Rennes, 2017, 438 pages, 22 euros.

(5) Réédités au Seuil en 1992 et présentés par Claude Burgelin : *L. G. Une aventure des années soixante*.

PROCHE-ORIENT

Plongées dans le chaos

TROIS OUVRAGES récents permettent d'aborder le Proche-Orient par des temporalités différentes. Dans *Symptômes morbides*, Gilbert Achcar détaille les événements survenus ces cinq dernières années en Syrie et en Égypte (1). Le développement « enchevêtré » de la situation a abouti à des « conflits triangulaires » opposant « deux camps contre-révolutionnaires rivaux » (les anciens régimes et les « forces islamistes conservatrices ») à « un pôle révolutionnaire » (les mouvements populaires des révoltes de 2011). Ces derniers apparaissent aujourd'hui affaiblis ou instrumentalisés, brisés par la répression ou éparpillés par la guerre.

Pour Achcar, l'« indécision occidentale » en général, la « non-assistance » du président américain Barack Obama en particulier, l'intervention russe et le financement par les monarchies pétrolières de groupes djihadistes se trouvent au cœur de la tragédie syrienne. Quant au régime, caractérisé par une « intense répugnance pour le potentiel contagieux de la démocratie », il a, selon lui, fait le choix du cynisme en instrumentalisant les extrémistes religieux pour sauvegarder la « Syrie utile ». En Égypte, quatre ans après le coup d'État « réactionnaire » du général Abdel Fatah Al-Sissi, en juillet 2013, le pays est engagé sur une trajectoire où la répression des opposants, la soumission au Fonds monétaire international et quelques projets mégalomaniques dessinent un horizon inquiétant. Complétant ce tableau par une évocation succincte de la Libye, du Yémen et de la Tunisie, Achcar continue de croire à « l'immense potentiel révolutionnaire libéré dans toute la région arabophone à partir de décembre 2010 ». Pour que d'autres saisons succèdent à l'« hiver arabe », il faudra cependant, affirme-t-il, construire « des directions progressistes indépendantes ».

Cela implique de s'émanciper des ingérences extérieures, notamment occidentales, professe de son côté Georges Corm, qui se penche, lui, sur la « nouvelle question d'Orient (2) ». Alors que l'« ancienne » désignait, à partir du début du XIX^e siècle, la rivalité des puissances européennes pour se partager les territoires de l'Empire ottoman déclinant, la « nouvelle » intègre les paramètres historiques qui ont surgi depuis : tensions nées de la décolonisation, implantation conflictuelle d'Israël, instrumentalisation de l'islam, présence grandissante des États-Unis dans la région. Les deux séquences se succèdent dans l'entre-deux-guerres, reliées par un fil solide : la question d'Orient demeurerait une question

d'Occident. L'économiste et historien, ancien ministre des finances du Liban (1998-2000), montre ainsi comment le développement insatisfaisant des pays arabes, source profondément « profane » des soulèvements de 2011, est le fruit d'économies de rente (pétrolière et foncière) dont la mise en place et la perpétuation illustrent on ne peut mieux le « jeu de coulisse » entre les « facteurs internes et externes » des « malheurs du monde arabe ».

Autre élément saillant de son ouvrage : la critique de la place octroyée à l'islam politique dans les analyses (3). S'attaquant au « chaos mental » et aux « récits canoniques » qui dominent les débats, dont l'« obsession du triangle chiïte », Corm va jusqu'à renvoyer dos à dos islamophobes et « islamophiles ». Il pointe le contraste « entre la dénonciation permanente du régime syrien », dont il reconnaît les « traits négatifs », et le silence médiatique sur les violences perpétrées au Yémen par les Saoudiens, alliés de Washington et promoteurs d'un wahhabisme aussi nocif pour la région que l'est le sionisme.

La somme passionnante, agrémentée de 134 cartes, que propose Olivier Hanne (4) permet de replacer ces débats dans une vaste fresque, par le biais d'une histoire des frontières et des territoires. Cela réintroduit dans l'analyse, outre la notion de « seuil », des éléments de géographie, et met à mal une antienne de ces dernières années : l'éclatement actuel de la région serait la conséquence des accords Sykes-Picot de 1916. « Le siècle qui sépare la mise en place des mandats de l'avènement de [l'Organisation de] l'État islamique dévoile des frontières à tout prendre étonnamment stables », tempère le chercheur, qui rejoint néanmoins Corm et Achcar sur un constat : « Les territoires et identités [au Proche-Orient] ont toujours été remis en cause par des acteurs extérieurs. »

EMMANUEL RIONDÉ.

(1) Gilbert Achcar, *Symptômes morbides. La chute du soulèvement arabe*, Actes Sud-Sindbad, Arles, 2017, 288 pages, 22 euros.

(2) Georges Corm, *La Nouvelle Question d'Orient*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2017, 300 pages, 20 euros.

(3) Lire Georges Corm, « Pour une analyse profane des conflits », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(4) Olivier Hanne, *Les Seuls du Moyen-Orient. Histoire des frontières et des territoires*, Éditions du Rocher, Monaco, 2017, 544 pages, 26 euros.

DANS LES REVUES

❑ **FOREIGN AFFAIRS**. Plusieurs articles fustigent le président Donald Trump, jugé insuffisamment attaché au rôle impérial des États-Unis et trop protectionniste, mais dont la ligne dure envers l'Iran est saluée. Également au sommaire, des affaires de corruption qui n'en finissent pas au Brésil. (Vol. 96, n° 3, mai-juin, bimestriel, 89,95 dollars par an. – New York, États-Unis.)

❑ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS**. Les artistes américains pendant la première guerre mondiale ; pourrissement de la situation en Ukraine ; mathématiques, astronomie, espace : ces Américaines qui ont contribué à des percées scientifiques. (Vol. LXIV, n° 9, 25 mai, bimensuel, 7,95 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **THE ATLANTIC**. Le sexisme dans les entreprises de la Silicon Valley ; le déclin de la foi et ses conséquences sur la vie politique américaine ; les avocats seront-ils eux aussi remplacés par des robots ? (Avril, mensuel, 4,95 dollars. – Washington, DC, États-Unis.)

❑ **MONTHLY REVIEW**. L'administration Trump constitue-t-elle une forme de « néofascisme » ? Retour sur trois décennies de casse de l'école publique aux États-Unis ; un enseignant du City College de San Francisco, durement frappé par l'austérité, analyse les impasses de l'action syndicale dans son établissement. (Vol. 68, n° 11, avril, mensuel, 6 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **JACOBIN**. Hostilité au libre-échange, contrôle accru des migrations, programme de construction d'infrastructures grâce à des partenariats public-privé : l'économiste Leo Panitch décortique le programme économique de M. Donald Trump. Également au sommaire : une petite histoire du Parti républicain et de son aile droite. (N° 24, hiver, trimestriel, 12,95 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **NEW LEFT REVIEW**. Retour sur l'élection américaine de novembre 2016, notamment grâce à une analyse fouillée de Perry Anderson, glinglant envers les démocrates. Également au sommaire, l'Italie après l'échec référendaire de M. Matteo Renzi. (N° 103, janvier-février, bimestriel, 12 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **SURVIVAL**. La revue de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) réfléchit à la manière dont l'accord sur le nucléaire iranien de juillet 2015 pourrait servir de référence en matière de non-prolifération d'armes non conventionnelles. (Vol. 59, n° 2, mai, bimestriel. – Washington, DC, États-Unis.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE**. Un dossier, piloté par Robert Chaouad, interroge la notion d'intérêt national. Si les théories de dépérissement de l'État sont invalidées, l'intérêt national se redéfinit pour tenir compte des nouveaux acteurs internationaux et de la multiplication de questions à portée mondiale. (N° 105, printemps, trimestriel, 20 euros. – IRIS, Paris.)

❑ **LES RAPPORTS DU GRIP**. Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité fait le point sur les discussions et la mise en œuvre par les États du traité sur le commerce des armes, entré en vigueur en décembre 2014 et déjà ratifié par 92 pays, mais que la Chine, l'Inde et la Russie n'ont même pas signé. (2017/4, 6 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT**. Consacrée à l'économie politique de l'Iran, cette livraison s'intéresse au rôle des gardiens de la révolution (pasdarans). Également, une analyse des déterminants du fondamentalisme religieux au Proche-Orient. (N° 229, avril, trimestriel, 20 euros. – Publications de la Sorbonne, Paris.)

❑ **LES CARNETS DU CAPS**. Le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie examine les liens entre radicalisation et djihadisme, ainsi que leurs racines respectives. (N° 24, printemps, trimestriel, prix non indiqué. – Ministère des affaires étrangères, Paris.)

❑ **CONFLUENCES MÉDITERRANÉE**. À l'occasion de son centième numéro, la revue fait le point sur vingt-six ans de tentatives de démocratisation dans les pays du pourtour sud et est de la Méditerranée. (N° 100, printemps, trimestriel, 21 euros. – L'Harmattan, Paris.)

❑ **LE COURRIER DE L'ATLAS**. Plusieurs articles sur « les islam » de France, appréhendés sous leurs formes religieuses ou culturelles, et les multiples préjugés qui les concernent. Et un constat : « Les musulmans de France sont bien plus pluriels qu'on ne le croit. » (N° 114, mars, mensuel, 3,20 euros. – Paris.)

❑ **QANTARA**. Qu'est-ce qu'une œuvre classique arabe ? En quelle langue est-elle écrite : celle du Coran ou une langue plus moderne ? Un dossier complet sur les lettres et la littérature arabes. (N° 103, avril, trimestriel, 7,50 euros. – Institut du monde arabe, Paris.)

❑ **POINTS CRITIQUES**. Une réflexion sur cinquante années d'occupation coloniale et de résistance en Palestine, avec un témoignage de ce qu'est la vie d'un Palestinien sous le joug militaire israélien. (N° 371, mai, bimestriel, 4 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **AFRIQUE-ASIE**. La revue panafricaine consacre un dossier à la situation en Libye, avec une mise en accusation de la France pour son rôle dans la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. (Mai, mensuel, 4 euros. – Paris.)

THÉÂTRE

Retrouver le rire de Bertolt Brecht

Parce qu'il proposait au spectateur le plaisir de se libérer des fausses évidences que sécrète l'ordre en place, Bertolt Brecht ouvrit à la représentation théâtrale un champ radicalement nouveau, tant dans les formes que dans l'objectif. Cette grande secousse fut célébrée lors de sa découverte en France, puis peu à peu neutralisée. Son timide retour signe celui de l'audace de penser avec gaieté.

PAR MARIE-NOËL RIO *

ON DÉCOUVRE Bertolt Brecht en France en 1954, avec la présentation de *Mère Courage et ses enfants* au Festival international de théâtre de Paris par le Berliner Ensemble, un événement sans précédent (1). Le Théâtre national populaire (TNP), les théâtres nés de la décentralisation, les compagnies : chacun salue et endosse rapidement la révolution que le dramaturge allemand propose dans l'écriture et la pratique théâtrales. Cet élan va néanmoins progressivement s'étioler, et les enjeux de l'œuvre se trouvent placés sous le boisseau, quand ils ne seront pas déformés. Les raisons de cet effacement éclairent sans doute un phénomène inverse aujourd'hui : le retour de Brecht.

Ce qui est salué dans les années 1950 (et tout aussi vigoureusement contesté, en particulier dans les journaux de droite comme *Le Figaro*), c'est la radicalité d'une esthétique porteuse d'une lecture marxiste du monde, et donc de l'art. Anarchiste pacifiste devenu marxiste, communiste sans parti, ami de Walter Benjamin, Brecht (1898-1956) passa – en compagnie de sa femme, la comédienne Helene Weigel – quatorze années en exil, principalement en Scandinavie et en Californie, de 1933 à 1947. En 1949, il choisit de regagner Berlin et de rester en République démocratique allemande (RDA) pour y travailler avec la compagnie qu'ils avaient fondée : le Berliner Ensemble. Pour lui, aucune distinction entre l'invention de formes nouvelles et le questionnement des vérités bourgeoises, entre le refus des codes de représentation dominants et le rejet de l'ordre capitaliste. Il sera loin, très loin du réalisme socialiste officiel.

Son projet produisit un choc en montrant qu'« il n'y a pas une "essence" de l'art éternel, mais que chaque société doit inventer l'art qui accouchera au mieux de sa propre délivrance », selon la formule de Roland Barthes. Le même Barthes salue la radicalité de sa contestation d'un art « à ce point ancestral que nous avions les meilleures raisons du monde pour le croire "naturel" ». Il souligne certaines des caractéristiques du théâtre de Brecht : « Il nous dit, au mépris de toute tradition, que le public ne doit s'engager qu'à demi dans le spectacle, de façon à "connaître" ce qui y est montré, au lieu de le subir ; que l'acteur doit accoucher cette conscience en dénonçant son rôle, non en l'incarnant ; que le spectateur ne doit jamais s'identifier complètement au héros, en sorte qu'il reste toujours libre de juger les causes, puis les remèdes de sa souffrance » (2). Un autre grand critique français, Bernard Dort, décrit alors ce théâtre comme une « entreprise de déconditionnement et de destruction des idéologies » (3).

Tandis que le Berliner Ensemble revient à trois reprises en France entre 1955 et 1960 – avec *Le Cercle de craie caucasien*, *La Mère*, *La Vie de Galilée* et *La Résistible Ascension d'Arturo Ui* –, l'influence brechtienne ne cesse de croître. Le Parti communiste français trouve alors de nombreux « compagnons de route » parmi les intellectuels et les artistes ; la question de l'engagement politique des œuvres ne fait donc pas figure d'incongruité.

Tout comme le terreau qui l'a rendu possible, le rayonnement de Brecht disparaît au cours des années 1970. Au nom de la dénonciation du stalinisme et du double totalitarisme que représenteraient le fascisme et le communisme, renvoyés dos à dos, le second est délégitimé. Une évolution que viendront parachever la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement du bloc soviétique deux ans plus tard. En matière de culture, de nouveaux courants célèbrent l'instinct et la spontanéité. Ils défendent le corps contre le texte : le théâtre politique

* Écrivaine.



OTTO DIX.
– « The Seven
Deadly Sins »
(Les Sept Péchés
capitaux), 2016

BRIDGEMAN IMAGES

de Brecht ne figure pas au rang de leurs priorités. Parmi les héros du moment, Joseph Beuys, qui déclare que tout homme est un artiste, ou Andy Warhol, qui prétend abolir la frontière entre l'art et la rue. M. Jack Lang, ministre de la culture de François Mitterrand, le proclame : désormais, tout est culture, tout est art, de la cuisine à la haute couture.

Dans un tel contexte, l'héritage de Brecht, dont l'œuvre rigoureuse fait le pari de l'intelligence critique et préfère l'exercice de la dialectique au jugement moral, se voit renvoyée à un communisme démodé. On préfère le « ressenti », l'émotion, l'empathie, l'identification ou encore la contagion morale ; bref, l'affect. La culture, conçue par André Malraux à la fondation de son ministère, en 1959, comme l'accession aux œuvres du patrimoine et aux créations de l'art et de l'esprit, endosse désormais une fonction nouvelle : assurer le « lien social », voire servir de « rempart contre la barbarie », comme l'expliquèrent la plupart des directeurs de centres dramatiques après l'attentat contre *Charlie Hebdo* en 2015 (4) – troublant écho au monde des bons et des méchants, sinon des élus et des damnés, de l'ancien président américain George W. Bush au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Cette valorisation de l'œuvre comme moyen de fusionner le public dans un même (bon) sentiment entrave mécaniquement la diffusion de Brecht. Ce dernier ne déclarait-il pas, au contraire : « L'art n'est pas fait pour réunir, mais pour diviser » ? Il entendait montrer le monde tel qu'il est, en démonter les ruses, le rendre intelligible. Avec un seul objectif : le changer.

EN DÉPIT des efforts de L'Arche – qui édite Brecht et le représente en France –, de nouvelles traductions ou même de l'adaptation de certains de ses textes en bande dessinée (5), la vie des archives est révélatrice : les ventes des essais, des textes en prose et de la considérable œuvre poétique (neuf volumes) de l'auteur allemand sont négligeables. Les pièces affichent une meilleure santé. Mais seuls sept des quarante-quatre titres que compte le théâtre de Brecht ont retenu l'attention ces dix dernières années, en particulier celle des institutions (6) : on compte quarante productions pour *La Noce chez les petits bourgeois* (1919), une pièce de jeunesse satirique, et vingt-trois pour *L'Opéra de quat'sous* (1928), sur une musique de Kurt Weill, provocante et divertissante adaptation de l'opéra de John Gay et Johann Christoph Pepusch (1728). À titre de comparaison, au moins quatre productions de *La Mouette*, d'Anton Tchekhov, étaient visibles ces seuls derniers mois sur les grandes scènes françaises... Il s'agit pour l'essentiel des pièces où les enjeux politiques sont les moins marqués et dérivent aisément vers des interprétations moralisantes, voire vers le divertissement inoffensif (7). Heureusement, les compagnies, professionnelles ou amateurs, se sont montrées plus aventureuses et ont monté Brecht plus fréquemment.

Pour les dix dernières années, l'éducation nationale n'offre pas un tableau très différent – si l'on excepte les initiatives individuelles de professeurs d'histoire qui font travailler les élèves de troisième sur *Grand-Peur et misère du III^e Reich* pour leur permettre de mieux comprendre le nazisme. Aucune œuvre de Brecht n'a jamais figuré au programme du baccalauréat option théâtre – l'unique exception, antérieure, date de 1995, avec l'inscription à l'épreuve théorique de l'essai *Petit Organon pour le théâtre*. En classe préparatoire aux concours d'entrée des écoles

normales supérieures (ENS), les programmes des germanistes proposent l'œuvre poétique plutôt que l'œuvre dramatique, et les écrits anarchisants de jeunesse plutôt que ceux de la maturité. Dans les études théâtrales à l'université, les essais théoriques sont en revanche bien présents. À l'ENS, on repère en 2009 des extraits de *Dialogues d'exilés* au programme des commentaires de textes en allemand ; en 2012, au club théâtre de la rue d'Ulm, une mise en scène de *Baal*, la première pièce achevée du dramaturge de 21 ans, avec pour héros un poète antibourgeois quelque peu nihiliste ; et, en 2014, une conférence du physicien et épistémologue Jean-Marc Lévy-Leblond intitulée « Brecht, un écrivain de l'ère scientifique ». À l'université, le site de l'Association des germanistes de l'enseignement supérieur (AGES) n'indique qu'une manifestation consacrée à l'écrivain en 2017. Le colloque « Mettre en scène Bertolt Brecht aujourd'hui », tenu le 18 janvier à l'université de Picardie Jules-Verne, évoqua une seule œuvre, *L'Opéra de quat'sous*, et encore était-ce à propos de son adaptation américaine et de son exploitation « off Broadway » (1954-1961).

Plus que d'une exclusion délibérée, c'est d'un purgatoire qu'il s'agit. Comment Brecht aurait-il sa place dans une société où l'histoire collective disparaît au profit des récits individuels, et où la lutte des classes se fond dans le « vivre ensemble » ? En 2014, M. Emmanuel Demarcy-Mota, directeur du théâtre qui avait accueilli Brecht en France pour la première fois soixante-dix ans plus tôt, invitait le Berliner Ensemble pour en fêter l'anniversaire avec *Mère Courage*. Mais il choisit pour mot d'ordre de la saison en cours le vieux concept aristotélicien de « l'art comme catharsis (8) », ce qui désigne la purgation des passions des spectateurs par la représentation théâtrale, au plus loin de l'art de la compréhension joyeuse que travaille Brecht.

Pourtant, alors qu'une certaine pensée de gauche, davantage attachée à la vertu qu'à la lutte sociale, semble susciter enfin quelques interrogations, Brecht commence à resurgir, y compris par ses pièces les plus réfractaires à l'affadissement moralisant. La Compagnie Jolie Môme a récemment monté *L'Exception et la Règle* ; et la Comédie-Française présente jusqu'à fin juin *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, dans une mise en scène confiée à un grand nom du Berliner Ensemble : Katharina Thalbach, qui sait en garder la vitalité chaplinesque...

Retrouver un Brecht qui invite à un rire proprement libérateur nous rappellerait que, pour citer Barthes une dernière fois, « les maux des hommes sont entre les mains des hommes eux-mêmes ».

(1) Jean Vilar avait créé la pièce en français quelques années plus tôt.

(2) Roland Barthes, « La révolution brechtienne », éditorial de la revue *Théâtre populaire* (1955), repris dans *Essais critiques*, Seuil, Paris, 1964.

(3) Bernard Dort, *Lecture de Brecht*, Seuil, Paris, 1960.

(4) Cf. leur texte commun dans les brochures des programmes de la saison 2015-2016.

(5) Cf. par exemple Bertolt Brecht, *Grand-Peur et misère du III^e Reich*, traduction, notes et postface de Pierre Vesperini, L'Arche, Paris, 2014. Et pour la bande dessinée, *Histoires de monsieur Keuner*, traduction de Rudolf Rach et Claire Stavaux, dessins d'Ulf K., L'Arche, 2015.

(6) Le théâtre subventionné comprend aujourd'hui 5 théâtres nationaux, 38 centres dramatiques et 72 scènes nationales, auxquels il faut ajouter 24 scènes lyriques. Des quelque 975 compagnies professionnelles plus ou moins permanentes se consacrant au théâtre de texte, 680 ont été subventionnées par l'État en 2016. Les compagnies amateurs ne sont pas recensées.

(7) Le théâtre de la maturité est représenté par trois pièces de 1938 – *Grand-Peur et misère du III^e Reich* (36 productions), *La Bonne Âme du Se-Tchouan* (21) et *La Vie de Galilée* (16) –, une pièce de 1941 – *La Résistible Ascension d'Arturo Ui* (15) – et une de 1945 : *Le Cercle de craie caucasien* (17).

(8) Cf. son projet artistique sur le site du Théâtre de la Ville.

DANS LES REVUES

❑ **AFRIQUE RENOUVEAU.** La jeunesse africaine est confrontée à la crise des systèmes éducatifs, au chômage et aux ratés de la démocratisation. Pourtant, des progrès apparaissent : entrepreneuriat féminin, innovations dans l'enseignement des technologies, reconversion des enfants-soldats, etc. (Numéro spécial jeunesse, gratuit. – Nations unies, New York, États-Unis.)

❑ **REVUE FRANÇAISE DE SOCIO-ÉCONOMIE.** Dossier sur la transformation des logiques agricoles : l'impact du soja transgénique en Argentine, la question de l'accès à la terre et la dynamique des identités collectives dans le changement d'échelle des circuits courts. (N° 18, 1^{er} semestre, semestriel, 25 euros. – Paris.)

❑ **TRAVAIL, GENRE ET SOCIÉTÉS.** Femmes sans enfant : ultime libération ou triomphe de la société de marché ? En ex-Allemagne de l'Est, travail et maternité se conjuguèrent plus facilement qu'à l'Ouest : en 1990, 56% des enfants de 0 à 2 ans allaient en crèche, contre 2% des nourrissons occidentaux. (N° 37, avril, semestriel, 25 euros. – La Découverte, Paris.)

❑ **RÉSEAUX.** Après l'égalité des droits (fin du XIX^e siècle) et la liberté de disposer de son corps (années 1970), les militantes féministes revendiquent désormais la fin des stéréotypes de genre. Pour cette troisième vague, Internet constitue un terrain privilégié, au risque de se « [couper] de toute forme de militantisme ». (N° 201, vol. 35, janvier-mars, cinq numéros par an, 25 euros. – La Découverte, Paris.)

❑ **QUADERNI.** La notion d'autorité avant et après le numérique : comment se construit et se légitime une réputation sur Twitter ou dans les forums de discussion en ligne, notamment en matière de santé ? (N° 93, printemps, quadrimestriel, 16 euros. – Charenton-le-Pont.)

❑ **ESPRIT.** Cette revue, appréciée par le nouveau président français et qui l'apprecie, consacre un dossier à « L'Amérique en dissidence ». Également au sommaire, l'État face aux communes du Front national ; les communs numériques et la nouvelle économie politique. (N° 434, mai, mensuel, 20 euros. – Paris.)

❑ **GRESEA ÉCHOS.** Comment se recomposent et se réorganisent les luttes salariales dans une économie transnationale, et avec quels résultats ? Et pourquoi, malgré l'inflexibilité des actionnaires, la conflictualité continue-t-elle à faire sens pour les travailleurs ? (N° 89, mars, trimestriel, 6 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **FUTURIBLES.** Réflexion autour d'une nouvelle grammaire de l'intérêt général, qui permettrait l'émergence d'un « État des stratèges » capable d'orchestrer la controverse, la délibération et en définitive la convergence de la multitude des stratégies individuelles et collectives. (N° 418, mai-juin, bimestriel, 22 euros. – Paris.)

❑ **GOLIAS.** Un premier bilan du pontificat de François montre de réels changements, en particulier sur le terrain de l'engagement social de l'Église, plus concret et plus affirmé. Des progrès restent à effectuer quant à la réforme de la curie et des finances vaticanes. (N° 173, mars-avril, bimestriel, 10,50 euros. – Villeurbanne.)

❑ **RELATIONS.** La revue fondée par les jésuites du Québec consacre un dossier aux violences faites aux femmes, notamment celles issues des minorités autochtones ou ayant connu des parcours migratoires. (N° 789, avril, mensuel, 7 dollars canadiens. – Montréal, Canada.)

❑ **LES AUTRES VOIX DE LA PLANÈTE.** Un dossier sur les dettes privées illégitimes : celles des étudiants, des paysans, des ménages ; celles aussi engendrées par le microcrédit, « nouvel outil de transfert des richesses des pauvres vers les riches ». (N° 71, avril, trimestriel, 5 euros. – Liège, Belgique.)

❑ **LA REVUE NOUVELLE.** Comment sont choisis les « experts » qui interviennent dans les médias ? La qualité de l'expertise semble moins importer que la disponibilité de l'intervenant ou sa capacité à s'exprimer en toutes circonstances. (N° 3/2017, huit numéros par an, 12 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **LAVA.** Une nouvelle revue fermement ancrée dans la critique sociale et le matérialisme. Vivek Chibber réfléchit à la manière de rétablir la prééminence de l'analyse de classe sans en revenir à l'indifférence aux questions culturelles. Pourquoi la photographie d'un bureau du chômage ne montrant aucun chômeur est-elle politique ? (N° 1, mai, trimestriel, 14 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **CQFD.** Coup de projecteur sur le régime turc, dont l'historien Étienne Copeaux estime qu'il « n'a jamais été une démocratie », malgré l'instauration du parlementarisme en 1950, mais correspond dans les faits à un « État policier ». (N° 154, mai, mensuel, 4 euros. – Marseille.)

❑ **LE PETIT ZPL.** « Torchon palaisien » ou « zone de publication libre », les habitants de Palaiseau se feront leur idée en découvrant ce numéro bien informé sur les caméras de surveillance, l'armement de la police municipale ou la résistance des parents d'élèves à une fermeture d'école. (N° 4, printemps, trimestriel, prix libre. – Palaiseau.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

Un barrage peut en cacher un autre

PAR PIERRE RIMBERT

L'ACCESSION de M^{me} Marine Le Pen, la candidate du Front national (FN), au second tour de l'élection présidentielle aura au moins eu pour vertu d'éliminer les prudences et rondeurs déontologiques qui d'ordinaire enrobent le discours journalistique. Et de donner à voir les grands médias pour ce qu'ils sont : une force politique, celle qu'on oublie de décompter dans les temps de parole. Un titre de *Libération* (6 mai 2017) a résumé la ligne de ce parti non déclaré : «Faites ce que vous voulez mais votez Macron».

«Votez Macron», sinon quoi? Comme en avril 2002, lorsque M. Jean-Marie Le Pen avait fait effraction au second tour, les directions éditoriales savaient impossible la victoire du FN (1). Elles n'en exécutèrent pas moins les figures imposées du chantage moral en jouant sur l'anticarisme sincère qui anime la grande majorité de la population française. «Ni-ni dimanche, Le Pen lundi», prévient la couverture de *L'Obs* (4 mai). «Ne pas voter Macron, c'est voter Le Pen!», admoneste Franz-Olivier Giesbert (*Le Point*, 4 mai). S'abstenir, c'est livrer les réfugiés à «la traque policière, l'expulsion», tempête Laurent Joffrin; «les abstentionnistes de gauche doivent y penser» (*Libération*, 6 mai). Votez Macron, donc. Ou devenez complice de l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir, de la rafle du Vel'd'Hiv', des noyades de migrants. Chaque matin, les revues de presse répercutaient auprès de millions d'auditeurs ces injonctions infantilisantes à «faire barrage», dont l'écho s'amplifierait après le débat entre les finalistes, au moment précis où la nullité de la candidate FN les rendait plus vaines encore.

Le choc entre les forces coalisées du Bien (ouverture, intelligence, capitalisme libéral) et celles du Mal (fermeture, bêtise, capitalisme d'État) était remis en scène. Ici, Pierre Ardit, Daniel Cohn-Bendit et Nagui pétitionnaient contre «le rejet de l'autre et la bataille de soi» (1^{er} mai 2017); là, l'historienne Sophie Wahnich théorisait le vote révolutionnaire Macron : «Votons, quitte à donner un score terrible à ce néolibéral inquiétant et destructeur, et organisons la bataille. (...) Écoutons la sagesse de Robespierre» (*Libération*, 4 mai). M. Yanis Varoufakis et M^{me} Angela Merkel, M. Barack Obama et M. Bernard Arnault, l'association Liberté d'installation des diplômés notaires et la Société civile des auteurs multimédia appelaient à se mettre «en marche» derrière l'ange blanc de la dérégulation.

Que *Le Figaro* de M. Serge Dassault et *L'Opinion* de Nicolas Beytout fassent en chœur «le choix de la raison» exprimait un intérêt bien compris. L'enthousiasme des journalistes pour M. Macron s'inscrivait en revanche dans le registre d'une passion dont chacun pouvait deviner les fruits amers. Sur RTL (5 mai), le futur président n'avait en effet pas caché le sort qu'il réservait aux perdants. «Typiquement, vous êtes aujourd'hui journaliste, Yves Calvi, vous êtes licencié, il n'y a plus de perspectives dans cette belle profession de journaliste... Donc, vous avez une difficulté, il y a des perspectives dans la chaudronnerie. En trois mois, je ne vais pas faire de vous, Yves Calvi, un chaudronnier. Par contre, une formation d'un an peut vous permettre de retrouver des perspectives

dans ce secteur.» Ébranlé par cette vision – celle d'une fiche de paie amputée d'un zéro –, Calvi fut secouru par sa consœur Elizabeth Martichoux : «Mais, euh... Yves Calvi, il va être obligé d'accepter sa formation de chaudronnier?»

Contrairement à l'entre-deux-tours de 2002, où chaque article, chaque émission, chaque bulletin météo comportait un appel paniqué à voter contre M. Le Pen, le théâtre du front républicain se jouait cette fois sur un ton plus calculateur. Car le barrage contre ce fascisme qui ne vient pas en cachant un autre, dressé contre une menace plus tangible.

Deux semaines avant le premier tour, le candidat de La France insoumise, M. Jean-Luc Mélenchon, devançait celui des Républicains, M. François Fillon. Dans le baromètre hebdomadaire du *Point* (13 avril), un bond de quinze points propulsait le premier au rang de personnalité politique préférée des Français. «La probabilité d'assister, le 7 mai, à une finale Marine Le Pen - Jean-Luc Mélenchon ne peut plus être considérée comme nulle», tremblait le magazine. C'était le scénario noir : dans cette hypothèse, les commentateurs multicartes Raphaël Glucksmann et Jacques Juliard se trouveraient contraints d'appeler à voter pour M. Mélenchon au nom du «barrage contre le Front national». Certes, l'ancien ministre de M. Lionel Jospin ne proposait au fond qu'une actualisation écologique du programme keynésien et un renforcement du Parlement. Mais s'imaginer ne serait-ce qu'une seconde porter au pinacle un candidat qui promet aux riches l'écrêtement fiscal et aux groupes de communication le démantèlement, c'est au-delà de ce que les gros contribuables de la plume et du verbe peuvent endurer. «Le Pen-Mélenchon, les jumeaux de la ruine», fulminait Pierre-Antoine Delhommais (*Le Point*, 13 avril). «Le Pen, Mélenchon, même danger», consonnait *Le Monde* (13 avril), dont les chroniqueurs Françoise Fressoz, Arnaud Leparmentier ou Gérard Courtois avaient depuis longtemps adoubié M. Macron. Copié-collé jusqu'à l'autre rive de l'Atlantique, ce thème inonda les rédactions. «Un affrontement Mélenchon-Le Pen est désormais plausible», frissonnait le *Wall Street Journal* (18 avril). L'une et l'autre portent un projet ravageur pour l'Occident.»

Dès lors, la confraternité des perroquets instruit à charge contre l'accusé toute référence à l'actualité internationale. «La paix» évoquée dans son discours de Marseille : «Ça renvoie aux années 1950 et à l'URSS», lance Ruth Elkrief sur BFM TV (10 avril) (2). Le Venezuela : parce qu'il fut naguère proche d'Hugo Chávez (décédé en 2013), on lui oppose la situation présente du pays. Vingt minutes après l'ouverture des bureaux de vote, le 23 avril, France Inter diffuse par le plus grand des hasards un «retour sur une semaine de violences» à Caracas où il sera question de «guerre civile»...

Dans un libelle intitulé «Tant de façons d'être fascistes» (*Les Échos*, 13 avril), le «philosophe» Roger-Pol Droit foudroie l'«admirateur éperdu de dictateurs obscènes – sanglant comme Fidel Castro, débile comme Hugo Chávez –, fan de Robespierre, rêvant de ressusciter son «despotisme de la liberté»», et conclut : «En matière de possible dérive autoritaire, le patron du Front de gauche n'a rien à envier à la patronne du Front national.» Tant qu'à bricoler des comparaisons, celle entre La France insoumise et le mouvement En marche! s'imposait davantage. Créées contre les partis traditionnels autour d'individus charismatiques, ces deux formations mêlent la déconcentration de l'animation militante et la centralisation des décisions stratégiques, la verticale du pouvoir et la personnalisation. Mais voilà qui eût embarrassé le candidat des gentils.



Au soir du premier tour, malgré l'élimination de La France insoumise, le «front républicain» prend une forme inédite : il combat non seulement M^{me} Le Pen, mais également M. Mélenchon. Ce dernier n'appelle pas à voter Macron et consulte les militants? «Sa proximité avec Le Pen est désormais avérée», répliqua incontinent Bernard-Henri Lévy sur Twitter (23 avril). Une majorité choisit de voter blanc ou de s'abstenir? «Bilan d'une sidérante absence de pédagogie antifasciste : 65 % des Insoumis disent ne pas vouloir voter contre Le Pen», tweete aussitôt Edwy Plenel (2 mai). Aux yeux du fondateur de Mediapart, ces grands enfants ignares appellent une rééducation, un peu comme les partisans du «non» auxquels il s'était opposé lors du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005, ou les syndicalistes rétifs à la «pédagogie des réformes».

Du *Canard* déchaîné contre «l'extrême gauche populiste» (26 avril) au *Monde* qui fustige «le périlleux «ni-ni» de M. Mélenchon» (30 avril), une clameur s'élève contre «cette gauche qui peut faire gagner le FN» – slogan qui orne la couverture de *L'Obs* (4 mai). À la Maison de la chimie, à Paris, MM. Manuel Valls, Jean-Pierre Raffarin, Christian Estrosi, Pierre Moscovici – l'arc-en-ciel des utopies françaises – animent un «forum républicain contre l'abstention» convoqué par BHL (entrée : 20 euros, mais un badge «Contre l'abstention» offert). L'es-sayiste, qui descend régulièrement de la tribune pour faire admirer le tombé impeccable de son pantalon, a prévenu : «Il y a aujourd'hui deux «systèmes» : le système mélenchon-lepéniste, qui représente un risque considérable, et l'autre, le nôtre.»

«Notre système» poursuit un double objectif. D'une part, réorganiser le paysage idéologique autour d'un clivage entre les libéraux-atlantistes et tous les autres – ambition qui converge d'ailleurs avec celle du FN («patriotes contre mondialistes»). Mais il s'agit aussi de casser le bloc de gauche antilibéral, qui, avec 19,58 % des suffrages, menace l'existence du Parti socialiste. Formée de classes populaires et moyennes, de militants aguerris et de jeunes, d'habitants des villes et des banlieues, cette nébuleuse disparate présente un point commun : une opposition au système médiatique et à ses injonctions.

DEPUIS le début de la campagne, M. Mélenchon a infléchi sa relation aux médias : «Plutôt que de les affronter, je les contourne» (*Le Journal du dimanche*, 2 avril). Il ne répond plus aux sollicitations de *Libération*, de Mediapart, de la matinale de Patrick Cohen sur France Inter. Le 1^{er} mai, le présentateur de la radio publique avait choisi comme invité vedette... un journaliste, lui aussi boycotté par M. Mélenchon et qui appelait à voter Macron : Plenel, désormais traité à l'égal de BHL ou de Michel Onfray comme un «leader d'opinion». Impatient d'exhorter ses auditeurs, présumés de gauche, à ne pas s'abstenir, Cohen interroge son hôte sur un ton de connivence qui chatouille les tympans : «Alors, à propos de Césarisme, puis-je c'est l'un des reproches que vous lui faites, «Jean-Luc Mélenchon, apprenti sorcier», écrivez-vous dans ce texte ce matin...» M. Macron saura gré au patron de Mediapart de son appui en offrant à son site son ultime entretien avant le scrutin.

Le 1^{er} mai 2002, le grand défilé anti-Le Pen mobilisait des jeunes gens brandissant des couvertures de *Libération* et des drapeaux européens : des abonnés en puissance. Quinze ans plus tard, les médias ont compris que ni les «mélenchonistes» ni les abstentionnistes ne gonfleraient les rangs de leurs futurs clients.

(1) Lire Edgar Roskis, «Chronique d'un orphéon médiatique», *Le Monde diplomatique*, juin 2002.

(2) Cf. Mathias Reymond, «Les éditocrates contre Jean-Luc Mélenchon (bis repetita)?», *Acrimed.org*, 19 avril 2017.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Transgressions, par PHILIPPE DESCAMPS. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :
Profession : député, par JULIEN BOELAERT, SÉBASTIEN MICHON ET ÉTIENNE OLLION.

PAGES 4 ET 5 :
Le rêve américain au miroir du basket-ball, par JULIEN BRYGO. – Tenue correcte exigée (J. B.).

PAGES 6 ET 7 :
Le capitalisme raconté par le ketchup, suite de l'article de JEAN-BAPTISTE MALET. – Des produits chinois frelatés pour l'Afrique (J.-B. M.).

PAGES 8 ET 9 :
Au Chiapas, la révolution s'obstine, par FRANÇOIS CUSSET.

PAGE 10 :
Pathologies de la démocratie, par EVELYNE PIELLER.

PAGE 11 :
Vote FN, une bataille de proximité, par WILLY PELLETIER.

PAGES 12 ET 13 :
CFDT, un syndicalisme pour l'ère Macron, suite de l'article de JEAN-MICHEL DUMAY. – L'unanimité au prix de la dépolitisation (J.-M. D.).

PAGES 14 ET 15 :
La Palestine, toujours recommencée, par ALAIN GRESH. – Un foyer d'instabilité (A. G.).

PAGE 16 :
L'Afrique du Sud lassée de ses libérateurs, par SABINE CESSOU.

PAGE 17 :
Quand le bio dénature le bio, par CLAIRE LECOEUVE.

PAGES 18 ET 19 :
L'Europe en retard d'une guerre industrielle, par JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

PAGES 20 ET 21 :
Élections, club-sandwichs et nids-de-poule au Royaume-Uni, par PAUL MASON.

PAGES 22 ET 23 :
Minsk se rebiffe contre le grand frère russe, par IOULIA SHUKAN. – Biélorussie et Kazakhstan jouent les médiateurs (ARTHUR FOUCHÈRE ET I. SH.).

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : «L'Étoile Absinthe», de Jacques Stephen Alexis, par CLÉMENT BONDU. – «Nous», d'Evgueni Zamiatine, par ARNAUD DE MONTJOYE. – Prêcher la haine au nom du Bouddha, par CHRISTINE CHAUMEAU. – «Années de plomb» ou décennie de subversion?, par SERGE QUADRUPPANI. – Des bisons dans le salon, par GUILLAUME BAROU. – Pêrec, le refus du désenchantement, par JEAN-PIERRE SALGAS. – Plongées dans le chaos, par EMMANUEL RIONDÉ. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Retrouver le rire de Bertolt Brecht, par MARIE-NOËL RIO.

Le Monde diplomatique du mois de mai 2017 a été tiré à 215 122 exemplaires. À ce numéro est joint un encart, destiné aux abonnés : «Les Amis du *Monde diplomatique*».

Manière de voir 153
Le Monde diplomatique

ROYAUME-UNI DE L'EMPIRE AU BREXIT

L'impossibilité d'une île ?

8,50€ – CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX